

St. Mary



M

DE L'ERECTION

ET INSTITVTION DE

L'ORDRE DES RELIGIEVSES DE

Nostre-Dame du Mont-Car-

mél; selon la Reformation de

Saincte Terefe en France : des

troubles & differends excitez en

cét Ordre : & du iugement ren-

du par nostre Sainct Pere le Pape

sur iceux.

A Messieurs les Illustrissimes & Reueren-
dissimes Cardinaux, de la Rochefoucaud,
& de Retz.

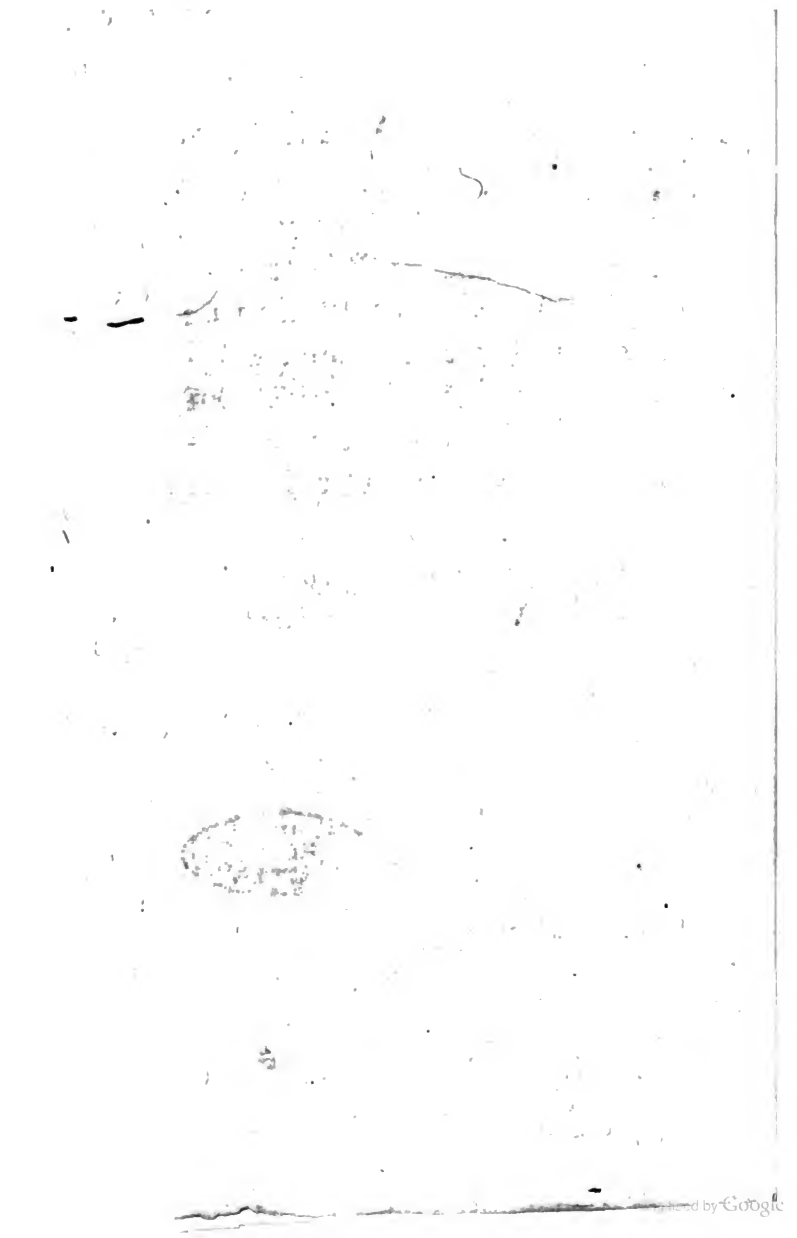
Par Messire MICHEL DE MARIL-
LAC, Conseiller du Roy en son
Conseil d'Estat.

* * *



A P A R I S,
Chez EDME MARTIN, rue Sainct
Iacques, à la Corne de Cerf.

M. DC. XXII.





A MESSEIGNEURS
les Ill^{mes} & R^{mes}
CARDINAUX
DE LA
ROCHE-FOUCAUD
ET DE RETZ.

MESSEIGNEURS,
*C'estoit assez de dire
que nostre Saint Pere le
Pape vous a commis
l'exécution du Jugement qu'il a
rendu en la cause meüe devant le
S. Siege Apostolique, pour rai-
son du Gouvernement, Visite &
Superiorité de l'Ordre & Mona-
steres des Religieuses Carmelines*
à ij.

en France: Que vous avez decerné vos ordonnances pour faire executer ce iugement sur les Monasteres qui se sont separez de l'obeyssance de leurs Superieurs, pour essayer d'estre mis en celle des Peres Carmes Deschaussez, de la Congregation de S. Helie establis en France: Et que le Roy a voulu que ce mesme Iugement & vos ordonnances fussent executées, & l'a commandé, non seulement par ses Lettres Patentes données sous son grand seau, & signées de sa main, mais aussi de sa propre bouche; apres avoir oüy les remonstrances & oppositions de ceux qui le vouloient empescher. Il n'estoit pas besoin d'un plus grand esclaircissement, pour faire

voir que tout a esté fait & ordonné avec beaucoup de droict & de Iustice. Car la reuerence due à ces puissances souueraines, & à vostre dignité, prudence & probité, iustifie les actions & les resolutions qui en procedent, & rend blasrables tous ceux qui s'y opposent. Mais d'autant que hors la foy, il n'y a point de veritez si bien establies, qu'elles puissent par leur seule auctorité dissiper les tenebres, dont la calomnie & l'opiniaftreté les enuelope. Tout ainsi que, nonobstant que la seule lecture du Iugement de N.S. Pere vous suffist pour en cognoistre la Iustice: & qu'il y ait en iceluy de quoy contenter les plus delicats en la recherche desmoyens necessaires,

pour faire entendre à un Prince
souverain, tout ce qui est du droit
des parties entre lesquelles il veut
juger, vous avez neantmoins, au-
paravant que decerner vos ordō-
nances, desiré d'estre informez de
deux poincts : assavoir des raisons
de iustice, sur lesquelles est ap-
puyée la cause des Monasteres &
Superieurs de cēt Ordre : & de la
procedure tenue en ce Jugement :
qui sont aussi les deux articles
dont sa Majesté a voulu estre
esclaircie auparavant que d'en
permettre l'execution. Il m'a
semblé, pour la connoissance que
i'ay de ces affaires, que ie ferois
chose agreable à Dieu, & utile
à la tranquillité des esprits, &
repos des consciences des Reli-

gienses de cét Ordre, & à la bonne odeur d'iceluy, de laisser à la posterité quelque instruction de ces deux poincts, & de ce qui s'est passé en suite d'iceux. C'est ce que contient ce petit Discours que ie vous presente, Messieurs, avec l'humilité & le respect que ie dois à l'eminence de vostre dignité en l'Eglise de Dieu, & à l'incomparable obligation que vous a cét Ordre, d'avoir bien voulu vous rendre coopérateurs au soin de nostre Sainct Pere le Pape, pour y remettre la paix, & reünir son corps en l'unité de sa conduite. Il a esté publié cy-deuant plusieurs escrits remplis d'iniures & de calomnies contre les Superieurs de cét

à iij

— —
Ordre ; en faueur des Monastere-
res qui se sont separez de leur
obeissance. Je ne pretends pas y
respondre : ie laisseray les aigreur.
Et en une cause Ecclesiastique
& Religieuse , où la pieté & la
charité doivent estre l'ame des
paroles ; ie desire parler en ter-
mes conuenables à un sujet si
pretieux , & deduire simple-
ment , & sans offense ce que
i'ay proposé. Aussi ne seroit-il
pas bien seant , Messieurs ,
d'offrir à la candeur de vostre
sincerité , & à la pureté de vos
mœurs , un ouvrage noircy de
diffamation , & infecté de pa-
roles iniurieuses , mesmes pour
une cause laquelle il a plu à
Dieu , par l'Ordonnance de No-

stre Sainct Pere & de sa Ma-
jesté, mettre en vos mains, &
sous la protection de vostre au-
thorité. Je me contente doncques
de représenter les raisons que vous
avez entendues, & faire voir
que selon vostre coustume vous
n'y avez rien faict qu'avec une
tres-grande iustice. C'est sur cela
que i'espere que vous me ferez
l'honneur de l'auoir agreable: dont
ie vous supplie tres-humblement,
& d'embrasser tousiours la pro-
tection de cest Ordre, qui par ses
prieres continuelles demande à
la diuine bonté qu'il luy plaise
prolonger vos iours en l'abon-
dance de ses graces & parfaite
santé, au grand bien de l'Eglise
& de cest Estat. Je ioins mes

*prieres aux leurs, quoy qu'indi-
gnes d'estre en une si Sainte
Compagnie, & suis*

MESSEIGNEURS,

**A Paris, le 30.
Juin 1622.**

**Vostre tres-humble
& tres-affectionné
seruiteur,**

DE MARILLAC.

AV LECTEUR

I'AY recueilly le contenu en ce discours , pour laisser à l'Ordre des Religieuses Carmelines, filles de sainte Terese en France , la cognoissance de leurs affaires , & la memoire des exercices que Dieu a permis arriuer en leur Ordre peu apres son establissement: l'ay déduit les choses le plus sommairement que j'ay peu , pour ne mettre que les principales , & éviter vne longueur demesurée à laquelle l'ouurage se fust estendu, en rapportant plusieurs particularitez obmises, quoy que tres-considerables. Je n'ay pas ignoré les calomnies qui ont esté semées & diuulgées presque contre tous ceux qui ont eu quelque part en l'establissement, & au progres des affaires de cet Ordre: mais j'ay voulu les igno-

rer pour n'y pas respondre en
mesme style. I'ay entre mes mains
les pieces desquelles ie fais men-
tion. Et si ie cite quelquesfois des
personnes viuentes, rapportant les
lettres qu'ils ont escrites ou receuës,
ou quelque chose qu'ils auront dit
ou entendu ; ie le fais de propos
deliberé, afin que l'on puisse auoir
recours à eux, si l'on entre en doute
de ce que i'en allegue. I'ay teu les
noms des personnes dans les actiōs
odieuses autant que le discours &
l'estat de la relation l'a peu porter,
afin que la persecucion estant finie,
& les esprits reünis en l'vnion de
paix & de charité, l'on puisse bien
se souuenir cy apres de ces troubles,
pour les euitier, mais non pas de
ceux & celles qui les ont excitez &
entretenus pour les moins aymer.
Peusse volontiers obmis ce que i'ay
tiré des Constitutions faictes pour

les Religieuses de cét Ordre hors de la France, depuis celles que sainte Tereſe a obſervées, & de celles meſmes des Peres Carmes Deſchauffez, craignant que cela ne deſplaiſe à quelques-vns : Mais d'autant que toute ceſte perſecution a pris pour fondement de blaſmer le gouvernement des Monafteres de France, & imprimer dans les eſprits, que la conduite des Peres Carmes Deſchauffez eſtoit plus ſelon l'eſprit de ſainte Tereſe, & ſelon ſes Conſtitutions; il a eſté neceſſaire de repreſenter l'eſtat de l'un & de l'autre, par les extraicts de leurs propres liures, afin que l'on peuſt faire iugement de tous les deux ſur des preuues fidelles & naïfues, & non plus ſur des paroles de blaſme, & autres diſcours eſpandus parmy le peuple en ces dernieres années, par la liberté que l'on s'eſt donnée de calomnier, & par la hardieſſe que l'on a priſe

d'efcrire & publier (fans fe nōmer)
des libelles pleins d'iniures & de dif-
famation. Les Religieufes verront
icy l'eftabliffemēt de leur Ordre en
France, ce que les SS. Peres ont or-
donné pour la vifite & fuperiorité
d'iceluy, le peu de raifon qu'il y a de
pretēdre ou aspirer au contraire, &
le changement qui a eſté faiēt aux
premieres Conſtitutions de l'Or-
dre hors de la France; Celles qui ont
ſoin de ſe conformer à l'eſprit de
ſaincte Tereſe, & viure ſouz les
meſmes loix qu'elle a gardées, ver-
ront que la France a conſerué cēt
eſprit & ces loix en la naïfueté de
leur origine: Elles pourront ſurtout
cela faire iugement des impreſſions
que l'on leur a données pour les ti-
rer de la conduite en laquelle nos
SS. Peres les Papes les ont miſes: Et
ſe ſouuiendront que la prouidence
eternelle de Dieu ſçauoit bien que
cette conduite deuoit eſtre telle,

iors qu'il inspiroit à S. Tereſe vn ſi grand deſir pour la France, & vne ſi grande eſperance de l'eſtabliſſement de ſon Ordre en ce Royaume. I'ay auſſi adiouſté le diſcours des troubles excitez en cét Ordre, le procès intenté deuant le S. Siege Apoſtolique, pour raiſon du gouuernement, viſite & ſuperiorité des Monafteres, le Iugement & Arreſt de noſtre S. Pere le Pape, interuenu ſur ce procès, & ce qui s'eſt paſſé en l'execution d'iceluy iuſques à preſent. Ce qui ſeruira d'inſtruction non ſeulement aux Religieuſes de cét Ordre; mais auſſi à tous les Religieux & Religieuſes des autres Ordres en l'Egliſe, pour apprendre, que la ſimplicité, la ſoumiſſion d'eſprit, le dégagement & l'humilité, ſont les inſtrumets de la paix dás les Ordres & Monafteres, & dans chaque ame en particulier. Sainte Tereſe qui a eu ces vertus en vn degré fort eminent,

les a laissées comme la portion hereditaire de ses filles, disant qu'à cela l'on cognoistra qu'elles sôt ses filles; Elles les a aussi enseignées pour tous ceux qui aspirent à la fin à laquelle tous les Chrestiens, mais sur tout les Religieux doiuent tendre. C'est pourquoy les vns & les autres pourront faire profit de ces exemples, pour en cuiter les inconueniens, & specialement deux poincts que i'ay recogneu par plusieurs experiences estre les principaux moyens dont l'esprit malin se sert pour exciter ces orages: C'est l'amour & l'engagement du sens particulier, & le desir d'estre mis ou conserué en charge, & auoir part au gouuernemēt & aux affaires, dont ie laisse les considerations particulieres à ceux qui ont plus d'experience & plus d'intelligence de l'estat des familles Religieuses.

T A B L E



TABLE DES CHAPITRES contenus en ce liure.



*E l'establissement du Monastere
des Religieuses Carmelines,
& de l'Ordre de nostre Dame
du Mont-Carmel en France.*

Chapitre I. page 1.

*Que les Sieurs Gallemant, du Val, & de Be-
rule sont vrais & legitimes Superieurs, &
leur pouuoir & auctorité est en tout ce qui
concerne le Spirituel & Temporel sur le pre-
mier Monastere estably à Paris, & sur
tout l'Ordre des Religieuses Carmelines en
France. Chap. II.*

p. 9.

*Que le pouuoir des trois Superieurs de l'Ordre
des Carmelines en France est perpetuel, &
la forme de succession establie en iceluy pour
la perpetuité: & qu'il n'est expiré ny reuo-
qué par la venue & reception des Peres
Carmes DeschausseZ en France. Chap. III*

pag. 17.

*Que les Peres Carmes DeschausseZ establis en
France n'ont, & ne peuuent pretendre ny
auoir aucune puissance ny auctorité pour le
Gouuernement, Visite & Superiorité des*

*Monasteres des Religieuses Carmelines en
France. Chap. IV. pag. 22.*

*Que le pouuoir & auctorité de Visite donné par
la Bulle de Clemēt VIII. au General de l'Or
dre des Carmes Deschauffez a esté reuouqué
par le Pape Paul V. son successeur, qui en a
autrement ordonné. Premièrement par la
faculté attribuée à Monsieur le Nonce pour
nommer un Visiteur, puis apres par l'au
thorité de Visite donnée au General de l'O
ratoire, & à ses successeurs, & que c'est sans
diminution du pouuoir des autres Supe
rieurs. Chap. V. p. 34.*

*Que la forme de conduite & Superiorité esta
blie sur l'Ordre des Religieuses Carmelines
en France est legitime, & conuenable pour
acheminer les ames à la perfection Religieu
se, conforme à l'esprit de sainte Tereſe, &
qu'il est fort dangereux de la changer.
Chap. VI. p. 49.*

*Que sainte Tereſe par ses livres, ny les Consti
tutions de l'Ordre n'attribuent point d'au
thorité aux Peres Carmes. Deschauffez sur
les Monasteres des Religieuses. Que le gou
uernement des Monasteres de cet Ordre en
France est plus conforme ausdites Consti
tutions, qu'elles y ont esté & sont mieux ob
seruées qu'ailleurs, & que les Superieurs de
cet Ordre ont le vray esprit d'iceluy, & la*

Benediction de Dieu pour le conduire.

Chap. VII.

p. 72.

Des troubles excitez, & entreprises faites sur le gouvernement de l'Ordre des Religieuses Carmelines, contre ce qui a esté ordonné par nos SS. Peres les Papes, & premierement du Monastere de Morlaix au Diocese de Treguier, en la basse Bretagne.

Chap. VIII.

p. 120. b.

Du trouble excité en l'Ordre par aucune des Religieuses d'iceluy, & du procesz intenté par elles pardeuant le Sainct Siege Apostolique, iusques au iugement rendu par le feu Pape Paul V. d'heureuse memoire. Chap. IX. pag. 136.

Des empeschemens formez à l'expedition du iugement donné par le Pape Paul V. De son decez. Election de nostre Sainct Pere Gregoire XV. Et du iugement par luy rendu en cette cause. Chap. X.

p. 162.

Diuers empeschemens formez à la deliurance du Bref. Moyens pratiquez tant à Rome qu'en France pour l'aneantir, & pour en empeschier l'execution. Chap. XI. p. 176.

De l'execution faite en France du Iugement & Arrest de nostre Sainct Pere le Pape, contenu en son Bref du 20. Mars 1621.

Chap. XII.

p. 199.

Des causes & moyens de l'opposition formée

ẽ ij



D E.
L'ESTABLISSEMENT
 DV PREMIER MONASTERE
des Religieuses Carmelines,
& de l'Ordre de Nostre-
Dame du Mont-Carmel en
France.

CHAPITRE I.



LE 13. iour de Nouem-
 bre 1603. le Pape Cle-
 ment VIII. d'heureuse
 memoire , qui auoit
 grande experience des affaires de
 l'Eglise & du gouvernement des
 familles Religieuses qui sont en
 icelle, donna sa Bulle pour l'esta-

A

blissement du Monastere des Carmelines, situé aux Faulx-Bourgs S. Jacques à Paris, à l'instance qui luy en fut faite de la part du feu Roy Henry IIII. d'heureuse memoire, & sur la requeste de tres illustre Princesse Catherine d'Orleans, Princesse de Longueuille fondatrice d'iceluy. Par ceste Bulle il establit ledit Monastere de Paris : & en iceluy tout l'Ordre des Religieuses de ladite Regle en France ; duquel Monastere mediatement ou immediatement sont deriuez tous les autres du Royaume, de la conduite & visite desquels il est à present question. La Requeste présentée au Pape par ladite Princesse, rapportée en ladite Bulle, Article premier ; contient toute l'erection dudit Monastere, telle que sa Sainteté l'a approuvée, (car on ne refere pas volontiers dans les Bulles les

requestes des impetrans, sinon en la façon qu'elles sont accordées: & outre cela sa Sainteté y adiousta d'office les clauses qu'elle iugea raisonnables. Ladite Requête donc en ce qui regarde la conduite & direction du Monastere; contient seulement qu'il soit sousmis à la direction & gouvernement de Maistres Jacques Gallemad Docteur en Theologie, André du Val Docteur & Professeur du Roy en la mesme Faculté, & Pierre de Berule à present General de la Congregation de l'Oratoire, & ne fait mention d'aucun autre. Toutesfois sa Sainteté sçachant qu'outre la conduite ordinaire d'un Monastere, il est besoin qu'il y ait un Visiteur, pourueu aussi par le neufiesme article de ladite Bulle à ladite charge de Visiteur. Et par ce moyen establit sur ledit Monastere deux sortes de

Art. 2.
*Exhibita si-
 quidem nobis
 nuper propa-
 te dilecta in
 Christo filia
 nobilis mulie-
 ris Catharina
 d'Orleans pe-
 titio, contine-
 bat, &c. Vñt
 Monasterium
 Monialiũ re-
 formatum, sub
 primitiua di-
 cti Ordinis
 regula nouif-
 simè per Te-
 resam de Iesũ
 reformata,
 etc. fundare,
 etc. ac alia
 omnia ad piã
 hãc fundatio-
 nem et insti-
 tutionem, il-
 liusq; progres-
 sum et conser-
 uationem, ne-
 cessaria et op-
 portuna face-
 re, et ut illa
 felicius suc-
 cedant consi-
 lio et opera di-
 lectorum filio-
 rum Iacobi
 Gallemand,
 Andrea du
 Val, et Petri*

*de Berult, etc.
ac pro felici
principio et
successu, nec-
non gubernio
et regimine
dicti Monas-
terij multi a
utilia atque
fructuosa age-
re, statueret, et
ordinare pos-
sunt.*

Arr. 9.

*Visitationi,
correctioni,
obedientia,
superioritati,
et omnimoda
iurisdictioni
in eisdē spiri-
tualibus pro
tempore exi-
stentis, Com-
missarij gene-
ralis ordinis
Fratrum Dis-
calceatorum
S. Maria de
Monte Carm.
et donec illius
regula refor-
mata in regno
Francia, ubi
nullum adhuc
virorum Mo-
nasterium sub
eo militare
reperitur, re-
cepta fuerit;*

puissances. L'une de la conduite or-
dinaire selon qu'elle luy estoit pro-
posée par ladite requeste ; l'autre
pour la Visite.^a Pour le regard de la
Visite il l'attribua au Commissaire
General de l'Ordre des Carmes
Deschaussez, & au General des
Chartreux, attendant que la regle
reformée dudit Ordre des Carmes,
pour le regard des hommes fust re-
ceüe en France.

Ce pouuoir de Visite est attribué
au General de l'Ordre, & non à
l'Ordre, ce qui exclut toute la pre-
tention des Religieux, desquels il
n'est parlé en façon quelconque
dans tout le discours de ladite Bul-
le ; & n'y a vn seul mot sur lequel
puisse estre fondée leur pretention
pour la conduite ordinaire.

Car outre que la Bulle n'en parle
point : ce n'est pas d'eux de qui elle
a entendu parler ; pource qu'en cet

Ordre il y a deux Generaux separés l'un de l'autre, sans dependance, relation, ny subordination entr'eux:

pro tēpore existētis Prioris Generalis Carthusiensis ordinis.

l'un en Espagne, qui porte le tiltre de General ^a de l'Ordre des Carmes Deschauffez. L'autre en Italie, qui porte en ses propres actes le tiltre de General ^b de la Congregation de Sainct Helie : & la Bulle de la-

^a Bulle de Clem. VIII. 1603. art. 9. *Propositus Generalis Ordinis Discalceatorum.*

quelle il s'agit porte ces termes expréz de Commissaire ^c General de l'Ordre des freres Deschauffez, tiltre qui ne peut convenir à ceux d'Italie, dōt le General n'a iamaïs pris, ny cy-deuant, ny encores à present

^b *Propositus Generalis fratrum Discalceatorum Congregationis Sancti Helia.*

ce nom de General de l'Ordre des Carmes Deschauffez. Et partant ce n'est pas des Religieux qui sont en France, enuoyez par le General de la Congregation de Sainct Helie, de qui la Bulle a parlé. Aussi n'y auoit il pas apparence que le Pape l'entendit d'eux ; d'autant que les

^c *Commissarius Generalis Ordinis fratrum Discalceatorum.*

Bulle de Clement VII. 1603. art. 9.

Religieuses qui deuoient establi-
 l'Ordre en France, estoient tirées
 d'Espagne par la permission du Ge-
 neral del'Ordre qui est en Espagne,
 amenées en France par deux Peres
 d'Espagne. Et si sa Saincteté eust
 pensé les assujettir & celles qu'elles
 deuoient eleuer en la Religion à vn
 autre General que celuy sous le-
 quel elles estoient, il l'eust dit en ter-
 mes exprés: ce qui n'est pas. Et en
 toute la Bulle il n'est en façon quel-
 conque parlé de la Congregation
 de Sainct Helie, mais seulement du
 General del'Ordre, qui est le tiltre
 de celuy d'Espagne. Le Pape aussi
 ne pouuoit pas penser à la Congre-
 gation de Sainct Helie, d'autant
 que trois ans auparauât il leur auoit
 fait defense expresse de s'ingerer au
 gouuernement des Religieuses,
 comme il se verra cy-apres. Or
 d'autant que ce General del'Ordre

ny aucun Religieux d'iceluy n'estoit pour lors en France, le pou-
voir de la visite est attribué aux Pe-
res Chartreux en attendant : mais il
n'y a en ladite Bulle que cet article
de la Visite qui soit ordonné sous
cette condition : tout le surplus est
ordonné purement, sans condition
ny limitation, comme le texte le
monstre par sa seule lecture.

L'autre sorte de puissance esta-
blie par sa Sainteté sur ledit Mo-
nastere, est (comme il a esté dit) cel-
le qui luy estoit proposée & de-
mandée par ladite Requête pour
la conduite & administration ordi-
naire, laquelle il commit aux trois
Ecclesiastiques susnommez, avec
tout pouvoir au spirituel & tempo-
rel, comme le portét les clauses par-
ticulieres qui sont exprimées par la-
dite Bulle, & par l'expression d'icel-
les il appert de trois choses.

Art. 10.
*Cura, guber-
nio, regimini
et admini-
strationi la-
cobi et An-
drea, ac Petri
prædictorum.*

La premiere, que lesdits trois Ecclesiastiques sont vrais Superieurs, & que leur pouuoir est au spirituel, aussi bien & plus estendu qu'au temporel, & sur tous les Monasteres de l'Ordre.

La seconde, que leur establissement est pour demeurer à perpetuité, avec ordre de succession.

La troisieme, que par la venue des Peres Carmes en France, le pouuoir desdits trois Ecclesiastiques n'est ny expiré ny reuoqué, non seulement pour ce que ce n'est pas d'eux de qui parle ladite Bulle: mais aussi que quand ce seroit le General de l'Ordre, le pouuoir desdits Superieurs demeureroit en son entier, d'autant qu'ils ont pouuoir concurrent avec celui du dit General, & reglement en la fonction de leur charge avec luy, qui montre qu'ils deuoient exer-

cer ensemble, (si celuy du General auoit eu lieu, & n'auoit point esté reuouqué,) tant s'en faut que l'un abroge l'autre.

Que les Sieurs Gallemant, du Val, & de Berulle sont vrais & legitimes Superieurs, & leur pouuoir & auctorité est en tout ce qui concerne le spirituel & temporel sur le premier Monastere estably à Paris, & sur tout l'Ordre des Religieuses Carmelines en France.

CHAPITRE II.

LE pouuoir attribué aux trois Superieurs établis sur le Monastere & Ordre des Carmelines est si clairement exprimé par ladite Bulle, que pour le demonstrier & prouuer il ne faut que lire. Et combien que le mot de

Superieurs ne soit pas dans ladite Bulle, le pouuoir & autorité de Superieurs y est exprimé : on a voulu dire qu'ils sont simples administrateurs, & inferer de là qu'ils n'ont charge qu'au temporel : mais c'est disputer des noms. Ils sont appelez de diuers noms par ladite Bulle, & par les Brefs donnez en suite, comme Gouverneurs, Administrateurs, Recteurs, Superieurs. Le nom n'est pas ce qui importe, mais le pouuoir qui y est attribué : car en l'Eglise les noms sont differends, l'Ordre de S. François des Gardiens, les Minimes ont des Correcteurs, les Mathurins des Ministres, les Iesuites des Recteurs, les autres ont des Abbez & Prieurs. Le General en l'Ordre de saint François, & en celuy des Mathurins est appelé Ministre General : & en l'Ordre de S. Dominique Maistre General. Les charges

pour cela ne sont pas différentes, & s'il y a différencé, elle ne procede pas des noms, mais des attributions qui leur sont faites. Ainsi il ne faut pas s'arrester au nom duquel lesdicts Superieurs sont appelez : car cela est obserué differemment. Par ladite Bulle ils sont appelez Recteurs, Administrateurs, Directeurs. Par les Brefs de 1606. 1614. 1620. 1621. raportez cy-apres, ils sont dits Superieurs: & par vn autre Bref du 4. Feurier 1610. donné pour l'establissement du Monastere dudit Ordre à Chaalons, ils sont appelez *Superieurs dudit Ordre & Religiõ en France*. Et quãd le Pape les appelle Superieurs par lesdits Brefs, ce n'est pas qu'il les face tels alors, mais il les y appelle pour ce qu'ils le sont, & que le pouuoir qui leur est attribué les fait tels. C'est pourquoy il faut seulement examiner l'autorité qu'ils

Pro parte Superiorum Ordinis et religionis Monialium Carmelitarum Discalceatarum.

En ladite
Bulle, art. II.

ont, laquelle par ladite Bulle est en termes exprés, de faire tous Statuts & Ordonnances concernans le regime, gouvernement, direction & administration dudit Monastere; & des personnes, choses & biens *spirituels & temporels* d'iceluy, ensemble pour la reception & admission des Religieuses, leur nombre, aages, qualitez, viure, vestemens, instruction, direction, discipline, forme & maniere de reciter l'Office diuin, Prieres & Oraisons, & autres suffrages, &c. faire garder, & obseruer lesdits Statuts par la Prieure, Religieuses, & autres personnes, mesme avec infliction de peines, pourueu que lesdites Ordonnances ayent esté approuuées par le Pape, ou par le General des Carmes, ou par l'Euesque de Paris, comme delegué du saint Siege. Et tout cela est du gouuerne-

ment & autorité spirituelle & temporelle.

Il leur donne encores pouuoir de faire venir des Religieuses d'autres Monasteres de cet Ordre, ou d'autre, pour instituer les nouvelles Religieuses, leur d'ôner les charges, les continuer en icelles, y commettre les nouvelles Religieuses selon leur capacité & les conditions qui y sont apposées. Cela est encores du spirituel.

Etablir des Officiers pour administrer le reuenu qui en rendent compte aux Religieuses & à eux. Cela est du temporel.

Confesser & absoudre les Religieuses, leur administrer les Sacramens de l'Eglise, leur annoncer la parole de Dieu, leur pourvoir de Chappelains, Confesseurs, & Predicateurs. Cela est du spirituel.

Art. 14.
Priorissam et
Moniales in
suis confessoribus audien-
di et absoluen-
di, nec non de
Capellanis et
Confessoribus
idoneis, et de
egregio verbo
Dei Predicatorum promi-
dendi.

Art. 16.

*Ac cum Pri-
viffa ac Mo-
nialib. quarū
infirmis,
aut aduerfa
valetudo ie-
iunium, seu
carnium ab-
ftinentiā, etc.
ferre non po-
terit difpen-
fandi.*

Dispenser les Religieufes felon
l'infirmite & les occasions, foit des
ieufnes & abftinence de viande, foit
de la rigueur & aufterite de la regle.
Cela eft encores du pouuoir fpiri-
tuel.

En ladite
Bulle art. 17.

En fin il leur donne pouuoir de
faire toutes & chacunes les chofes
que peuuet les Ordinaires des lieux,
comme deleguez du S. Siege, &
les Generaux, & autres Superieurs
des Ordres des Religieufes, aux
Monafteres qui leur font fousmis,
meſme ce que pourroit le Com-
miſſaire general de l'Ordre des
Carmes Deſchauffez, s'il eſtoit en-
uoyé pour l'erection & institution
dudit Monaftere ou autre ſembla-
ble. Ce qui monſtre vn pouuoir ab-
ſolu & indefiny, s'eſtendant à tout
ce qui n'eſt point exprimé par la
Bulle, & qui en quelque façon que
ce ſoit peut appartenir aux Gene-

raux, ausquels ils sont comparez
& égaiez en cet endroit. Tout ce
que dessus iustifie plainemēt le pre-
mier des trois poincts remarqués
cy-deuant en ce qui est du pouuoir
des Superieurs au spirituel & répo-
rel sur led. Monastere: & il resulte de
la mesme Bulle que le mesme pou-
uoir est sur tous les Monasteres cri-
gez depuis celuy-là, d'autant que
ce premier Monastere est estably
chef de tous les autres qui seroient
erigez depuis, lesquels en depen-
droient comme membres. Ce qui
monstre, & que le Pape a creu &
aggréé qu'il en fut erigé d'autres;
Qu'il n'a point fait vn chef sans la
faculté d'en deriuier les membres,
& voulu que les Superieurs & Ad-
ministrateurs qu'il donnoit au chef
le fussent aussi sur les membres qui
deuoient emaner de ce chef, & sur
les ruisseaux qui deuoient partir de

Bulle de
1603. art. 7.
*Insuper dictū
Monasterium
omnium alio-
rum Mona-
stiorum in
Regno Fran-
cia deinceps e-
rigendorū ca-
put, à quo illa
sanquā mem-
bra dependeāt
constituimus.*

*b Bulle de
1603. art. 17.
Omniaque et
singula qua
generales alii-
que superiores
quorumvis or-
dinum in mo-
nasteriis Mo-
nialium sibi
subiectis face-
re possunt, et
signanter Co-
missarius Ge-
neralis Ordi-
nis Fratrum
Carmelitarū
Discalceato-
rum.*

ceste source, sur laquelle il les com-
mettoit. Dauantage en ce que leur
pouuoir *b* est rendu pareil & sem-
blable que celuy des Generaux des
Ordres, mesme du General dudit
Ordre des Carmes, il est par con-
sequent estably sur tous les Mona-
steres du mesme Ordre en Fran-
ce : & ont comme les Generaux
le pouuoir d'estédre & dilater l'or-
dre qui leur est commis. C'est pour-
quoy les Saincts Peres n'ont iamais
blasme l'erection des autres Con-
uents, scachât & voyant que la Bule
leur en donnoit le pouuoir, mais au
contraire ils l'ont approuuée par
plusieurs actes, comme il est enco-
res dit au Chapitre V. cy-apres, sur
le Bref de l'an 1606. & par le Bref du
20. Mars 1621. rapporté cy-apres au
Chapitre VII. Le Pape Gregoire
XV. prononçant son Arrest sur les
differends pendant deuant luy, a
commandé

commandé à toutes les Religieuses
de cét Ordre de leur obeyr comme
à leurs Superieurs.

*Que le pouuoir des trois Superieurs de
l'Ordre des Carmelines en France
est perpetuel, & la forme de succes-
sion establie en iceluy pour la perpe-
tuité : & qu'il n'est expiré ny reuo-
qué par la venue & reception des
Peres Carmes Deschaussez en
France.*

CHAPITRE III.



QUANT au second point
qui regard la succession
& continuation du gou-
uernement desdits trois
Ecclesiastiques, ladite Bulle porte,
que lors que l'un d'eux viendra à
deceder ou se retirer, les deux au-

Art. 18.

*Nec non qua-
ties aliquem
ex ipsis Iaco-
bo, Andrea, et
Petro, à cura
et gubernio
prædictis rece-
dere, vel dece-
dere contige-
rit, alium eius
loco probare*

B

*ut virum in
Sacerdotio cō-
stitutum, qui
de consensu
dicti Nuntij
seu Ordinarij
tanquam Se-
dis prædictæ
delegati, vel
Commissarij
Generalis, aut
alterius Supe-
rioris Fratrum
Carmelitarū
Discalceatorū
admitti de-
beat eligendi.*

tres en esliront vn troisieme dans les six mois prochains, qui sera admis du consentement de Monseigneur le Nonce, ou de l'Ordinaire, comme delegué du sainct Siege, ou du Cômmissaire General de l'Ordre des Carmes Deschauffez, ou autre Supérieur d'iceux, lequel Esleu aura mesme pouuoir que les autres en toutes les choses cy-dessus: Et attribué encores les mesmes pou- uoirs, non seulement à ceux qui se- ront esdites charges apres le deceds de ces trois, mais aussi à ceux qui se- ront esleus en leurs places, seló l'or- dre susdit à perpetuité. Et par cét article est prouué le second point, que le pouuoir desdits trois Eccle- siastiques est à perpetuité par le moyen de ladite succession.

Art. 9.

*Cum potestate
ipsum Mona-
stériū saltem
in anno, ac*

Pour le troisieme, que la venuë des Peres Carmes n'a point abrogé le pouuoir des Superieurs: & que

tant s'en faut que cela soit, qu'au contraire ils deuoient exercer avec ledit General, il est demonstré es Articles precedens, en ce que le General doit cōfirmer les Statuts que feront lesdits Superieurs: & admettre le troisieme qui sera esleu par les deux restans, aduenant le deceds de l'un: Et encore par vn article de ladite Bulle, qui porte que ledit General sera tenu de faire ladite visite tous les ans, & quād il en sera requis par eux. Ce qui conclud necessairement que l'establissement des Carmes en France ne reuoquoit point leur pouuoir. A quoy i'adiousteray vne seule raison, qui est, que si leur venuë en France reuoquoit le pouuoir desdits Superieurs, ils n'ont iamaïs eu d'autorité vn seul momēt, d'autant que tout ce que le General de l'Ordre des Carmes Deschaufsez eust eu d'autorité, s'il y eust

*quoties ab illius Recto-
ribus ac Gu-
bernatoribus
pro tempore
existentibus
requisitus
fuerit, per se
vel alium sui
Ordinis reli-
giosum ab
eo specialiter
deputandum,
visitandi, etc.*

esté, le General des Chartreux l'auoit entierement en son absence: & par ce moyen il n'en eust resté aucune pour lesdits Superieurs dès l'instant mesme de l'erection dudit Monastere: ce qu'outre qu'il est absurde en soy, personne ne le dira lisant ladite Bulle: mais au contraire verra qu'ils ont eu, & ont encores tout entier le pouuoir spirituel & temporel qui y est rapporté: & que celles qui s'en departent n'ont aucune raison ny fondemēt de le faire, & donnent lieu à de grāds maux & grāds inconueniens. Si les trois Ecclesiastiques ne sont point Superieurs à present, & s'ils ont cessé de l'estre delors que les Peres Carmes Deschaussez sont venus en France: il s'ensuit qu'ils ont depuis ce temps-là abusé les Monasteres, prenant vne qualité qui ne leur appartenoit pas: c'est rendre coupa-

bles de tres enormes pechez, & d'une imposture, indigne de personnes dont la doctrine éclatte en l'Eglise; dont la vertu est eminente, & l'innocence singuliere. C'est mal recognoistre les peines & trauaux qu'ils ont pris si charitablement, & si laborieusement, pour establir, éleuer & conduire cet Ordre, & sans estre en façon quelcôque en charge à aucune des Maisons d'iceluy, depuis tant d'années: c'est récompenser leur charité d'iniures & de reproches; c'est exposer les ames à de grandes tentations sur le sujet de leurs professions, & mettre le repos de plusieurs familles au hazard de grands troubles. Mais par la grace de Dieu il y a si peu de fondement & d'apparence à toutes ces pretentions, que celles qui se voudront perdre sont inexcusables, le pouuoir desdits trois Superieurs estant

B iij



si bien estably comme il est, tant par ladite Bulle, que par autres actes subsequens : car mesmes depuis les SS. Peres ont monstré que leur pou- uoir s'estendoit aux autres Mona- steres du mesme Ordre erigés apres celui de Paris, comme il a esté monstré cy-dessus.

Que les P. Carmes Deschaussez esta- blis en France n'ont, & ne peuuent pretendre ny auoir aucune puissance ny autorité pour le Gouuernement, Visite & Superiorité des Mona- steres des Religieuses Carmelines en France.

CHAPITRE IIII.



N Ous auons monstré cy- deuant que la Bulle de Clement VIII. parlant du General des Carmes Deschauf-

sez a tousiours dit , le General de l'Ordre, qui est celuy qui reside en Espagne , & iamais n'a parlé du General de la Congregation de S. Helie qui reside à Rome, & duquel dependent les Religieux de cet Ordre establis en France. Ce qui suffit pour monstrier que lesdicts Religieux ne peuuent pretendre aucune auctorité en vertu de ladite Bulle , qui ne fait point mention d'eux. Mais nous passons plus outre , & disons que par aucun droit general ou particulier ils ne peuuent prendre ny auoir aucun pouuoir & auctorité. Ils n'ont point de droit General, quoy que l'on ayt cy-deuât allegué pour eux, que par l'ordre general de l'Eglise le gouuernemēt & l'autorité sur les Religieuses d'un Ordre appartient aux Religieux du mesme Ordre ; Car il n'y a aucune chose statuée pour ce-

la dans les Constitutions Canoniques, ny aucune loy de cela en l'Eglise; l'exemple & la pratique sont au contraire, & y a plusieurs Maisons de Religieuses conduites par Seculiers, & par autres que de leur Ordre, soit de S. Augustin, de S. Benoist, ou de S. Claire; L'Italie & la France en fournissent des exem-

Liure 2. de sa
vie en Fran-
çois chap. 7.

ples sans nombre. S. Charles Borromée l'a jugé vtile: Et pour le terminer en vn mot, il suffit de dire que l'ordre general de l'Eglise, est de deférer à l'autorité du Pape qui l'a ainsi ordonné, & qui faisant à Rome ces differens establissemens, fait voir à l'Eglise que tout cela est vtile, & que l'application depend de son iugement, contre lequel il n'y a rien à repliquer à vn Chretien, ny à vn Religieux.

Il ne leur appartient point aussi par les Ordonnances de la France,

quoy que l'on ayt voulu dire, que par les Estats de Blois il fut ordonné que les Religieuses du Royaume seroient obligées de se mettre à la conduite & iurisdiction des Congregations de leur mesme Ordre, s'il y en auoit; Car cela n'est point & ne fut iamais dit, proposé, ny ordonné: Et le 27. article de l'Ordonnance de Blois, duquel on le veut tirer, n'en parle en facon quelconque, ains seulement des Monasteres dereglez, qui n'auoient point de Superieurs en France. Ils n'ont point aussi de droit particulier, & n'ont Bulle ny Bref quelconque pour cela, dont ils ayent fait apparoir iusques à present. Au contraire par leur propre institution & erection de leur Congregation, cela leur est defendu, & ont vne expresse prohibition d'entendre à la dite conduite, & de s'en entremet-

tre. Car par l'establissement de leur

Congregation en Italic, & separation faicte du General d'Espagne,

il leur est expressement defendu de recevoir ou auoir le gouuernemēt

des Religieuses, excepté vn seul

Monastere à Gennes, comme il est

porté par l'article VIII. de la Bulle

de leur dite institution donnée à

Rome le treiziesme iour de No-

uëbre 1600. qui n'est que trois ans

auant l'establissement dudit Mo-

nastere de Paris, & cette defense est

generale, comprenant par conse-

quent toute sorte de gouuerne-

ment, sans aucune reserue ny ex-

ception. C'est pourquoy ils ne sont

pas receuables & n'ont point de

fondement, n'ayant aucune dero-

gatio expresse & particuliere à ceste

prohibition, laquelle ne peut pas

estre supplée par les derogations

generales qui sont de stile ordi-

*Nullum pra-
terea huius
Congregatio-
nis Religiosum
curā aut gu-
bernationem
Monialiū, etiā
si eiusdem ha-
bitus et regu-
la existant,
praterquam
Monasterij de
Iesu Maria
Ianuensis sus-
cipere, vel ha-
bere permitti-
mus.*

naire à la fin des Bulles.

Et si le Pape Paul V. à leur aduenement en France eust pensé à leur donner pouuoir pour le gouuernement des Religieuses, il eust derogé à ladite Bulle de leur institution: Comme il fit lors qu'il leur donna pouuoir pour le gouuernemēt des Religieuses en Flandres. Car par le Bref que les Peres Carmes Deschaussés de ladite Congregation de S. Helie en ont obtenu, qui est du vingt-sixiesme Ianuier mil six cens dix, il est expressement derogé à ladite Bulle de leur institution en ces

mots. *Nonobstant la Bulle de Clement*

VIII. par laquelle il est ordonné que les

Religieux dudit Ordre ne pourront

auoir charge d'aucunes Religieuses.

Et si les Superieurs des Religieuses

de France eussent voulu se charger

desdits Monasteres de Flandres,

dont ils furent grandement solli-

*Nonobstanti-
bus pia mem.
Clem. P. VIII.
prædec. nostri
litteris, in qui-
bus cauetur ne
Fratres dicti
Ordinis curam
quarumcum-
q; Monialium
suscipere pos-
sint.*

citez par les Religieuses, ces bons Peres n'eussent pas esté en peine d'obtenir ceste faculté. Mais pour ce qu'ils ne le voulurent pas, les Religieuses eurent recours ausdits Peres, qui pource obtindrent ledit Bref, avec ceste derogation.

Leur aduenement en France & en Flandres est d'une mesme année mil six cens dix, de sorte que s'il y eust eu lieu pour eux d'obtenir le pouuoir de gouverner lesdits Monasteres de France, comme ceux de Flandres, ils n'eussent pas oublié d'auoir ladite derogation pour l'un aussi bien que pour l'autre, faisant l'un & l'autre en mesme temps. Mais ils ne pouuoient pas l'auoir, & toutes les couleurs pour le pretendre leur estoient ostées, pource que dés l'année 1606. si le Pape auoit derogé à la Bulle de l'institution des Carmelines en Frâce pour le re-

gard dudit General de l'Ordre des Carmes Deschauffés, & reuocé le pouuoir qui luy estoit donné par icelle pour 'le chef de la Visite. C'est pourquoy ils ne pouuoient pas auoir la derogation à la prohibitiō susdite, & n'estoient plus en estat de pouuoir tirer aucun vſage de ce qui étoit porté par la Bulle, à cause de ladite reuocation, & qu'il y auoit esté fait vn autre establissement qui les excluait de toute apparence d'y pretendre, ainsi que ie diray plus au long au Cinquiesme Chapitre. Aussi vindrent-ils en France avec intention toute contraire, & avec charge de nes'en point meller; comme il est porté en termes exprez par la declaration passée à Paris, le iour de la Chandeleur mil six cens vnze, par le P. Clement de Sainte Marie, ayant charge du P. General pour fonder leur Ordre à Paris; le P. De-

nis de la Mere de Dieu, & le P. Bernard de S. Ioseph, en ces mots: *Declarons aux Religieuses Carmelines de la ville de Paris, tât pour elles que pour les autres Monasteres du mesme Ordre en ce Royaume, que la poursuite que nous faisons de l'establissement dudit Ordre & fondation en la presente ville, est sans aucune pretention du gouvernement & conduite desdits Monasteres & Religieuses; & que nous n'avons aucune charge ny intention de nous y ingerer; & au contraire avons charge dudit R. P. General de ne nous y ingerer, & n'en accepter aucune conduite ny gouvernement, & entant que besoin seroit y renonçons.*

Cette declaration est naïfue & sincere, conforme à la verité des choses, baillée libremēt & volontairement, & non par force, comme aucuns ont voulu dire. Ce fut à moy qu'elle fut baillée par ces bōs

Peres. Je les allay visiter le iour de Chandeleur 1611. au College de Clugny, où ils demeuroient alors, & les priay de la part des Religieuses du Monastere de l'Incarnation, de me dire ce qui estoit des bruits que l'on faisoit courir, qu'ils pretendoient auoir la charge de leur Monastere ; Ils me firent vne response pleine de pieté, monstrant vne sainte indignation contre ceux qui faisoient courir ces bruits-là, me tesmoignant d'en estre fort esloignez : & le P. Denis me dit, Tant s'en faut que nous le pretendions, que nous auons defense mesme d'arrester la longueur d'un *Pater* & *Aue* dans les Eglises des Religieuses. Je les priay de me bailler par escrit leur declaration, afin de faire taire ceux qui semoient ces bruits-là : Ils le firent si volontiers que le P. Denis l'écriuit entierement

de sa main, & ne pouuoit le declarer assez expressement à son gré, tant il disoit leur estre defendu. Je ne sçay pas sur quel fondement on peut dire qu'il y a eu de la force, ny qui eust peu forcer ces bons Peres à dire, escrire & signer que le R. P. leur General leur auoit defendu de s'y ingerer, ny accepter la conduite des Religieuses: & s'il y a force, c'est celle de la verité, & non autre; car pour mon regard, depuis cela i'ay tousiours vescu en amitié avec eux, ie les ay visitez souuent, ils ont eu agreable que ie les aye seruis en tout ce qu'ils ont desiré de moy, ie m'y suis employé de fort bon cœur, & le feray tousiours tres-volontiers, & pour tous ceux de leur condition. Je ne le dis que pour faire voir le peu d'apparence qu'il y a d'alleguer cette force pour elider la force de leur declaration.

Je

Je ne ſçay pas ſi cette allegation vient d'eux , car le diſcours qui la contient eſt ſans auteur : mais les paroles que j'entédois lors de leur bouche , & l'eſloignement qu'ils reſmoignoient auoir de cette conduite , m'ont fait eſtonner des pre-tentions que j'ay veu depuis mettre en auant , ſans monſtrer aucune choſe de ſa Sainteté , & ſans nouveau pouuoir pour les fonder , & encores plus de ce que le nom de ces Peres ſert à ſouſleuer les Mon-aſteres , alier de l'obeiſſance les eſprits de quelques Religieufes , & exciter tant de diuiſions. Ils ſont appelez à meilleures choſes en l'E-gliſe , & ceux qui le font ne font rien pour leur Ordre.

*Que le pouuoir & authorité de Visite
donné par la Bulle de Clement
VIII. au General de l'Ordre des
Carmes Deschaussez, a esté reuo-
qué par le Pape Paul V. son succes-
seur, qui en a autrement ordonné.
Premierement par la faculté attri-
buée à Monsieur le Nonce pour
nommer vn Visiteur, puis apres par
l'authorité de Visite donnée au Ge-
neral de l'Oratoire, & à ses succes-
seurs, & que c'est sans diminution
du pouuoir des autres Superieurs.*

CHAPITRE V.

LE premier Chapitre de
ce Discours a fait voir
l'establissémēt de l'Or-
dre, & du premier Mo-
nastere d'iceluy, & comment le
General des Chartreux auoit esté

nommé Visiteur dudit Monastere
 au deffaut du General de l'Ordre
 des Carmes Deschaussez, & au Cha-
 pitre precedēt nous auons monsté
 que les Carmes Deschaussez establis
 en France, lesquels dependent du
 General de la Congregation de S.
 Helie, n'ont aucun droit d'auoir
 ny pretendre ledit Gouuernement,
 Visite & Superiorité. A present
 nous auons à rapporter les raisons
 & les titres pour iustifier que tout
 ce que le General de l'Ordre des
 Carmes Deschaussez, & tous les
 Religieux de cet Ordre & habit
 eussent peu pretendre en vertu de
 ladite Bulle, a esté reuoqué, & ne
 leur en reste aucun pouuoir. Pour
 raison dequoy, continuant le dis-
 cours de l'establissement de l'Or-
 dre, il faut sçauoir que suiuant ce
 qui estoit porté par la Bulle de
 Clement VIII. attribuant pour

Que le pouuoir & authorité de Visite donné par la Bulle de Clement VIII. au General de l'Ordre des Carmes Deschaussez, a esté reuocqué par le Pape Paul V. son successeur, qui en a autrement ordonné. Premièrement par la faculté attribuée à Monsieur le Nonce pour nommer vn Visiteur, puis apres par l'authorité de Visite donnée au General de l'Oratoire, & à ses successeurs, & que c'est sans diminution du pouuoir des autres Superieurs.

CHAPITRE V.



Le premier Chapitre de ce Discours a fait voir l'establissement de l'Ordre, & du premier Monastere d'iceluy, & comment le General des Chartreux auoit esté

nommé Visiteur dudit Monastere
 au deffaut du General de l'Ordre
 des Carmes Deschaussez, & au Cha-
 pitre precedēt nous auons monsté
 que les Carmes Deschaussez establis
 en France, lesquels dependent du
 General de la Congregation de S.
 Helie, n'ont aucun droit d'auoir
 ny pretendre ledit Gouuernement,
 Visite & Superiorité. A present
 nous auons à rapporter les raisons
 & les titres pour iustifier que tout
 ce que le General de l'Ordre des
 Carmes Deschaussez, & tous les
 Religieux de cet Ordre & habit
 eussent peu pretendre en vertu de
 ladite Bulle, a esté reuoqué, & ne
 leur en reste aucun pouuoir. Pour
 raison dequoy, continuant le dis-
 cours de l'establissement de l'Or-
 dre, il faut sçauoir que suiuant ce
 qui estoit porté par la Bulle de
 Clement VIII. attribuant pour

lors le pouuoir de la Visite aux Peres Chartreux , incontinent apres l'establissement du Monastere de l'Incarnation aux Faux-bourgs de Paris, les Superieurs allerent trouver les Peres Chartreux du Conuēt de Paris, leur communiquerent ladite Bulle , & les prierent d'accepter ladite Visite. Cela fut agité long temps entre eux ; & en fin, apres plusieurs difficultez & responses proposées de part & d'autre, les Peres Chartreux remirent les Superieurs des Religieuses à la tenue de leur Chapitre General prochain, & audit Chapitre ils resolverent de refuser ladite charge de Visite : ce qu'ayant fait entendre ausdits Superieurs, cela leur donna sujet de recourir au Pape Paul V. & luy remonstrer que par le moyen de ce refus ledit Monastere & les autres depuis erigez

estoyent destituez de ce secours necessaire, le suppliant d'y pourvoir : surquoy la Saincteté donna son Bref du huiëtiesme Septembre 1606. par lequel, sans chager l'ordre de l'establissement dudit Monastere, c'est à dire laissant tousiours les deux puissances establies sur iceluy, à sçauoir la Visite & la conduite ordinaire, & les exprimant distinctement l'une & l'autre, & le manquement de celle de la Visite par le refus des Peres Chartreux, il pourueut à celle qui manquoit sans toucher à l'autre, & donna pouuoir à Monsieur le Nonce de nommer pour Visiteur tant dudit Monastere, que des autres qui estoient desia erigez, ou qui le seroient par apres, l'un de deux personages qui luy seroient presentez par lesdits Superieurs, reuoquant expressement le pouuoir donné au General de l'Ordre des

*Cumque sic ut
accepimus
Prædictus Ge-
neralis in vni-
uersis, in
Capitulo ge-
nerali dicti
Ordinis cele-
brato facti,
onus huiusmo-
di recusauerat
nos ne Mona-
sterium præ-
dictum ali-
quod in spiri-
tualibus de-
crementum
patiatur, etc.*

Carmes Deschaussez, en ces mots,
 Encores que lesdits Freres Deschaus-
 sez eussent par aduventure à present
 des Conuents à Paris ou autres lieux
 en France, ou vinsissent à y en auoir par
 apres. En laquelle reuocation est
 contenuë celle de tout ce qui estoit
 attribué en consequence de ladite
 Visite; c'est à dire la Iurisdiction qui
 y est annexée, & les autres clauses
 du pouuoir à luy deferé par ladite
 Bulle, n'ayant fondement qu'en
 cette qualité. Mais ce Bref pour-
 uoyant à l'autorité de Visite n'a
 rien diminué de celle qui apparte-
 noit aux Superieurs ordinaires, cō-
 me la lecture le mōstre. Car au con-
 traire le Pape qui voyoit que le
 pouuoir à eux donné par la Bulle s'e-
 stendoit sur tout l'Ordre qui de-
 uoit deriuier de ce premier Mona-
 stere, les recognoist en ce Bref Su-
 perieurs non seulement du premier

*Etiams, dicti
 Fratres Car-
 melita Dis-
 calceati nunc
 forsan Pari-
 siis vel in aliis
 ciuitatibus
 ecclesie regni
 Galliarum
 Conuentus
 obtineant, vel
 in posterum
 assequantur.*

monastere, mais ceux qui auoié esté
erigez depuis , & qui le feroient à
l'aduenir, & leur donne la faculté
de nommer des Visiteurs pour tous
lesdits Monasteres en la maniere
que nous auons dite.

En vertu de ce Bref Monsieur le
Noncea nommé pour Visiteur M.
Iacques Galemand l'vn des trois
Superieurs susnómez, lequel a fait
ses Visites par tous les Monasteres
de l'Ordre erigés iusques alors, a
esté receu & recogneu par tous les-
dits Monasteres, & sa Visite est en-
registrée en iceux: au moyé de quoy
le nouuel establisement de Visite,
& la reuocation du pouuoir qui
auoit esté attribué au General de
l'Ordre des Carmes a esté connue
à tout l'Ordre, & à tous les Mona-
steres d'iceluy, & receuë & approu-
uée par eux.

Depuis sur la remonstrance fai-

C iiii

*Facultatem
Mapheo Car-
dinali tunc
nostro et sedis
Apost. Nun-
cio in Regno
Francia depu-*

*tandi Visita-
torem pri-
mo dicti Or-
dinis renoca-
mus ac viri-
bus euacua-
mus. Et insu-
per primodi-
cum cetera-
que primodi-
cti Ordinis
Monasteria,
tam hactenus
erecta in uni-
uerso Francia
Regno quam
deinceps per-
petuis futuris
temporibus
erigenda cura-
uimus, et
correctioni et
superioritati
dicti Petri, ac
pro tempore
existentis Pra-
positi Genera-
lis dictae Con-
gregationis
subiicimus et
supponimus.*

te à sa Sainteté de la part desdits
Superieurs de l'Ordre, afin de
pouuoir d'un establissement arre-
sté pour ladite Visite, elle donna
de son propre mouuement vn
autre Bref du 17. Auril mil six cens
quatorze, confirmé par le Roy
par lettres patentes du 19. Ian-
uier mil six cens vingt, & aussi re-
uoqua l'article du Bref concedé à
Monsieur le Nonce qui luy don-
noit pouuoir de cōmettre vn Visi-
teur, mais ne toucha point au sur-
plus dudit Bref, lequel demeure en
son entier pour la derogation au
pouuoir pretendu par le General
des Carmes Deschaussés, & au lieu
du Visiteur qui eust esté commis
par Monsieur le Nonce, la Sainte-
committ pour Visiteur le P. de Be-
rule General de la Congregation de
l'Oratoire (laquelle auoit esté eri-
gée depuis peu) & ses successeurs en

ladite charge, & leur donna le pou-
 uoir de Visiteur sur tous les Mona-
 steres dudit Ordre erigez iusques
 alors, & qui seront erigez cy-apres
 à perperuité. De façon que non seu-
 lement le pouuoir desdits Peres
 Carmes est encores reuoqué par cét
 establisement, mais ladite charge
 de Visiteur est rendue permanente.
 Mais quât aux autres Superieurs, il
 n'y a rié par ledit Bref nō plus qu'au
 precedent qui reuoque leur pou-
 uoir : & tant s'en faut que cela soit,
 que le Bref, ainsi que i'ay dit cy des-
 sus, a esté donné par le Pape, apres
 auoir esté informé des remonst-
 rances qui luy furent faites de leur
 part sur la necessité qu'il y auoit de
 commettre vn Visiteur arresté, des
 inconueniens qui se trouuoient en
 cette maniere de nomination at-
 tribuée à Monsieur le Nonce en
 France, & de l'vtilité que l'Ordre

receuroit, si le Pere Berule & ses successeurs Generaux de l'Oratoire y estoient commis. La resolution de faire cette remonstrance à sa Sainteté fut prise entre eux avec l'aduis de la B. H. Sœur Marie de l'Incarnation, avec laquelle mesmes ie communiquay plusieurs fois les memoires qui en auoient esté faits. Et i'ay encores en mes mains le memoire écrit de la main de l'un desdits Superieurs, sur lequel a esté dressé celuy qui fut présenté au Pape pour cet effect. Ainsi il n'y a ny raison ny couleur quelconque de dire que par ce Bref de l'an 1614. soit reuoqué le pouuoir des Superieurs qui l'ont procuré eux mesmes. Ce Bref succede au precedét, par lequel estoit donné pouuoir à Monsieur le Nonce pour le fait de la Visite, & n'est que pour la Visite, laissant le pouuoir des autres en son entier.

Ce qui fait cesser le pretexte que l'ô a voulu prendre de ne pas reconnoistre lesdits Superieurs, pretendan-
 que par le pouuoir donné au-
 dit P. de Berule le leur estoit reuo-
 qué, ce qui n'est pas.

En vertu de ce Bref ledit Pere de
 Berule a fait ses Visites par tous les
 Monasteres del'Ordre (peu d'iceux
 exceptez) mais specialement l'a-il
 faite és Monasteres qui se sont
 plaints les premiers, comme leurs
 propres plaintes le iustifient, & en
 tous lesdits Monasteres les actes de
 la Visite ont esté enregistrez, qui
 monstre que tout ledit Ordre a eu
 cognoissance de ce Bref, l'a receu
 & approuué, & s'il y a quelques
 Monasteres où il n'ayt pas fait la
 Visite, il l'a faite aux Monasteres
 duquel sont parties les Religieuses
 qui les ont fondez, de sorte qu'il
 n'y a aucune Religieuse qui en puis-

se pretendre ignorance.

Depuis encores, le mesme Pape Paul V. desirant couper chemin aux attentats que l'on projettoit cōtre son ordonnâce, & arrester le cours des importunitéz qu'il en receuoit, pour affermir l'Estat de cét Ordre, afin que l'vnité de sa conduite ne fust point diuisée, & n'y laisser introduire diuersité de gouuernement, confirma de nouveau ledit Bref par vn autre du 14. Mars 1620. lequel contient simplement la confirmation du precedét, mais ne touche en façõ quelconque au pouuoir des autres Superieurs, & sont tousiours demeurez en la mesme puissance & exercice qu'au parauant. Ce que la Saincteté mesme reconneut encores en ceste année-là, & en ceste qualité il les commit pour le gouuernemēt des Monasteres du mesme Ordre à Dole, &

*Paulus PP.
V. 25. Janu.
1620. Monasterium Mo-
nialium Dis-
calceatarum
Dole Ordinis
B. Maria de
Monte Car-
melo, ab om-
ni superiori-
tate, iurisdic-*

Besançon, avec deux Ecclesiastiques des sujets del' Archiduc qui seroient nommez par eux, & confirmez par l'Archeuesque de Besançon, ce qui monstre que sa Saincteté ne les tenoit pas pour reuocquez, & doit bien toucher la conscience de celles qui disent le contraire, & sans raison se soustrayent de leur obeissance. Je remarque encore que par ce mesme Bref sa Saincteté a d'abondant fait connoistre qu'elle approuuoit le gouvernement des Religieuses en la conduite des Seculiers, ayant exépté spécialement ces deux Conuerts de Dole & Besançon, de la puissance & autorité des Peres Carmes Deschaussez, & les ayant commis à la conduite des Seculiers, notwithstanding les empeschemens que les Peres Carmes y ont formez, tant à Rome qu'en Flandres.

ctione, visitatione, cura, gubernio Prioris Generalis, aliorumque Superiorum et Fratrum dicti Ordinis in spiritualibus et temporalibus. perpetuo existimus ac liberamus, ac tritium Presbyterorum Regni Francie ad curam, regimen & gubernium aliorum eiusdem regni Monasteriorum huiusmodi Monasteriorum à sede Apost. pro tempore deputatorum, necnon aliorum duorum Presbyterorum ex illo comitatu, seu alio dominio etc. per dictos tres Presbyteros eligendos à Bisuntino Archiep. approbandorum Superioritati;

*Jurisdictioni,
Visitationi,
Correctioni,
Cura, ac gu-
bernio subii-
cimus et sup-
ponimus.*

Ledit Bref
n'est que
pour le Mo-
nastere de
Dole, mais
celuy de Be-
saçon est
tout sembla-
ble.

Or encores que ledit Bref de l'an
1620. confirmatif du precedent de
l'an 1614. & du pouuoir de Visite
donné au General de l'Oratoire,
n'ait autre forme. que de simple
Bref; neantmoins c'est en effect vn
iugement de sa Saincteté donné
auec les parties, pource que les
Peres Carmes ont fait & allegué
tout ce qu'ils ont peu pour l'em-
pescher. Ils ont poursuiuy & solli-
cité à Rome tout ouuertement
& auec grande instance, dont il y
a autant de tesmoins qu'il y a eu
de personnes employées en cela.
En France & aupres du Roy, ie
n'ay pas besoin de preuue pour
le iustifier, ceux qui approchent sa
Majesté & infinis autres le sçauent
assez; & ils ne le dénient pas; au
contraire ils l'ont mesme deman-
dé au Conseil du Roy, auquel rap-
porta leur requeste le 12. Feurier

Le 12. du pre-
sent mois a
esté fait rap-
port au Con-
seil d'yne Re-

1620. par vn de Messieurs les Maistres des Requestes, tendant à fin d'auoir le gouuernement des Carmelines en France: mais elle y fut reiectée, ainsi qu'il appert par l'acte du refus, deliuré par ordonnance dudit Conseil, le 24. du mesme mois, rapporté par extrait en la marge.

queste presentée par les Peres Carmes Deschauffez, afin d'auoir le gouuernement des Religieuses Carmelines, sur laquelle a esté arresté, *Neant.* Fait le 24. iour de Feurier 1600. Signé Phelipeaux. Deliuré par ordonnance dudit Cōseil.

Et pour conclure la proposition de ce Chapitre, ie rapporte le iugement de nostre S. Pere à present seant, du 20. Mars mil six cens vingt vn, par lequel faisant droit sur les productions des parties, il a confirmé le pouuoir dudit Visiteur, & celuy des autres Supérieurs, a commandé à toutes les Religieuses de l'Ordre de leur obeïr, & fait defenses ausdits Religieux d'y contreuenir, ainsi qu'il est rapporté cy apres en l'ordre des procédures faites à Rome. Par ce moyé

demeure clairement prouué & iustificié que le pouuoir donné par la Bulle de Clement VIII. au General de l'Ordre des Carmes Deschauffez est reuoqué, qu'il y a vn autre establisement, par lequel luy & tous les Religieux de cét Ordre sont exclus de toute puissance & autorité sur les Monasteres des Religieuses en France, & que les Superieurs ordinaires ont encores à present le pouuoir entier sur tous les Monasteres de cét Ordre erigez, & à eriger cy apres.

Que

Que la forme de conduite & Superiorité establie sur l'Ordre des Religieuses Carmelines en France, est legitime & conuenable pour acheminer les ames à la perfection Religieuse, conforme à l'esprit de Sainte Terese, & qu'il est fort dangereux de la changer.

CHAPITRE VI.

N'Ay rapporté aux premiers Chapitres ce qui est de l'institution de cet Ordre, & de son premier Monastere: il me reste à monstrier que la forme de sa conduite est tres-bonne & tres-propre pour esleuer les ames à la perfection selon l'esprit de sainte Terese. Je ne m'estédrai point à parler des sieurs Gallemand, du Val, & de Berule,

D

ny à respondre aux calomnies fermées contre eux , mesmes contre le Pere de Berule: leurs merites sont assez conneuz, & n'ont pas besoin de moy pour leur defense, leur bõne renommée est plus forte que la mesdisance, leurs œuures & leurs trauaux employez si vrilement pour la gloire de Dieu, & pour le salut de tant d'ames, les iustificient plus efficacement, que tout ce que i'en pourrois dire. Je ne les veux pas esleuer par dessus tous les autres hommes : mais ie n'en esleue aucun par dessus eux en pureté & innocence, & aux autres vertus necessaires à la charge qui leur est commise. Il y a vingt ans que ie les connois & que ie cõuerse avec eux, & souuent, & familierement, ie dois en ma consciẽce leur rendre ce tesmoignage. l'en dois vn autre au Pere de Berule, dont ie ne parlerois

pas, si ce n'estoit que le sujet m'y oblige. Nous fufmes priez luy & moy de mettre la premiere pierre au baftimēt du Chœur du premier Monaftere de cēt Ordre, pour lequel fut fait vn marché feparé apres celuy du refte du baftiment: Nous defcendifmes pour cēt office dans la tranchée des fondemēs, luy, la B. H. S. Marie de l'Incarnation, lors Madamoifelle Acarie, l'entrepreneur nommé Biart, & moy, la pierre eftant pofée, cette Bien-heureufe qui durant l'action auoit efté fort recueillie en elle mefme, s'adreffant au Pere de Berule, luy dit en ma prefence, Vous ferez le fondement de cēt edifice pour le fpirituel. J'ay veu depuis la verité de cette prediſtion par les grands talēs & graces fingulieres que Dieu luy a données pour le gouuernement des ames & de l'Ordre :

& quand ie considere que tout ce
 quel'on dit de luy, & toutes les per-
 secutions qu'il porte, ne tendent
 qu'à priver cét Ordre de son assistā-
 ce, ie n'ay point de peine à enten-
 dre quel est l'autheur & le but de
 tout ce dessein. Obmettant donc-
 ques ce qui est des personnes, ie
 viens à la conduite del'Ordre.

C'est vn Ordre de Religieuses
 composé de plusieurs Monasteres
 soumis à la conduite & Superiori-
 té de trois personnes Ecclesiasti-
 ques differentes, & n'ayant rien de
 commun entre eux que le droict &
 l'usage de cette autorité attribuée
 à tous les trois, outre lesquels il y a
 vn Visiteur qui peut estre vn d'en-
 tre eux, & peut aussi n'en estre pas:
 tel est l'establissement de l'Ordre
 des Religieuses Carmelines en Frā-
 ce, par la Bulle & Brefs des Saincts
 Peres Clement VIII. Paul V. &

Gregoire XV. à present seant.

C'est bien assez pour prouuer que cette maniere est legitime, de dire qu'elle est par l'institution & autorité de tant de grands Papes. Mais pour en fortifier la cōclusion, i'adiousteray que nostre S. Pere Gregoire XV. ayant par son iugement diffinitif donné le 20. Mars 1621. sur les differens esmeus en cēt Ordre, confirme & approuue cette maniere d'establissement, par ce moyen il la pesa & considera plus exactement, & la reconneut si bonne, si bien instituée, & si propre au gouuernemēt des Religieuses, que deux iours apres, à sçauoir le 22. du mesme mois de Mars, il ordonna vne forme toute semblable de cōduite à la Cōgregation erigée de nouveau en Frâce, des Monastres de Religieuses Benedictines, laquelle il soubmit à trois person-

D. iij

nes Ecclesiastiques separées l'une
 de l'autre, & à vn Visiteur, selon la
 forme portée par ses lettres exped-
 diées du mesme iour. Ce mesme
 iugemēt prouue encores le second
 poinct que i'ay proposé, à sçauoir
 que cette maniere est fort cōuen-
 able pour la cōduite des Religieuses:
 à quoy neantmoins i'adiousteray
 quelques raisons & motifs que les
 Saincts Peres ont eu d'en vser ainsi,
 & des cōmoditez qui se trouuent
 en cette maniere.

Le Pape Clement VIII. d'heu-
 reuse memoire, qui par vne longue
 pratique acquise par differentes
 legations & voyages, auoit vne
 grande cognoissance de ce qui est
 plus vtile au gouuernement de l'E-
 glise, soufmit ce Monastere, &
 Ordre à ceste maniere de conduite.
 Il disoit ordinairement, la raison qui
 luy donnoit suiet de l'estimer meil-

leure. Et le Pape Paul V. a depuis confirmé le mesme aduis, & a dit de sa propre bouche, qu'il ne vouloit pas qu'en France les Religieuses de cet Ordre fussent gouvernées par les Religieux : & ceste parole a esté ditte à vn grand Religieux encores viuant & si digne de foy, qu'il n'y a pas suiet d'en douter. L'on a voulu dire que cela ne s'entendoit pas des Religieux reformez, & que l'on n'a eu recours aux Seculiers, sinon à la necessité. Mais ie ne pretens pas faire de cecy vne cause generale, il n'est question que de cet Ordre, c'est de luy seul qu'est la parole & le iugement du Pape, qui l'a peu dire pour leur propre bien, & en leur propre faueur. Il a aussi veu le grand soin que S. Terese a eu de faire que les Religieux n'ayēt point de communication avec les Religieuses, &

que par le 9. article du 3. Chap. des Cōstitutions faites de son temps, il est porté , qu'il n'y a rien de quoy le monde s'offense plus que de la facilité de cette communication , & est defendu aux Religieux d'aller aux Monasteres des Religieuses. Il a peu penser qu'une defense si expresse ne se pouvoit mieux observer qu'en leur en interdisant toute fonction, & qu'en cette maniere il se conformoit davantage à l'esprit de cette Saincte. Il peut bien aussi auoir apporté cette consideration de prudence, que cognoissant la peine qu'il y a de deliurer les Religieuses de l'autorité des Religieux, lors que les occasions le requierēt; il l'a voulu preuenir en cēt Ordre, afin que ces bons Peres ne soient pas en danger de dechoir de leur austerité par cette entremise, que les Religieuses ne trouuēt pas avec

le temps ce qui est arriué aux autres en semblable maniere; & que l'on n'ayt cy-apres pareille peine à les en deliurer.

La forme du gouuernement introduite par ladite Bule, & approuuée par trois grands Papes, a esté donnée par vne grande assistance du S. Esprit. Conduite, à la verité, differente de ce qui s'est practiqué le plus communément aux Ordres des Religieuses, ausquels ordinairement il n'y a qu'une seule puissance, de laquelle elles dependent, qui peut par ce moyen se rendre absolue, & assuiettir les filles à vne captiuité que leur mere sainte Terese a redoutée extremément, & qui est fort contraire à son esprit.

Or en ceste maniere-cy, il y a ceste ordinaire Superiorité, qui gouerne & dirige l'Ordre, assiste aux elections, & les confir-

me, admet les Religieuses à l'habit & profession, a l'œil sur le gouvernement ordinaire, & regle ce qu'il conuient.

Le Visiteur est par dessus avec autorité de confirmer, ou infirmer; Mais luy mesmes a aussi des bornes; & ne peut rien faire qui soit cõtraire aux Saints Conciles & Constitutions Canoniques, ny aux Regles & Constitutions de l'Ordre. Ces deux puissances seruent de contrepoids l'vne à l'autre, de peur que le gouvernement absolu d'vne seule puissance, ou ne porte relasche, ou ne captiue les Religieuses sous vne trop grande rigueur & seuerité. Il y a encores outre ce, vne particularité remarquable, que ny le Visiteur, ny les Superieurs ordinaires, n'ont pas l'exercice des fonctions ordinaires, & ceux qui ont les fonctions iournalieres & ordi-

naires, n'ont pas l'autorité, & peuuent estre changez quand l'on veut : ce qui remedie à plusieurs inconueniens. Ainsi les vns & les autres peuuent empescher le mal, & non pas introduire les abus. Ils maintiennent les Religieuses en l'observation de leurs Regles & Constitutions, & l'en preseruent, & du desordre & de la seruitude. Establisement tel & si prudent, que s'il est bien considéré, il sera grandement estimé, & la memoire du Pape Clement VIII. en sera d'autant plus honorée, que sans exemple formel d'un gouuernement semblable, inspiré du S. Esprit, & enseigné de l'experience, il a trouué bon de le composer de ceste façon, & les SS. Peres ses successeurs ont esté inspirez de l'y maintenir & conseruer, nonobstant les traueses & oppositions innumerables

qui y ont esté faites: & non seulement le conseruer, mais aussi le suivre & imiter en vn autre Ordre, comme i'ay dit.

Il falloit vne prudence extraordinaire, & vne inspiration tres-particuliere, pour composer vn Ordre soumis à des Superieurs separez, qui demeurast en liaison & vni-té d'Ordre, sans estre depédât d'vn corps de Religion. Le S. Pere ayant intention de former vn Ordre gouverné par mesme Esprit, avec vniformité en toutes ses obseruances, non suier aux Religieux, & exempt des Ordinaires pour la conseruation de la liaison, & vnion d'iceluy, & pour le bien que les Maisons Religieuses reçoient l'vne par l'autre estant en Ordre, & Congregation, choisit & forma ceste sorte de gouvernement successif & per-petuel, exempt des Religieux & des Ordinaires, lequel neâtmoins plus

q̄ tout autre Ordre de Religiō rend
 honneur & defere à Messieurs les
 Prelats. C'est pourquoy par la Bulle
 de son institution plusieurs des a-
 ctiōs des Superieurs sont raportées
 à l'autorité des Euesques, ce qu'ils
 accōplissent fort volontiers; & neāt-
 moins on leur impute ceste defe-
 rence comme diminution de pou-
 uoir: & eux au contraire, la pren-
 nent à auantage, pour conseruer la
 benediction, la protection, & la
 bien-veillance que l'Ordre en re-
 çoit, & sont bien contens de diffé-
 rer en cét article d'auec ceux qui ne
 l'obseruent pas ainsi, & ne s'offen-
 cent point de ce que l'on leur impu-
 te ce respect & deference à defaut
 de pouuoir: à quoy ne contredit
 point ce que le Pape Cle-
 ment VIII. auoit attribué la Visi-
 te au General de l'Ordre des Car-
 mes Deschauffez, dont l'Ordre &
 les personnes se disent vniuersel-

lement exempts des Euesques : car cela ne fait pas que le corps de l'Ordre diminuë rien de ce que par la Bule il leur doit deferer, d'autant que l'Ordre ne prend pas sa qualité de la condition du Visiteur : mais le Visiteur est adioint à l'Ordre pour y faire sa charge selon la condition del'Ordre, & non pas selon la sienne. Et encore que la Visite soit absolument necessaire, supposé l'estat de la condition humaine, qui panche tousiours au declin, ce n'est pas toutesfois ce qui est essentiel au gouuernement d'un Ordre, mais vn remede introduit pour faire quel'Ordre aille bien, que ce qui est essentiel demeure en estat, pour contenir en deuoir les inferieurs & Superieurs, & faire que les Regles, Constitutions & loüables coustumes soient bien obseruées : & cét office se peut faire aussi bien

par vn Seculier, que par vn Religieux, comme la pratique le monstre en plusieurs autres. C'est pourquoy nostre S. Pere n'a point fait de difficulté d'y faire changement. Mais le gouuernement ordinaire & essentiel, qui est comme l'ame & la principale partie de ce corps, qui consiste aux Superieurs qui y ont receu & admis les personnes desquelles il est composé, qui les connoissent, qui sçauent les merites, les forces, les vertus & la capacité de chacune, qui sont nourris dans les coustumes & obseruances de l'Ordre, c'est en celuy-là que consiste la forme de l'Ordre, & auquel resident les priuileges & les exéptions & suicctiōs de l'Ordre. Aussi iamais les Saincts Peres ne l'ont voulu changer. Le Pape Clement VIII. l'a premierement estably avec clause de perpetuité & immutabilité, & de si grande authorité, qu'il a donné aux

*Nec non tam
ad eos quos
regimini, et
gubernio hu-
iusmodi tem-
pore obitus
ultimi super-
stitus ex Iaco-
bo, Ardrca,*

& Petro praedictis, praesse, quam ad alios omnes et singulos, quos deinde in perpetuum ad eadem regimen et gubernium pro tempore, eligi contigerit, facultates ipsis per praesentes concessas extendendi, ampliandi, attribuerendi, et restringendi, eisdem Iacobo, Andrea, et Petro, plenam, liberam, omnimodam et absolutam licentiam, potestatem et auctoritatem attribuimus. En ladite Bule art. 11. & 18.

Superieurs la puissance pleine, libre, entiere & absoluë, d'estendre, amplifier ou restreindre à leurs successeurs les facultez qui leur sont attribuées par ladite Bule, selon que par l'experience ils verront se deuoir faire: & les SS. Peres de temps en temps l'ont confirmé & autorisé, pour luy rendre tousiours vne plus grande stabilité. Maistout cela n'arreste pas le cours des poursuites contraires, encore que l'on n'en monstre aucun fondement. Quelques personnes iudicieuses considerant cette procedure ont estimé que cela pouuoit proceder du desir d'accroistre l'Ordre des Religieux, & que s'ils auoient le gouuernement des Monasteres des Religieuses, ce pourroit estre vn moyen bien prompt d'vne grande dilatation de leur Ordre, & vne occasion preparée de fonder bien tost plusieurs

fieurs Monasteres de Religieux,
 cela peut estre bon: Mais il n'est pas
 raisonnable de le faire par la ruine de
 ce qui est desia bié estably. C'est par
 ce mesme incôueniét que l'on res-
 pōd à vne autre propositiō faite par
 ces bons Peres, disans qu'ils ne de-
 mādent pas le gouuernement des
 Monasterés ja establis, ny de ceux
 qui seront erigez sous mesme con-
 duite; mais qu'il leur soit permis
 d'é establir és lieux où ils seront ap-
 pellez; que cela peut cōpatir bien
 aysément. Qu'il y a à Rome deux
 Monasteres de Religieuses de cet
 Ordre, dont l'un est gouuerné par
 des Prestres Seculiers, & l'autre par
 les Religieux. Qu'à Paris mesme il
 y a des Monasteres de l'Ordre de S.
 Benoit sous differente conduite, &
 qu'ils ne doiuent pas seuls estre ex-
 clus du gouuernement des Reli-
 gieuses de leur Ordre, veu qu'ils

donnant lieu aux tentations & foiblessees humaines, expose la discipline des Monasteres à la dissipation. C'est le iugement qu'en faisoit le Pape Sixte V. par sa Bule du 5. Iuin 1590. sur les Constitutions de l'Ordre, disant , *Qu'il ne falloit pas que les Religieuses qui vivent sous vne mesme Regle , fussent diuersement gouuernées par plusieurs Superieurs, Et qu'il n'y a en cela que confusion.*

Si quelque Religieuse est reuefche à l'obeyssance , elle pensera à changer: s'il luy vient quelque apprehension de son Superieur , elle iettera les yeux de l'autre costé. Si la melancholie en saisit vn autre , elle s'ennuiera de la conduite qu'elle aura, & dira qu'il fait meilleur en l'autre. Ce sont des plaintes & ialousies perpetuelles, & des enuies que ie ne voudrois pas presumer en personnes de telle perfection, si ce n'estoit

qu'il y a de l'humanité par tout, & que l'ennemy de la pieté ne perd nulle occasion de la ruyner.

Si la France estoit de longue-main accoustumée à diuersité de conduite en ce mesme Ordre, on la supporteroit : mais cela n'est pas, elle n'a veu iusques icy que cette maniere, & n'est pas raisonnable d'en introduire vne autre. Si ce qu'il y a de diuersité en tous les autres Ordres, estoit en estat de pouuoir estre changé & reduit à vunité dans son Ordre, il n'y a personne qui ne fust d'aduis de le faire pour le bien de l'Eglise. A plus forte raison le faut-il faire, ayant le moyen d'empescher que la diuersité ne se forme. Encores est-il d'autant plus à procurer, que nonobstant tant de iugemens rendus, on continuë de contester, de pretendre, de blasmer & solliciter les esprits : l'on

qui y ont esté faites: & non seulement le conseruer, mais aussi le suivre & imiter en vn autre Ordre, comme i'ay dit.

Il falloit vne prudence extraordinaire, & vne inspiration tres-particuliere, pour composer vn Ordre soumis à des Superieurs separez, qui demeurast en liaison & vni-té d'Ordre, sans estre depédât d'vn corps de Religion. Le S. Pere ayant intention de former vn Ordre gouverné par mesme Esprit, avec vniformité en toutes ses obseruances, non suiet aux Religieux, & exempt des Ordinaires pour la conseruation de la liaison, & vnion d'iceluy, & pour le bien que les Maisons Religieuses reçoient l'vne par l'autre estant en Ordre, & Congregation, choisit & forma ceste sorte de gouvernement successif & perpetuel, exempt des Religieux & des Ordinaires, lequel neâtmoins plus

q̄ tout autre Ordre de Religiō rend
 honneur & defere à Messieurs les
 Prelats. C'est pourquoy par la Bulle
 de son institution plusieurs des a-
 ctiōs des Superieurs sont raportées
 à l'autorité des Euesques, ce qu'ils
 accōplissent fort volontiers; & neāt-
 moins on leur impute ceste defe-
 rence comme diminution de pou-
 uoir: & eux au contraire, la pren-
 nent à auantage, pour conseruer la
 benediction, la protection, & la
 bien-veillance que l'Ordre en re-
 çoit, & sont bien contens de diffe-
 rer en cét article d'auec ceux qui ne
 l'obseruent pas ainsi, & ne s'offen-
 cent point de ce que l'on leur impu-
 te ce respect & deference à defaut
 de pouuoir: à quoy ne contred-
 dit point ce que le Pape Cle-
 ment VIII. auoit attribué la Visi-
 te au General de l'Ordre des Car-
 mes Deschaussez, dont l'Ordre &
 les personnes se disent vniuersel-

lement exempts des Eueſques : car cela ne fait pas que le corps de l'Ordre diminuë rien de ce que par la Bule il leur doit deferer, d'autant que l'Ordre ne prend pas ſa qualité de la condition du Viſiteur : mais le Viſiteur eſt adioint à l'Ordre pour y faire ſa charge ſelon la condition del'Ordre, & non pas ſelon la ſienne. Et encore que la Viſite ſoit abſolument neceſſaire, ſuppoſé l'eſtat de la condition humaine, qui panche touſiours au declin, ce n'eſt pas toutesſois ce qui eſt eſſentiel au gouuernement d'vn Ordre, mais vn remede introduit pour faire quel'Ordre aille bien, que ce qui eſt eſſentiel demeure en eſtat, pour contenir en deuoir les inferieurs & Superieurs, & faire que les Regles, Conſtitutions & loüables couſtumes ſoient bien obſeruées : & cét office ſe peut faire auſſi bien

par vn Seculier, que par vn Religieux, comme la pratique le monstre en plusieurs autres. C'est pourquoy nostre S. Pere n'a point fait de difficulté d'y faire changement. Mais le gouuernement ordinaire & essentiel, qui est comme l'ame & la principale partie de ce corps, qui consiste aux Superieurs qui y ont receu & admis les personnes desquelles il est composé, qui les connoissent, qui sçauent les merites, les forces, les vertus & la capacité de chacune, qui sont nourris dans les coustumes & obseruances de l'Ordre, c'est en celuy-là que consiste la forme de l'Ordre, & auquel résident les priuileges & les exéptions & suicctiōs de l'Ordre. Aussi iamais les Saincts Peres ne l'ont voulu changer. Le Pape Clement VIII. l'a premierement estably avec clause de perpetuité & immutabilité, & de si grande authorité, qu'il a donné aux

*Nec non tam
ad eos quos
regimini, et
gubernio hu-
iusmodi tem-
pore obitus
ultimi super-
stitus ex Iaco-
bo, Andrea,*

& Petro praedictis, praeſſe, quam ad alios omnes et ſingulos, quos deinde in perpetuum ad idam regimen et gubernium pro tempore, eligi contigerit, facultates ipsis per praesentes concessas extendendi, ampliandi, attribuerendi, et restringendi, eisdem Iacobo, Andrea, et Petro, plenam, liberam, omnimodam et absolutam licentiam, potestatem et auctoritatem attribuimus. En ladite Bule art. II. & 18.

Superieurs la puissance pleine, libre, entiere & absoluë, d'estendre, amplifier ou reſtrindre à leurs successeurs les facultez qui leur ſont attribuées par ladite Bule, ſelon que par l'experience ils verront ſe deuoir faire: & les SS. Peres de temps en temps l'ont confirmé & autorisé, pour luy rendre tousiours vne plus grande ſtabilité. Maistout cela n'arreste pas le cours des poursuites contraires, encore que l'on n'en monstre aucun fondement. Quelques personnes iudicieuses conſiderant cette procedure ont eſtimé que cela pouuoit proceder du deſir d'accroistre l'Ordre des Religieux, & que s'ils auoient le gouuernement des Monasteres des Religieuses, ce pourroit eſtre vn moyen bien prompt d'vne grande dilata-tion de leur Ordre, & vne occasion preparée de fonder bien toſt pluſieurs

fieurs Monasteres de Religieux,
 cela peut estre bon: Mais il n'est pas
 raisonnable de le faire par la ruine de
 ce qui est desia bié estably. C'est par
 ce mesme incôueniét que l'on res-
 pōd à vne autre propositiō faite par
 ces bons Peres, disans qu'ils ne de-
 mādent pas le gouuernement des
 Monasteres ja establis, ny de ceux
 qui seront erigez sous mesme con-
 duite; mais qu'il leur soit permis
 d'ē establir es lieux où ils seront ap-
 pellez; que cela peut cōpatir bien
 aysément. Qu'il y a à Rome deux
 Monasteres de Religieuses de cēt
 Ordre, dont l'un est gouuerné par
 des Prestres Seculiers, & l'autre par
 les Religieux. Qu'à Paris mesme il
 y a des Monasteres de l'Ordre de S.
 Benoit sous differente conduite, &
 qu'ils ne doiuent pas seuls estre ex-
 clus du gouuernement des Reli-
 gieuses de leur Ordre, veu qu'ils

ont le mesme gouuernement en Espagne , en Italie , en Flandres , en Lorraine , au Comtat , en Pologne , en Perse , & autres lieux. Ces propositions sont specieuses , mais estans bien considerees, la consequence en sera aisémēt remarquée. Premièrement, elles sont cōtraires à toutes les autres qu'ils ont alleguées dans les contestations des affaires, blasmant la cōduite establie sur cēt Ordre en France. Quant à l'exēple de Rome il n'est pas à tirer consequence aux autres lieux; car à Rome la presence du Pape cōtient vn chacun dās ses bornes, & les empesche d'entreprendre. A Rome est la source commune ayant des modelles de tous les establissemens qui sont en l'Eglise. C'est pourquoy il y a là des Monasteres de cēt Ordre gouvernez par Seculiers & par Religieux , pour monstrier que l'vne &

l'autre maniere est bonne. Mais ce qui est en la source, ne doit pas estre aux ruisseaux, ains chacun se doit contenir dans la forme qui luy est prescrite, & ne confondre les ruisseaux, ny meller vn pays de differente conduite. L'exemple de cette diuersité aux autres Ordres nous apprend à l'éuiter pour ne tomber en mesmes inconueniens. Si on parloit d'establir en Flandres ou en Espagne vn Monastere de cét. Ordre sous des Seculiers, ie ne l'estimerois pas raisonnable, pource que les Religieux y ont desia le gouuernement del'Ordre, s'il n'y auoit autre ordonnance du Pere commun : mais en France où ils ne l'ont pas, quand ils n'en auroient point de prohibition du Pape, la raison s'y opposeroit, pource que l'establissement de differente conduite est vne semence de diuision en l'Ordre, &

donnant lieu aux tentations & foiblessees humaines, expose la discipline des Monasteres à la dissipation. C'est le iugement qu'en faisoit le Pape Sixte V. par sa Bule du 5. Iuin 1590. sur les Constitutions de l'Ordre, disant , *Qu'il ne falloit pas que les Religieuses qui viuent sous vne mesme Regle , fussent diuersement gouuernées par plusieurs Superieurs, & qu'il n'y a en cela que confusion.*

Si quelque Religieuse est reuefche à l'obeyssance , elle pensera à changer: s'il luy vient quelque apprehension de son Superieur , elle iettera les yeux de l'autre costé. Si la melancholie en saisit vn autre , elle s'ennuiera de la conduite qu'elle aura , & dira qu'il fait meilleur en l'autre. Ce sont des plaintes & ialousies perpetuelles, & des enuies que ie ne voudrois pas presumer en personnes de telle perfection, si ce n'estoit

qu'il y a de l'humanité par tout, & que l'ennemy de la pieté ne perd nulle occasion de la ruiner.

Si la France estoit de longue-main accoustumée à diuersité de conduite en ce mesme Ordre, on la supporteroit : mais cela n'est pas, elle n'a veu iusques icy que cette maniere, & n'est pas raisonnable d'en introduire vne autre. Si ce qu'il y a de diuersité en tous les autres Ordres, estoit en estat de pouuoir estre changé & reduit à vunité dans son Ordre, il n'y a personne qui ne fust d'aduis de le faire pour le bien de l'Eglise. A plus forte raison le faut-il faire, ayant le moyen d'empescher que la diuersité ne se forme. Encores est-il d'autant plus à procurer, que nonobstant tant de iugemens rendus, on continuë de contester, de pretendre, de blasmer & solliciter les esprits : l'on

void les desordres excitez par ce pretexte, & si cela s'est fait encores que les Peres Carmes n'ayēt aucun Couuent, que seroit-ce s'ils en auoient, sinon des semences de diuision, & vn champ bien preparé à l'esprit malin pour la ruine de la deuotion, & de la vertu que Dieu a mise en cēt Ordre. C'est la suite & l'effect de la Requête presentée en l'an 1619. à Messieurs les Cardinaux de la Congregation des Reguliers à Rome, sous le nom supposé des Carmelines de France, pleine de calomnies & faussetez contre leurs propres Superieurs, dont la seule lecture suffit à la condamner, & iuger l'esprit avec lequel elle est faite. Je ne dis pas que les Peres Carmes en soient les auteurs, mais il est vray qu'elle contient les mesmes moyēs qui sont portez par les libelles que leurs amis font courir.

Cela monstre l'inconuenient

qu'il y a de donner entrée en l'Ordre à des personnes de qui le nom sert continuellement à le broüiller, & à mettre dans les consciences des frayeurs & des apprehensions pour les inquieter sans fondement. Si l'Ordre estoit en scandale, il seroit raisonnable de penser à y faire changement, & y donner vne autre conduite : Mais ayant si bien vescu, estant en si bon nom, ayant tant de Conuens vnis, & en paix, y changer quelque chose, c'est le perdre. C'est pourquoy l'esprit malin, enuieux du bien qui s'y fait pour la gloire de Dieu, & edification des ames, essaye de le troubler, & le perdre par la confusion & meslange. Et voyant qu'il ne peut abolir entierement la maniere de conduite establie en cét Ordre, il tasche de la ruyner, diuisant son unité : suiuant le conseil de

celle qui n'estoit pas la vraye
mere. Ny à moy ny à elle, mais qu'il
soit partagé.

Que Sainte Terese par ses liures, ny
les Constitutions de l'Ordre n'attri-
buent point d'autorité aux Peres
Carmes Deschaussez sur les Mo-
nafteres de Religieuses. Que le gou-
uernement des Monasteres de cét
Ordre en France est plus conforme
ausdites Constitutions, qu'elles y ont
esté & sont mieux obseruées qu'ail-
leurs, & que les Superieurs de cét
Ordre ont le vray esprit d'iceluy,
& la benediction de Dieu pour le
conduire.

CHAPITRE VII.



L sembloit que c'estoit
assez pour faire cesser
toutes les pretétions des
changemens que l'on a

projeté de faire en l'Ordre des Religieuses Carmelines, d'auoir mon-
 stré que les Saints Peres ont or-
 donné & approuué l'estat d'iceluy,
 & la forme du gouuernement sous
 laquelle il a vescu depuis sa naissan-
 ce. Mais pource que l'on allegue
 encore vn autre moyen, par lequel
 on essaye de toucher plus sensible-
 ment les esprits des Religieuses (si
 toutesfois quelque chose peut
 estre plus sensible que l'obeyssance
 au Chef de l'Eglise) que l'on escriit
 & public que sainte Tereze a or-
 donné par ses liures & par ses Con-
 stitutiós, que les Religieuses de cet
 Ordre fussent sous les Carmes Des-
 chausséz, & que si elles n'y sont, el-
 les ne sont pas ses filles. Il est ne-
 cessaire de monstrier deux choses.
 L'une que sainte Tereze n'a point
 ordonné aux Religieuses d'estre
 sous les Carmes Deschausséz, ny

par ses escrits, ny par ses Constitutions. L'autre que ses Constitutions, c'est à dire celles qui ont esté faites de son viuant, sont mieux obseruées & plus respectées en France que partout ailleurs, & que les Religieuses de France sont esleuées fidèlement selon lesdites Constitutions, & plus que les autres.

Des liures &
escrits de
sainte Ter-
rese.

Pour ce qui est des escrits de cette Sainte, l'on allegue qu'elle receut vne grande ioye lors que ses Religieuses furēt mises sous la conduite des Carmes Deschauffez. Mais cela n'est pas faire vne ordonnance pour son Ordre, & qui plus est, sa ioye procedoit principalement de ce que par ce moyen elle estoit deliurée des Carmes Mitigez qui ne fauorisoient pas la reformation, & y faisoient beaucoup de trauerses, comme dit le Pape Gregoire XIII. en sa Bulle du 22. Iuin

1580. rapportée cy apres, & elle mesmes'en plaint. Ainsi sa ioye estoit pour cette liberté; car si le principal suiet eust esté pour raison des Carmes Deschaussez, elle eust aussi désiré d'y soubmettre le Monastere d'Auila qui estoit sous l'Euesque, sous lequel elle l'a laissé 17. ans.

L'autre raison de sa ioye estoit que les Monasteres estans sous les Carmes Deschaussez estoient comme entre ses propres mains, pource qu'ils estoient tous ses enfans, & ne faisoient lors que ce qu'elle trouuoit bon. C'est pour cette raison qu'elle ne vouloit point oster le Monastere d'Auila des mains de l'Euesque, pource (dit-elle) qu'il n'y faisoit que ce dont elle le prioit. Mais si Dieu eust permis qu'elle eust veulors que les Peres Carmes deuoient faire de si grands changemens à ses Constitutiós, comme

*Ny havia en
à quel Mona-
sterio, mas de
lo que y o lo
supplicaua.*

ils ont fait depuis, il ne faut point douter qu'elle n'y eust apporté vn autre ordre.

De la reue-
lation.

On allegue aussi vne reuelation rapportée à la fin du liure des fondations de cette Sainte, touchant le Monastere d'Auila qu'elle mit à la fin sous les Carmes, cōme les autres de ce Royaume-là: mais la lecture de son discours prise dans ce qu'elle a escrit elle mesme, ne mōstre autre chose sinon que par elle mesme & par son sens, elle n'auoit aucun desir ny intention que ce Monastere fust sous les Peres Carmes, qu'elle ne l'y vouloit pas mettre, que les Religieuses mesmes ne vouloient pas y estre, & qu'elles n'y eussent pas esté mises si le premier Supérieur n'y eust consenty: ce qui est bien a remarquer. Il appert aussi par le mesme discours que ledit Monastere fut mis sous les

Carmes , pource qu'il eust esté plus sujet à relasche estant seul, & qu'il estoit mieux d'estre ioint aux autres, pour ne souffrir diuersité de conduite en vne meisme regle. C'est ce qui se recueille du liure original de sainte Tereſe , auquel il faut auoir recours, & non pas à la traduction Françoisſe , laquelle est bien differente de l'original en plusieurs endroits, & notámét en celuy-cy.

Quant à ce que l'on met en auat des Constitutions, tout ce que l'on en infere est fondé sur vn article mis au commencement des Constitutions imprimées à Bruxelles l'an 1607. traduites en François sur l'Eſpagnol imprimé à Madrid, l'an 1588. auquel article en l'edition Françoisſe , il est dit que les Religieuses de la regle primitiue sont sujettes au Reuerendissime General de l'Ordre des Carmes Descalſſez, & qu'il les peut visiter par

Des Constitutions de l'Ordre.

foy, ou par le Visiteur qu'il voudra
 nommer. De là on tire cette con-
 clusion, que sainte Tereſe a voulu
 que les Monasteres de ses Filles fus-
 sent sous le General des Carmes.
 A quoy l'on respond que cét arti-
 cle, quand il seroit vray, ne conclud
 rien: en second lieu qu'il n'est pas
 comme cela en l'original, & a esté
 changé en l'edition Françoisse. Je
 dis qu'il ne conclud rien, car il n'or-
 donne pas de l'estat de l'Ordre; &
 ne seroit qu'une simple enoncia-
 tió de ce qui est en Espagne, qui ne
 peut pas obliger les autres Royau-
 mes, mesme quand la communica-
 tion ou extension del'Ordre n'y est
 pas faite en la mesme forme qu'elle
 est au lieu duquel il est tiré. Les Ca-
 pucins, les Chartreux, & autres,
 portent bien leur mesme forme par
 tous les Royaumes, pource que
 l'Ordre y passe tel qu'il est: mais en
 celuy-cy c'est autrement, car l'Or-

dre qui est en Espagne sous les Carmes, est passé en France sans les Carmes, & par conséquent y est passé avec d'autres loix pour le regard de la conduite & superiorité ; ce qui fait que les Religieuses en France ne seroient pas comme celles d'Espagne, obligées à cet article des Constitutions, quand bien il seroit véritable, ce qui n'est pas. Or pour faire entendre le changement qui y a esté fait, ie prendray les choses un peu de plus loin.

Saincte Terece estoit Religieuse en l'Ordre des Carmes Mitigez, & fut inspirée de Dieu de reformer son Ordre ; à quoy elle commença environ l'an 1562. par la fondation du Monastere d'Auila, & environ l'an 1568. elle commença la reformation entre les Religieux par le moyen du B. P. Jean de la Croix, & Anthoine de Jesus :

mais toujours sous l'Ordre des Mitigez, & sous leur pouuoir, desquels toute cette reformation receuoit de grandes fascheries & empeschemens, comme dit le Pape Gregoire XIII. en la Bule, par laquelle il les reduisit en Prouince, dont le P. Hierosme Gracian de la Mere de Dieu fut le premier Prouincial, & les exempta des Prouinciaux, mais non pas encores du General des Mitigez, sous lequel ils demurerent par ceste premiere separation, qui ne fut que deux ans auant la mort de cette Sainte, & lors d'icelle tous les Monasteres de Religieux & Religieuses de l'Ordre des Deschauffez estoient sous le General des Mitigez, lequel les pouuoit visiter quand bon luy sembloit: ce qui monstre que cet article où il est parlé du General des Carmes Deschauffez, ne peut estre

de

Greg. 13. 22.

Iuin 1580.

*Cum autem
sicut accepi-
mus ipsis reli-
giosis, quam
plures molestia
et impedimenta
ipsorum pium
institutum
turbantia per
Fratres Mitigatos illata
fuerunt, ipsi-
que Discalceati
Prælatum
ordinarium
ex suis Discalceatis non
haberent, etc.
Fratrum et
Monialium;
Discalceatorum
Monasteria in
unam Prouinciam Discalceatorum
nuncupandam per unum
Priorem Prouincialem re-
gendam. Eri-
gimus sub
obedientia et
superioritate
Prioris gens-*

de sainte Tereſe : Auſſi n'eſt-il pas de ceſte façon aux Conſtitutions publiées de ſon viuant.

*ralis totius
Ordinis, ſicut
cetera Pro-
uincia.*

La Bule de Sixte V. eſt du Iuillet 1587. & la ten-
neur d'icelle eſt inſerée
dās la Bule de
Clement
VIII. de
1593.

Le Pape Sixte V. vint au Ponti-
ficat trois ans apres le deceds de
cette Sainte : il commença le pre-
mier à tirer les Maisons reformées
du pouuoir du General des Mi-
tiguez, & les reduiſit en diuerſes Pro-
uinces ſous vne Cōgregation, avec
vn Vicaire General : mais il ne les
en ſepara pas encores entierement,
& ne le furent que ſous le Pape Cle-
ment VIII. lequel les ſepara tout à
fait, en fit vn Ordre à part, & leur
dōna le premier vn General de leur
corps par ſa Bule du 20. Decem-
bre 1593. & iuſques alors le nom de
General de l'Ordre des Carmes
Deſchauffez n'auoit point eſté nō-
mé. Ce fut apres cela q̄ ce premier
article fut reformé auſdites Con-
ſtitutiōs, vnze ans apres la mort de

Clement
VIII. 20.
Decembre
1593.

*Sed quia ſicut
accepimus an-
tea ſubordi-
nationem ha-
bebat pradi-
ctus congre-
gationis Diſ-
calceatorum
Vicarius to-
tius Ordinis*

*Discalceato-
rum Priori
generali. Sta-
tuimus unde
ipsum qui an-
tea Vicarij no-
mine vocan-
tur, de cetero
Præpositum
Generalem or-
dinis Discal-
ceatorum.*

cette Sainte. Et on l'allegue à pre-
sent côme s'il estoit d'elle, encores
que quand il en seroit, ce ne fust
pas fondemet pour blasmer & im-
prouver ce que le S. Pere a fait en
France, en la Franche Comté, & à
Rome mesme, ny pour borner son
autorité en la conduite de l'Egli-
se. Mais il suffit de dire que cette
Constitution n'est pas de sainte
Terese, & que ce n'est pas elle qui a
dit ce qu'elle contient. Je ne m'e-
stonne pas que l'on luy face dire
long temps apres sa mort ce qu'elle
n'a dit ny peu dire en sa vie: Si à la
bien-heureuse Sœur Marie de l'In-
carnation, on fait dire ce qui n'est
point, publiant que lors de son de-
ceds, elle fit assembler toutes les
Religieuses du Monastere des
Carmelines de Pontoise, & les
exhorta à recognoistre les Peres
Carmes comme leurs vrais Supe-

Nous ayant
esté rapporté
que l'on se-
me vn bruit
que la bien-
heureuse
Sœur Marie
de l'Incarna-
tion auant
que mourir,
nous dit que
les Peres Car-

rieurs; car c'est chose toute suppo-
sée, & que toutes les Religieuses
du Monastere attestent n'auoir
iamais esté; comme il est porté par
vn acte signé de toutes en leur Cha-
pitre le troisieme iour de Septem-
bre 1620. & au contraire qu'elle
leur tesmoigna vne tres-grande re-
uerence enuers lesdits Superieurs.

Ceste supposition estant éclair-
cie, & qu'il n'y a ny par les liures de
S. Tereze, ny par les Constitutions
faites de son viuant, vn seul mot qui
ordonne que les Religieuses Car-
melines soient souz les Carmes, &
ne puissent estre sous autre cōduite:
ie passe plus auant, & dis qu'il y a
tres-grande apparence que cette
Sainte approuue le gouuernement
de son Ordre en la France, & qu'il
n'eust peu sans vne speciale benedi-
ction de Dieu, s'auancer tant com-
me il a fait en la pieté & edification,

mes Des-
chausiez es-
toient nos
vrais Supe-
rieurs, & que
nous nous
deuions ran-
ger sous leur
conduite:
Nous atten-
dons à tout
qu'il appar-
tiendra, que
ce bruit
n'est pas ve-
ritable, &
que nostre B.
Sœur; ny en
sa vie, ny
lors de son
deceds n'a
iamais tenu
ny en public,
ny en parti-
culier à aucu-
ne de nous
ce langage:
au contraire
nous l'auons
tousiours
veüe portée
d'vn grand
respect en-
uers nos RR.
PP. Superi-
eurs, nous ex-
hortant par
parole, & par
exemple à
partille &

continue
reuerence en-
uers eux. Si-
gné de la
Prieure, Sous
Prieure, & de
toutes les
Religieuses
Professes du-
dit Mona-
stere.

& ce tesmoignage pris en l'expe-
rience, doit fermer la bouche à ceux
qui blasment ce que Dieu approu-
ue, maudissent ce qu'il benist, &
veulent changer ce qu'il fauorise.
C'est pour cela, & pour ceste bene-
diction, & pour ceste visible & ma-
nifeste assistace de l'Esprit de Dieu,
que ie dis que Sainte Terese a bien
agreable la conduite de son Ordre
en France.

Neantmoins ie descendray au
particulier, pour voir en quelle cō-
duite sont mieux gardées les Con-
stitutions, & l'esprit de cette Saincte.

Ie ne veux point diminuer le me-
rite & le nô des Peres Carmes Des-
chaussez, ils peuuent seruir ytile-
ment en beaucoup d'autres choses:
Mais en cecy ie diray avec les prin-
cipaux d'entre eux, & plusieurs de
leurs amis, qu'il seroit tres-à-pro-
pos pour eux de ne point recher-

cher ceste conduite , & se conformer pluſtoſt aux autres Religions reformées, qui s'en exemptent autant qu'elles peuvent. Je ſçay bien que pour deſtourner ce reproche qui ne regarde pas, ny tout l'Ordre de ces Peres, ny leur Communauté, mais ſeulement quelques particuliers, ils le reiettent ſur les Supérieurs ordinaires, & leur imputent le meſme blaſme : mais les Supérieurs ne s'y ingerent pas, il a fallu beaucoup de prieres pour les induire à accepter ces charges: ils demeurent en la place, en laquelle le S. Pere les a mis; Ils accompliſſent l'ordonnance, & la diſpoſition diuine, & ne font rien de nouveau: Et puis c'eſt le corps des Monafteres qui demande leur conduite, & la conſeruation de la forme que les SS. Peres ont donnée à leur Ordre; qui les prie de ne les point abandoner;

& de supporter avec patience tous les trauaux & les croix qu'ils ont à leur occasion. Car il y a plus de vingt Maisons assurees de ne prendre point de part en cette rebellion, & de ne point changer leur cõduite, & y a suiet d'esperer que Dieu ne laissera pas perdre les autres, & les ramenera dans le sein de leur Mere.

Mais il faut suiure le fil du discours, & voir où les Constitutions de l'Ordre & l'esprit de Sainte Terese se trouuent plustost; & si ie dis que c'est en l'estat auquel est l'Ordre, & non aux Peres Carmes, au moins pour la France, c'est avec grande raison.

Premierement les PP. Carmes ont prohibition expresse du Chef de l'Eglise, de s'ingerer en ceste conduite; qui est preuue euidente qu'ils n'en ont pas la vocation, & que Dieu, qui par la bouche du Vicaire de Iesus-Christ son fils, leur interdit

de s'en entremettre, ne leur donne pas son Esprit, pour s'appliquer à ce qu'il leur defend; car Dieu ne fait rien en vain, & n'est pas contraire à foy-mesme.

Au contraire, les Superieurs ordinaires & le Visiteur, exercent ces charges par autorité du Pape, & sont en la voye de la Mission legitime, en laquelle infalliblement Dieu met l'esprit necessaire pour l'accomplissement de son ordonnance.

Les Peres Carmes ont eu procès à Rome cõtre les Religieuses d'Espagne & de Flandres, pour les differens sur l'observation des Constitutions, dont les Religieuses ne se vouloient pas departir, qui est vn mauuais argument pour auoir l'esprit de l'Ordre.

Les Superieurs des Monasteres de France au contraire ont vescu en tres-grande vnion avec tous lesdits

De la paix &
vnion d'es-
prit,

Monasteres, & n'y a eu diuision que par la faëtion éclosë en l'an 1620.

Par l'obser-
uation des
Constitu-
tions.

Quant est des Constitutions, il est encore plus aisë à monstrier que les Superieurs les gardent, autant & plus fidelement, & sincerement, que nul autre : Et cela fera connoistre que l'observation ne consiste pas en l'habit, mais en la pratique.

Tant que saincte Terefe a vescu, elle a esté la Loy viuante de son Ordre, & n'y a point eu de Constitutions escrites qu'un an deuant sa mort. Il y auoit bien auparauant quelques Constitutions que leur auoit baillé le General des Mitigez, dont la Saincte parle à la fin du 27. Chapitre de son liure des fondations; mais cela n'estoit qu'en attendant. Il y auoit aussi vne Bulle du Pape Pie IV. du 17. Iuillet 1565. approuuant l'article de la pauureté,

avec laquelle estoit estably le Conuent d'Auila. Il y auoit de plus des memoires & articles que sainte Terese auoit baillez à ses Religieuses pour obseruer, lesquels ont depuis esté transcrits dans les Constitutions. Mais il n'y a point eu de Constitutions arrestées, sinon lors qu'un an auant sa mort elles furent redigées en ordre, & par escrit, tirées en partie de ce qu'elle auoit enseigné & écrit; mais non pas compilées par elle, ains par les Peres du Chapitre que j'ay dit. C'est pourquoy il y a plusieurs choses qui ne sont pas d'elle.

Gregoire XIII. ayant comme il est dit cy deuant erigé en Prouince les Monasteres reformez de cet Ordre, de l'un & l'autre sexe, deputa le 20. Nouëbre 1580. le P. Iean de las Cueuas, Prieur du Conuent de l'Ordre de Saint Dominique de saint

Cecy est rap-
porté par la
commission
donnée au-
dit P. de las
Cuevas. La
lettre que le
P. Hierosme
en escriuit à
saincte Te-
rese apres
les Constitu-
tions arre-
stées. L'acte
de la confir-
mation de
ces premie-
res Consti-
tutions faite
par ledit sieur
Nonce, im-
primez avec
lesdites Co-
stitutions de
Madrid 1588.
& par la Bule
de Sixte V.
du 5. Iuin
1590.

Gines de Talauera, pour Commis-
saire à tenir le premier Chapitre de
cette nouuelle Prouince, de laquel-
le le P. Hierosme Gracian de la Me-
re de Dieu, lors Carme Deschaussé,
fut le premier Prouincial. Ces deux
avec les Diffiniteurs du Chapitre,
compilerent des Constitutions ti-
rées des Constitutions anciènes de
l'Ordre, faites par le P. Rubeo de
Rauenne General de l'Ordre, des
additions du P. Fernandez, Visi-
teur Apostolique député par le
Pape Pie V. & de ce que le mesme
P. Hierosme Gracian y auoit ad-
jousté en la Visite, que par Com-
mission du Pape il auoit faite de la-
dite congregation des reformez, &
de la Prouince des Mitigez en An-
daluzie: Et de tout cela furent re-
digées les Constitutions en vingt
Chapitres, arrestées à Alcalá le
quatriesme Dimanche de Caref-

me 1581, & confirmées le 13. Novembre 1588, six ans apres la mort de sainte Tereſe, par l'Eueſque de Nouare, Don Ceſar Speciano, Nôce du Pape en Eſpagne, avec faculté de Legat à *Latere*.

Ces conſtitutions doncques ne ſont pas de la Sainte, ſinon pour auoir eſté faiçtes de ſon temps, qu'il y a pluſieurs choſes tirées de ſes eſcrits & enſeignemens, comme dit le Pape Sixte en ladite Bulle, & qu'elle les a gardées ce peu de temps qu'elle a veſcu depuis. Mais le vray Auteur, ce ſont leſdits Peres, cōme il eſt manifeſte, & ne pouuoient pas oublier l'attribution de leur autorité. Neantmoins elle n'eſt pas rapportée au General de l'Ordre des Carmes Deſchauffez, comme il a eſté adioulté par apres; car il n'y en auoit point encores lors; mais au General de l'Ordre, ſans di-

re Deschauffez; car il estoit des Mitigez, comme il est porté par le mesme premier article du premier Chapitre desdites Constitutions imprimées à Madrid, chez Pierre Madrigal l'an 1588.

Mais cela ne regarde pas les observances, & manieres de viure portées par les Constitutions, qui est le principal, & ce qu'il en faut observer. Et les Religieuses de France les ont tousiours observées tres-exactement. Car il a plu à Dieu par sa grace speciale reserver & conseruer à la France ces premieres Constitutions en la naïueté de leur origine, exemptes des changemens qui y ont esté faicts depuis, & par vne particuliere prouidence sur ce Royaume, faire que ces premieres Constitutions ayant esté apportées en France avec l'Ordre, plustost que les subsequentes, afin

que les Religieuses de France, eſtât eſſeüées ſous les meſmes Conſtitutions, ſous leſquelles leur Sainte Mere a veſcu quelque temps, & qu'elle a gardées, ayent plus d'amour, & de reuerence enuers elle, & ſe puiſſent dire vrayes filles de Sainte Tereſe de Ieſus.

Durant ce peu de temps que cette Sainte veſquit apres leſdites Conſtitutions, elles ſeruirent de Loy à l'Ordre, & encores huit ans apres ſa mort, iuſques en l'an 1590. que l'on y adiouſta quatre Chapitres, en les faiſant confirmer par le Pape. Et lors fut donnée vne nouuelle forme au gouuernement de l'Ordre, par laquelle le S. Pere Sixte V. ſe ſoit bien clairement qu'il n'approuuoit pas la diuerſité de conduite en vn Ordre, & l'improuoit tellement, qu'il ne voulut pas ſeulement que les Monafteres des Reli-

gieuses qui estoient lors sous diuer-
ses Prouinces, fussent gouvernées
par les Prouinciaux, pource qu'en-
cores qu'ils fussent d'un mesme Or-
dre, estans personnes differentes,
ce ne pouuoit, dit-il, estre que cō-
fusion, & ordonna que de trois ans
en trois ans l'on deputeroit au Cha-
pitre de l'Ordre vn Commissaire
General sur tous les Monasteres de
Religieuses, encores qu'ils fussent
de differentes Prouinces, afin que
le gouvernement fust vniforme en
tous.

Mais il est principalement à re-
marquer que ce S. Pere voyant que
l'on commençoit desia à faire des
changemens aux Constitutions de
l'Ordre, en voulut arrester le cours;
& pour ce faire il en osta la liberte
aux Peres & Chapitre de l'Ordre;
& fit defense bien expresse d'y
rien changer, si ce n'estoit à la re-

queste des Religieuses mesmes.
 D'autant (dit-il) que l'on a autresfois
 par autorité Apostolique donné puis-
 sance par plusieurs lettres Apostoliques
 au Chapitre dudit Ordre des Reli-
 gieux Deschaussez, ou par aduventure à
 quelque autre des Superieurs, de faire
 publier, alterer, ou declarer & inter-
 preter des Constitutions & Regles pour
 le gouuernement dudit Ordre & Con-
 gregation: Nous reuoquons à iamais
 par autorité Apostolique, & par la
 teneur des presentes, ladite faculté &
 puissance, en ce qui concerne lesdites
 Religieuses seulement, & ne voulons
 qu'aucun puisse alterer changer,
 ou moderer lesdites Constitutions, ny
 en quelque maniere que ce soit puisse
 faire d'autres Constitutions ou Regles,
 (bien que ce fust pour vne très mani-
 feste vtilité des Religieuses) si ce n'est
 qu'elles mesmes le demandent, ny lors
 encores sans consulter le Souuerain

Pontife de Rome ; & si d'auenture l'on
 auoit par cy deuant, en vertu de ladite
 puissance, fait d'autres Constitutions
 ou Regles, nous voulons qu'elles n'ayent
 aucune force à l'endroit des Religieu-
 ses. Les Constitutions sembloient
 bien affermies & arrestees par vne
 si expresse defense, mais elle ne du-
 ra gueres plus long temps que la vie
 de celuy qui l'auoit faite, pource
 que dès l'année ensuiuant fut obte-
 nu du Pape Gregoire XIV. vn
 Bref du 25. Aueil 1591. par lequel,
 non seulement on changea la for-
 me du gouuernement de l'Ordre,
 on abolit le Commissaire General
 qui venoit d'estre estably sur toutes
 les Religieuses, & qui les eust con-
 duites par mesme esprit, & on les
 remit sous les Prouinciaux, diuer-
 sifiant l'esprit de la conduite selon
 la diuersité des personnes : mais ou-
 tre cela l'on osta aux Prieures la
 liberté

liberté d'appeller les Confesseurs, & on l'attribua entierement aux Prouvinciaux, comme ie diray cy-apres, rapportant vne partie des plus remarquables changemens qui ont esté faits aux Constitutions.

Tous ces changemens frequens & importans, font voir le repos qu'il y a en la stabilité d'une mesme Regle, & donnent grand sujet de consolation aux Carmélites de France, d'auoir conserué ces premieres Constitutions en leur entier, & d'auoir des Superieurs si soigneux de la vraye & sincere obseruation d'icelles, qu'en 19. ans qu'il y a de leur establissement en France, ils n'y ont pas changé vn article, pas vn mot, ny ordonné aucune chose contraire au moindre de tous les articles, ce qui est fort remarquable: mais ailleurs en peu d'années, on les a changées & rechangées tant de

fois, qu'en l'impression des Constitutions de l'an 1616. il n'y a pas vn article qui ne soit changé, ou en la substance ou aux termes.

I'en rapporteray doncques icy quelques particularitez, d'entre vn grand nombre que i'obmets, cotant seulement ce qui sert à faire voir les assujettissemens auxquels les Monasteres des Religieuses sont reduits, & la captiuité & la rigueur en laquelle est changée la liberté & la douceur du premier estat de l'Ordre qui a esté obserué en la France.

Par les premieres Constitutions Chapitre 1. art. 1. il estoit fait mention de la Superiorité de l'Ordre, comme elle estoit en Espagne, qui estoit sous le Prouincial des Descalcez, & sous le General des Miritez, & la visite appartenoit audit General ; car iamais du viuant de saincte Terese la visite de son Or-

dre n'a appartenu à aucun Religieux des Deschauffez. l'ay desia monsté que cét article auoit esté changé en la traduction Françoise, ayant mis General des Deschauffez au lieu que c'estoit celuy des Mitigez; Mais d'autant que ce changement n'a esté qu'en la plume du traducteur, & non pas en l'establissement de la loy, la consequence que l'on en tire est bien aysée à refuter. Mais il a esté fait vn autre changement en ce mesme article, par les Constitutions suiuanes qui est de beaucoup plus grande importance, & qui tend tousiours à l'assujettissement des Religieuses, changeant la maniere de la cõduite & du gouvernement des Monasteres.

Par le premier article des Constitutions anciennes, la forme du gouvernement establie pour les Religieuses estoit que les Prouin-

ciaux des Deschauffez auoient *la conduite ordinaire*, & le General des Mitigez auoit *la visite*. I'ay monstéré cy-deuant en la page 57. le bien qu'il y a que ces deux puissances soyent en diuerfes personnes, & le danger qu'il y a pour les Religieuses quand elles sont en vne seule main. C'est pourquoy l'on trouuera plus estrange le changement que les P. Carmes y ont fait. Lesquels par les Constitutions imprimées à Madrid par Pierre Gomez d'Arragon l'an 1592. & par autres imprimées à Salamanque par Antoine Ramirez l'an 1616. ont attribué *le gouuernement & la visite au seul Prouincial*. Le mesme est aussi porté par les Constitutions imprimées à Bruxelles par Hubert Antoine l'an 1621. De sorte que celuy qui a la direction ordinaire, & celuy qui doit estre le Censeur de cette directiō, c'est vne mesme per-

sonne. Ce qui red la puissance merueilleusement absolue, & les Religieuses reduites à vne captiuité qui me fait compassion, spécialement quand ie vois le pouuoir & l'autorité desdits Prouinciaux portez par les Cōstitutions des années 1592. & 1616. en ces mots. *Nous ordonnōs que les Prouinciaux chacun en sa Prouince regisse & gouuerne les Monasteres des Religieuses tant au spirituel qu'au temporel, qu'il les visite au moins vne fois en chaque année, & les puisse corriger & chastier par forme ou sans forme de procez, ainsi qu'il le trouuera bon & iuste.*

Voilà vn estrange frontispice pour le gouuernement d'un Ordre estably par vne si grande mansuetude : l'on forme vn estat de rigueur, on y met les terreurs à la teste, comme si c'estoit pour des esclauces : ainsi le Superieur peut cha-

stier vne Religieuse sans forme ny figure de procez, c'est à dire à sa volonté, & par sa seule ordonnance: & quand bien il y gardera quelque forme de procez, c'est encores pis; car il fera le procez à quelle Supérieure ou Religieuse qu'il luy plaira, & la condamnera comme il voudra, sans qu'elle sçache qui l'accuse, ny qui sont les tesmoins qui deposent contre elle, d'autant qu'il y a article exprez dans les Constitutions des Peres imprimées à Madrid par Pierre Madrigal l'an 1590. chap. 22. §. 2. portant qu'il ne faut pas nommer les tesmoins à la personne accusée. Rigueur que personne ne croiroit iamais, si elle n'estoit écrite.

Que si le commencement est tel, la suite n'est pas plus douce, en laquelle on ne void point d'autres termes que chastier, priver de voix,

emprisonner, & autres. La France n'a pas appris de vivre deffous des loix si dures.

Je viens maintenant aux cas particuliers. Par ces mesmes Constitutions anciennes Chap. 14. art. 2. il est dit que la Prieure donnera la charge de Portiere & de Sacristaine à personnes de qui elle ayt confiance, & pourra les changer quand il luy semblera bon.

Par les Constitutions de 1616. Chap. 15. art. 2. il est dit *que la Prieure mettra la Portiere & la Sacristaine avec l'advis du Prouincial, & les ostera avec le mesme advis, & ne pourra mettre à la Sacristie celle qui sort du Tour, ny au Tour celle qui sort de la Sacristie.* Ainsi est reserrée la liberté des Prieures au gouvernement de la famille.

Les Prieures par les Constitutions anciennes ont le pouuoir & l'usage

G iij

Constitutions
anciennes.

Constitutions
nouvelles.

Constitutions
anciennes.

de nommer des Tierces pour assister celles qui vont au Parloir.

Constitutions
nouvelles.

Par les Constitutions de 1616. audit Chapitre 15. art. 2. ce pouuoir leur est osté, & ne peuvent mettre des Tierces qu'avec l'aduis du Prouincial, qui est vne estrange sujection.

Constitutions
anciennes.

Dauantage par les mesmes Constitutions anciennes Chap. 6. art. 2. il est porté que les Peres Carmes Deschaussez ne peuvent estre Chappellains ny Confesseurs ordinaires: Ce qui leur est defendu fort expressement, & par les termes auxquels est conceuë cette defense, il paroist bien que c'est avec grande raison & connoissance qu'elle est faite.

A presët pour la charge de Chappellain cette Constitution est abolie, pource que les Peres Carmes l'exercent ordinairement aux Conuens qu'ils gouuernent, és lieux où ils ont des Monasteres, encores que

la meſme deſenſe ſoit par les Conſtitutiōs imprimées à Bruxelles l'an 1621. & par celles de 1616. mais l'vſage ne ſ'y conforme pas.

Quant à la Confeſſion, il y a l'ordinaire & l'extraordinaire, pour le Confeſſeur ordinaire, les Conſtitutions anciennes Chap. 6. le mettent à l'aduiſ de la Prieure & du Prouincial ou Viſiteur enſemble.

Conſtitutiōs
anciennes.

Mais les Conſtitutions de l'an 1616. ont oſté ce pouuoir, & ordonné par le Chap. 5. art. 1. *Qu'aux lieux où il y a des Conuens des Carmes Deſchauffez, ils iront confeſſer les Religieuſes deux fois la ſemaine, & non « plus, & en ceux auſquels il n'y aura « point de Conuens de Religieux, les Prouinciaux pouruoiront de Confeſſeurs aux Religieuſes ſelon les Conſtitutions de l'Ordre deſdits Religieux, & que nul ſoit Carme ou autre ne pourra confeſſer les Religieuſes ſans licence du Pro-*

Conſtitutiōs
nouuelles.

nvincial par escrit. Et les Constitutions imprimées à Bruxelles l'an 1621. ont osté entierement cét article des Confesseurs ordinaires , & l'ont confondu avec celuy du Confesseur extraordinaire, qui en attribue toute la puissance au Prouvincial, comme ie diray tout maintenant.

Les Superieurs des Monasteres de France au contraire mettent par tous les Monasteres, avec l'aduis & du gré des Prieures, des Chapelains & Confesseurs, & ne s'ingerent iamaïs en ces fonctions ordinaires, non pas mesmes es lieux où ils resident, tant ils sont soigneux de conserver l'Ordre & l'Esprit de sainte Terese.

Quant au Confesseur extraordinaire , qui suivant le Concile doit estre baillé certaines fois l'année aux Religieuses , les Constitutions

anciennes en auoient donné le choix & la liberté aux Prieures seules, non seulement les trois fois que le Concile ordonne, mais toutes les fois qu'elles verroient bon estre, comme il est porté par le Chapitre 6. en ces mots: *La Prieure pourra outre le* Cōstitutions
anciennes. *Confesseur ordinaire, non seulement les trois fois que le Saint Concile de Trente permet, mais dauantage, admettre à confesser lesdites Religieuses, quelque Religieux dudit Ordre des Carmes Reformez, & autres Religieux de quelque Ordre que ce soit, & ne pourra le Prouincial qui est maintenant, ny ceux qui seront cy-apres, luy oster cette liberté.*

Sainte Tereſe ſçachant à quelle forte de deuotion & d'eſprit Dieu l'auoit appellée, & vouloit eleuer ſon Ordre, iugea par le meſme eſprit de Dieu, qu'il eſtoit neceſſaire que ſes Religieuſes peuſſent auoir com-

munication, & conferer des affaires de leur conscience, non seulement à leurs Confesseurs, mais aussi à d'autres personnes eminentes en pieté, & connoissance des choses spirituelles que Dieu met en son Eglise, & en voulut laisser le choix & l'usage aux Prieures, pour ce qu'elles ont connoissance plus particuliere des esprits de leurs Religieuses, à cause qu'elles leur rendent compte de leurs deuotions & exercices; & pensa que les Constitutions ostant aux Prouvinciaux le pouuoir de reuoquer cette liberté donnée aux Prieures, ce point auquel consiste la plus essentielle difference de cet Ordre avec les autres, demeueroit inuiolablement establi. C'est à ce propos & de cette liberté que parle sainte Terese au 5. Chap. du Chemin de Perfection, en ces mots : *Mes filles, loïez beau-*

*coup Dieu pour cette liberté que vous
 avez maintenant. Mais ce remede a
 seruy de peu, car apres sa mort, cette
 liberté a esté ostée aux Prieures, &
 donnée aux Prouvinciaux : De sorte
 qu'à present les Religieuses qui
 pouuoient auoir ces Confesseurs
 extraordinaires autant de fois que
 la Prieure le iugeoit expedient, ne
 peuët plus les auoir que trois fois
 l'année; & au lieu que c'estoit par le
 seul choix & aduis des Prieures, ce
 n'est plus que par le choix des Pro-
 uinciaux, ainsi qu'il est porté par la
 fin du 6. Chap. des Constitutions
 de l'an 1592. par lequel est ordonné
 aux Prouvinciaux de pouruoir de
 Confesseurs aux Religieuses suiuañt
 le Concile, avec cette addition, la
 puissance concedée aux Religieuses en
 ce point demeurant totalement ostée.
 Voilà l'estat où sont à present les
 Monasteres, le Confesseur ordinai-*

re est vn Religieux Carme Deschaussé, l'extraordinaire est donné par le Prouincial seul, & trois fois l'année seulement, & la liberté donnée aux Religieuses par sainte Terese, & tant estimée par elle, est entièrement abolie. Je prie les Religieuses de bien lire ce cinquiesme Chapitre du Chemin de Perfection, & remarquer combien sainte Terese leur Mere reconnoist de danger & d'inconuenient en cette contrainte, disant *que cela est quelques fois cause de laisser à confesser des pechez fort grieux* : C'est ce qui l'a portée à vouloir que les Religieuses ayent la liberté entiere de se confesser & communiquer *mesmes à personnes d'un autre Ordre.*

L'Auteur des Constitutions imprimées l'an 1621. à Bruxelles pour les Monasteres de Flandres & autres qui sont sous les Peres de la Cõ-

gregation de saint Helie, n'a pas esté plus soigneux de cōserver cette liberté aux Religieuses, ny fait plus de cas des inconueniens que sainte Tereze leur fondatrice y remarque. Il y a en icelles plusieurs changemens, & entre les autres est celuy-cy qui oste aux Prieures la liberté du choix des Confesseurs, & confond ce qui est des ordinaires & extraordinaires, parlant en ces termes à la fin du 6. Chapitre. *Les Provinciaux pouruoiront abondamment de Confesseurs ordinaires aux Sœurs, selon que le saint Concile de Trente l'ordonne, ostant toute autre licence & pouoir autresfois concedez en cecy aux Prieures.* Les Peres Carmes Deschaussez ont commandé aux Religieuses des Pays bas de receuoir ces nouvelles Cōstitutions, & de brusler les anciennes, & en quelques endroits le Visiteur les a fait brusler

en sa presence. Aux autres il a escrit aux Prieures, que le General auoit accommodé leurs Constitutions, avec l'aduis des Prieures des Monasteres d'Anuers, Bruxelles, & Mons, qu'il espere qu'elles les receuront volontiers à l'exemple de ces Prieures, & pour ce qu'elles sont plus fauorables que les premieres, leur enioignant en obediencce, & en la vertu du saint Esprit, souz precepte formel, qu'elles brûlent dans trois iours toutes les Constitutions anciennes, de quelque sorte qu'elles soient.

Les trois Prieures dont il parle en cette lettre sont à Anuers, la Mere Anne de saint Barthelemy, à Bruxelles la Mere Beatrix de la Cõception, & à Mons, la Mere Leonor de S. Bernard. Les Religieuses qui demandent ce gouuernemēt pourront icy considerer cette maniere de

de proceder, & si elles trouueroient bon, qu'apres auoir vescu long temps sous des Constitutions digerées par les Peres de l'Ordre, tirées pour la plus-part des aduis de leur Sainte fondatrice, confirmées par les Papes : vn General avec l'aduis de trois Prieures les change tout à coup, en propose de nouuelles, & les face receuoir avec des commandemens si seueres; & pour establir les loix qu'il a faites, face brusler celles que ses predecesseurs ont obseruées. C'est pour cette raisón que plusieurs Religieuses en Flandres ont fait difficulté d'obeir à ce cõmandement, ainsi que i'apprens par vne consultation faicte en leur nom à huit Docteurs de Louuain, pour auoir aduis sur quatre questions, de la proposition desquelles l'on peut coniecturer les voyes, desquelles les Peres ont vsé enuers lesdites Religieu-

H

ler les anciennes; Qu'on ne peut pas
 les punir, ny les enuoyer pour cela
 en autres Couuens, & ne sont pas te-
 nuës d'y aller, & que les Confessions
 sont valides, & ne doiuent pas estre
 refaites. C'est à quoy sont reduites
 les ames qui veulent conseruer la li-
 berté que leur a laissée leur Mere
 Saincte Tereſe. Liberté dont elle a
 fait vn ſi grand cas, pour laquelle
 elle a rendu tant de loüïages à Dieu
 d'auoir donné cette prerogatiue à
 ſes filles. Mais: mon Dieu! à peinc
 eſt-elle au Ciel, que ſon Ordre en
 eſt priué quaſi par tous les lieux où
 il eſt eſtably. Les Conſtitutions im-
 primées en Eſpagne eſ années 1592.
 & 1616. ont aboly ce priuilege, celles
 de 1593. à Génes imprimées chez les
 heritiers Bartoli l'ont abrogé, cel-
 les de l'an paſſé à Bruxelles l'ont re-
 uoqué, la France ſeule l'a conſerué.

En la France ſeule les Superieurs

H ij

re du Monastere de cét Ordre à An-
uers, la priant de luy mander ce qui
en estoit: Cette bonne Mere luy en
a fait diuerses responses, par l'vne du
16. Octobre 1620. à Anuers, elle luy
mande ces mots : *Je vous prie, ma
tres-chere Mere, de ne point adjouster
foy au dire de plusieurs, touchant les
changemens des Constitutions; car nos
RR. Peres ne feront rien si à la legere,
sans l'auoir premier bien recommandé à
Dieu. Et par vne autre du 30. De-
cembre ensuiuant, elle dit : Tou-
chant ce que vous m'escriuez du change-
ment des Constitutions, qui est que les
Prieures pouuoient appeller des Confes-
seurs de toutes sortes, sans la licence du
Prouincial; ce poinct fut reformé par le
Pape Gregoire XIV. pour ce que c'e-
stoit donner Iurisdiction à vne femme, ce
qui est defendu par droit diuin & Eccle-
siastique. L'vne & l'autre de ces let-
tres l'ont signées de la main de cette*

bonne Mere en ces mots; *Sierua de V. R. yndina Ana de san Bartholome.* Je ne blasme pas cette bonne Mere; car sa simplicité & bonté ne penetre pas si auant. Je ne luy impute pas le mesconte qu'elle fait, escriuant au mois d'Octobre, que ce changemēt n'a point este fait, & disant trois mois apres qu'il auoit esté fait tréte ans auparavant; car il y a autant du téps du Pape Gregoire XIV. auquel elle l'attribuë. Mais cela se doit rapporter à ceux qui luy ont suggeré ces aduis, & vne telle raison, laquelle n'a pas esté bien considerée; pource que non seulement elle n'a point de fondement, mais aussi elle est iniurieuse à sainte Terese: elle blasme la memoire des premiers Peres, qui ont compilé les Constitutions, elle blesse la reputation de ceux qui ont gouuerné l'Ordre dix ans entiers, & condamne le Pape Sixte V. qui a ap-

prouué & authorisé cette liberté: disant qu'ils ont fait, obserué, & confirmé vne Loy, qui est cõtre le droit diuin & Ecclesiastique. Je dis aussi que cette raisõ est sans fondemēt; car laissant la question, si vne femme peut auoir iurisdiction, il suffit de dire que ce n'est pas acte de Iurisdiction de choisir ou appeller vn Confesseur, & qu'une Prieure, qui par les Constitutions de son Ordre a droit de choisir des Confesseurs, n'exerce pas Iurisdiction, quand elle vse de son droit, elle ne donne pas Iurisdiction à celuy qu'elle appelle, & ne peut pas en choisir, ny appeller aucun, qui n'ayt auparauant la licence d'administrer ce Sacrement: Mais de tous ceux qui l'ont, & qui sont approuuez pour confesser, elle a la liberté d'employer, & appeller celuy que bon luy semble. C'est ce que saincte Terese leur a laissé, ce qu'elle

H iiii

à tant estimé, ce que nos SS. Peres ont approuvé, & qui est d'une tres-grande vtilité en l'Ordre pour la tranquillité des esprits, & auancement des ames : ainsi cette raison est sans fondement. Mais passons outre aux autres changemens.

Constitutions
anciennes.

Par les Constitutions anciennes Chap. 3. art. 1. & 2. *Les Prieures ont la clef de la Grille, & on peut parler sans voile au Pere, Mere ou Freres, & autres qui pour quelque fin semblent aussi iustes : & quand c'est pour affaires de l'ame, on peut parler sans Tierce.* De cette maniere a esté vescu en France depuis l'establissement de l'Ordre, & l'usage de ces choses remis au iugement & discretion des Prieures, qui en ont tousiours usé sagement. Mais par le 3. Chap. des Constitutions de l'an 1592. à Madrid, de 1593. à Genes, de 1616. à Salamaque, on a osté ces mots : *Pourueu que ce*

ne soit pour affaires de l'ame. De sorte que si vne Religieuse a besoin de communiquer hors la Confession, à quelque personne capable, pour sa conscience & conduite interieure, il ne le faut plus esperer; car les obliger à n'en pouuoir parler, qu'en la presence d'une Tierce, ou leur dénier, c'est mesme chose.

Plus par les Constitutions faites pour les Peres Carmes, confirmées par le Pape Clement VIII. le 19. Feurier 1592. parmy lesquelles il y a plusieurs choses touchant les Religieuses. En la seconde partie au Chap. 4. qui est de la maniere qu'il faut garder en visitant & confessant les Religieuses, & parlant à elles, il est dit au 14. article : *Que les Religieuses ne parlent à personne sans voile, si ce n'est à Pere, Mere, ou Sœur. Les Freres en sont tout à fait exclus.*

Constitutio
nouuelles.

*Neminem
Religiosorum
aut secula-
rium sine ve-
lo alloquan-
tur, sine licen-
tia Diffinito-
rij in scriptis
seruanda in
area trium
clauium, nisi
fuerit Pater,
Mater, aut
Soror, aut
Visitator.*

Et quant aux cas qui peuvent estre

aussi iustes que ceux-là, auxquels la Prieure a pouuoir de faire ouurir la grille, les Constitutions des Peres Carmes de l'an 1590. Chapit. 8. §. 8. ordonnent que *pour declarer quels cas sont aussi iustes, cela est reserué au Conseil de l'Ordre*, composé du General, & six Definiteurs, lequel reside tantost en vn Conuent, tantost en vn autre: ainsi les Prieures sôt priuées de cette honneste liberté, l'usage de laquelle a tousiours esté fort moderé, mais tres vtile, & de grande edificatió en plusieurs occasions, de forte que, s'il suruient quelque personne inopinée de tres-grande cósideratió, & d'un cas non preueu, auquel seló le sens & l'esprit de S^{te} Tere-se, il soit iuste d'ouurir la grille, il faudra auoir cógé du Cónseil de l'Ordre, qui sera possible à cinquánte lieuës de là, c'est à dire le refuser tout à fait: l'ódira peut estre que ce Conseil speci-

fiera tous les cas, & fera vn reglement general pour cét article, qui seruira de loy; mais outre que c'est tousiours oster la liberté aux Prieures, & qu'il peut arriuer des cas non preueuz, ausquels elles auront les mains liées, ce reglement ne paroist point encores, & cette prohibition les tient tousiours gésnées & sans éclaircissement.

La rigueur & captiuité est encore aussi grâde pour la S^{te} Communion, pour laquelle les Constitutions anciennes au Cha. 6. ordónent certains iours & festes, ausquelles toutes les Religieuses sont obligées de cômunier, & pour les autres iours ausquels elles aurót deuotiô, cela est remis entieremét à la permissiô de la Prieure, sans laquelle les Sœurs ne peuuent communier hors les iours designez.

Au contraire les Constitutions de l'an 1616. chap. 5. art. 5. & 6. portent

Constitutio^s
anciennes.

Constitutio^s
nouuelles.

ces mots. On ne doit en aucun cas communier plus de deux fois la semaine, & si quelque Religieuse pour causes particulières fort graues & vrgentes a deuotion de communier plus que ces deux fois, il faut que ce soit avec licence expresse de nostre Pere General, auquel nous enchargeons de la donner fort rarement. Celles à qui Dieu a donné vne grande deuotion vers ce tres-sainct Sacrement, ce pain viuant, cette vie de nos ames, auront vn vif ressentimēt d'vne si dure priuation, à laquelle cēt article les reduit.

Tous ces changemens mettent les Religieuses en vne miserable condition. Que les Prieures, ou ne soient pas estimées capables, ou que l'on ne se fie pas à elles de iuger dans leur Monastere, quelle des Sœurs sera bonne pour la charge de Portiere ou Sacristaine, quelle pour estre Tierce, quand il sera à propos de

permettre à vne Sœur de communier, en quels cas il est iuste d'ouurer la grille, qu'elles n'ayent pas le pouuoir de faire venir & parler aux Sœurs des Confesseurs extraordinaires, suiuant le Concile & les Constitutions, que l'on ne puisse plus parler sans Tierce pour les affaires de l'ame hors la Confession, que l'on n'ose plus ouurer la grille aux Freres, & tous les autres articles qui suivent de mesme stile, partie aux Constitutions d'Espagne, partie en celles d'Italie & de Fládres, partie mesme dás les Constitutiós des Peres, dans lesquelles y ayant, comme i'ay dit, plusieurs choses concernant la conduite des Religieuses, elles viuent en cét estat, de ne pouuoir sçauoir les loix de leur propre gouuernement, puis qu'elles ne sont pas toutes dans leurs Constitutions.

Quand ie considere d'un costé la dureté de ces changemens & d'un

ces mots. On ne doit en aucun cas communier plus de deux fois la semaine, & si quelque Religieuse pour causes particulières fort graues & vrgentes a deuotion de communier plus que ces deux fois, il faut que ce soit avec licence expresse de nostre Pere General, auquel nous enchargeons de la donner fort rarement. Celles à qui Dieu a donné vne grande deuotion vers ce tres-sainct Sacrement, ce pain viuant, cette vie de nos ames, auront vn vif ressentimēt d'vne si dure priuation, à laquelle cēt article les reduit.

Tous ces changemens mettent les Religieuses en vne miserable condition. Que les Prieures, ou ne soient pas estimées capables, ou que l'on ne se fie pas à elles de iuger dans leur Monastere, quelle des Sœurs sera bonne pour la charge de Portiere ou Sacristaine, quelle pour estre Tierce, quand il sera à propos de

permettre à vne Sœur de communier, en quels cas il est iuste d'ouurer la grille, qu'elles n'ayent pas le pouuoir de faire venir & parler aux Sœurs des Confesseurs extraordinaires, suiuant le Concile & les Constitutions, que l'on ne puisse plus parler sans Tierce pour les affaires de l'ame hors la Confession, que l'on n'ose plus ouurer la grille aux Freres, & tous les autres articles qui suiuent de mesme stile, partie aux Constitutions d'Espagne, partie en celles d'Italie & de Flâdres, partie mesme dâs les Constitutiôs des Peres, dans lesquelles y ayant, comme i'ay dit, plusieurs choses concernant la conduite des Religieuses, elles viuent en cét estat, de ne pouuoir sçauoir les loix de leur propre gouuernement, puis qu'elles ne sont pas toutes dans leurs Constitutions.

Quand ie considere d'un costé la durté de ces changemens & d'un

autre ; que le Pere Prouincial de Flandres enuoyant aux Prieures qui sont sous sa charge les nouuelles Constitutions de l'an 1621. & leur mandant qu'elles brussent les anciennes, dit que ces nouuelles sont plus fauorables que les anciènes, ie ne le puis entédre, & ne sçay à quoy appliquer cette faueur, si ce n'est à la relasche que les mesmes Cōstitutiōs nouuelles ont apporté en deux articles, l'vn est le Chap. 8. auquel elles ont permis l'vsage du beurre és ieufnes de l'Eglise, & aux Vendredis. L'autre le 6. Article du 11. Chapitre, duquel elles ont osté les neuf premieres lignes, & retranché de beaucoup l'vsage des disciplines. C'est possible le prix de la liberté des Religieuses qui leur est ostée par les mesmes Constitutions, adoucissant avec le beurre l'amertume de cét asseruissement. Mais il est en vne par-

tie trop sensible , & la souuenance
des grands biens spirituels prouenā
de l'vſage de cette liberté au choix
des Confesseurs, en rend la perte in-
ſupportable à celles qui deſirant l'eſ-
prit de S. Tereſe, ne ſe peuuent per-
ſuader d'y pouuoir paruenir par au-
tre voye que par celle qu'elle meſ-
me a ordonnée. Ainſi ie conclus ce
Chapitre, auquel i'eſtime auoir iu-
ſtifié clairement ce que l'auois à mon-
ſtrer : qu'il n'y a point d'ordonnan-
ce, ny de ſaincte Tereſe, ny du Pa-
pe, qui commande que les Religieu-
ſes Carmelines ſoient ſouz la con-
duite & viſite des Peres Carmes.

Que les premieres Conſtitutions
de l'Ordre ont eſté conſeruées en-
tieres en la Frâce, mais alterées hors
de la France és plus importants arti-
cles, & que les Superieurs de la Fran-
ce ont eſté tres-ſoigneux obſerua-
teurs de l'eſprit & maniere de con-

duite de Sainte Tereſe. Ce qui confirme dauantage leur eſtabliſſemēt, apprēd à rendre aux decrets du ſainct Siege, l'honneur qui leur eſt deu, & que les deſſeins formez pour les renuerſer, ne ſont pas de Dieu, comme nous le verrons encores plus manifeſtement par le diſcours des troubles excitez cōtre ce gouuernemēt.

Des troubles excitez & entrepriſes faites ſur le gouuernement de l'Ordre des Religieuſes Carmelines, contre ce qui a eſté ordonné par nos SS. Peres les Papes; & premierement du Monaftere de Morlaix au Dioceſe de Treguier, en la baſſe Bretagne.

CHAPITRE VIII.



L'Ordre des Religieuſes Carmelines ayant eſté eſtably en France, la bonne odeur & edification qu'il a donné,
l'a

l'a fait desirer en plusieurs Prouinces & Villes du Royaume. Il fut mis à Tours en l'an 1608. & de là par la proximité il passa aysément en Bretagne, fut estably à Nantes, & desiré à Morlaix par plusieurs filles de bon lieu & deuotes, inspirées de se rendre Religieuses en cet Ordre, & d'en procurer vn Monastere en ce lieu-là. Pour y paruenir elles demanderēt au Corps de ville à Morlaix la permission de s'establir es maisons, iardins & fráchises qui sont prés & à l'entour del'Eglise nostre Dame de la Fontaine aux fauxbourgs de la ville, dās le diocese de Treguier: Ce qui leur fut accordé par Acte du 17. May 1611. On ne dira pas que ce dessein regardast les Carmes, pource qu'ils n'estoient pas encore establis en la France, & n'en eurent la permission qu'au mois de Iuillet ensuiuant, & pour Paris & Lyon seule-

tira pardeuers les Peres Carmes Deschauffez de Paris, enuiron la fin del'année 1617. & les pria d'accepter ce Monastere: à quoy elle ne trouua pas tant de difficulté, de sorte qu'encores qu'ils n'eussent aucun pouuoir, entreprenans sur ce qui auoit esté ordonné par N. S. Pere le Pape pour le Corps de cét Ordre en la Frâce, ils enuoyerét quelques vns de leurs Religieux à Morlaix, pour cét establissémét, ainsi que i'apprens d'un Acte de l'assemblée de la Mai-
 son de Ville de Morlaix, du 8. Ian-
 uier 1618. par lequel les Peres Carmes presens en la ville, se font accorder pour eux & les Filles deuotes par le Corps des habitans en leur assemblée, les ornemens, meubles & vstenciles de l'Eglise de nostre Dame de la Fontaine, & yne somme d'argent du reuenue de cette Eglise, pour y celebrer le Seruice Diuin, s'y

B

accômoder, & faire les reparations qu'il conuenoit commencer aux fins de cét establisement. Ce sont les mesmes mots de l'Acte, & par Sentence du Bailly de Morlaix du 1. Octobre ensuiuant, les locataires des Maisons appartenantes à la dite Eglise, sont condamnez de vuidier.

Toutes ces choses se faisoient par entreprise & sans permission: mais les Religieux prenans de là suiet de demeurer en la ville, conuersent avec les habitans, s'insinuent dans les esprits, & attirent aisément l'affection de plusieurs personnes; en sorte qu'apres auoir disposé les affaires & les volonteiz des habitans, en la maniere qu'ils croyoient suffisante pour s'establiir, (sans en auoir d'auantage de permission qu'auparuant) sur la fin de l'an 1619. vn de

leurs Religieux alla en Flandres ; & sans passeport ny permission du Roy amena trois Religieuses, passa par la France, & peu de iours avant Noël arriua avec les Religieuses à Morlaix pour establir ce Monastere. Monsieur l'Euesque de Treguier ayant eu aduis de ce voyage , & que sans sa permission l'on vouloit establir vn Monastere de Religieuses Carmelines en son Diocese, sous la conduite des Peres Carmes; contre & au preiudice des Lettres que le Roy luy auoit escrites dés le 20. iour de May precedent, par lesquelles il luy mandoit qu'il auoit permis l'establissement de ce Monastere, pourueu qu'il fust conforme aux autres Monasteres de France ; depescha l'vn des siens à Morlaix, donnant aduis aux Officiers de sa Majesté que cét establissement estoit contre la volonté de

sa Majesté, & la sienne. Cét auidis arresta le cours de la pretétion de ces Peres, mais n'empescha pas que les Religieux & les Religieuses ne demeurassent en la ville, à la faueur des amis qu'ils y auoient acquis, & sous la protestation qu'ils faisoient qu'ils n'entendoient point s'y establiir, sinon en faisant apparoir de la volonté du Roy, des Bulles du Pape, & de la permission de l'Euesque. C'est ce qui est porté par les Lettres des Officiers du Roy, & du mesme Religieux qui auoit amené les Religieuses, escrites à Monsieur de Treguier, les 21. & 22. du mesme mois de Decembre 1619. & par leur declaration portée par l'Acte de l'assemblée de ville, du 30. ensuiuant.

Ces promesses & declarations specieuses les ont maintenus lóg téps, & leur ont donné vne si grande esperance d'y demeurer, & des'acquerir

eux mesmes quelque droict, qu'ils s'opposerent en la Cour de Parlement de Rennes à l'enregistrement des Lettres Patentes données par le Roy sur le Bref du 17. Avril 1614. mentionné cy deuant en la pag. 40. en laquelle Cour il y eut plusieurs lógues & penibles poursuites, & des appellations comme d'abus interiectées à la faueur de ces Peres: & en fin intervint Arrest le 30. Iuin 1620. par lequel *sur les appellations cōme d'abus les parties furent mises hors de Cour & de procès, & sur les oppositions & interventions, ordonné qu'elles se pourroient où, & ainsi qu'elles verroient estre à faire.* Par cet Arrest le Bref, du Pape & le pouuoir contenu par iceluy est confirmé, & jugé qu'il n'y a nul abus: mais pour le regard des empeschemens formez à l'exécution, estant chose Ecclesiastique & spirituelle, la Cour n'y

voulut pas toucher, attendât que sa Sainteté en ordonnast : Mais cependant le droit & l'autorité du Visiteur & des Supérieurs ordinaires, demeure en sa force ; & cōbien que l'Arrest apportast quelque retardement à l'exécution des Lettres du Roy, cela pourtant ne donnoit aucun droit ny pouuoir aux Religieux, de s'establiir en la ville de Morlaix ny ailleurs ; les Religieux neantmoins faisant profit de l'occasiō pour l'advancemēt de leur dessein, & croyant que le retardement apporté aux Supérieurs ordinaires, estoit leur établissement, continuent leur demeure à Morlaix, comme s'ils y eussent esté asseurez & arrestez : iusques à ce que Monsieur l'Euesque de Treguier, voyant qu'ils exerçoiēt tousiours leurs fonctions, Ecclesiastiques & Religieuses, & sous l'appuy de leurs amys s'establissoient insensi-

insensiblement, sans Commission ny pouuoir, au mespris de son autorité, contre l'Ordre General obserué dans le Royaume, & dans la Prouince mesme, & contre la permission donnée par sa Majesté pour cet establissement particulier, apres leur auoir donné plusieurs delaiuz pour représenter les pouuoirs qu'ils promettoient fournir, sous la seule esperance desquels ils auoient esté tolerez, & qu'ils n'y satisfaisoient point; mais au contraire qu'ils iettoient les fondemens de leur establissement sur la ruine de son autorité, & commençoient à la reuoquer en doute; il fut contraint d'employer la puissance Episcopale pour les faire sortir de son Diocèse: Ce qui leur fut bien ayse, & n'eurent pas plus à faire que de sortir de ce Faux-bourg pour entrer en vn autre en la mesme ville de Mor-

laix, qui est du Diocèse de Leon, dans lequel ils transporterent leur demeure, & celle des Religieuses, continuant par ce moyen le trouble & l'entreprise contre l'Ordre des Religieuses Carmelines de la France, & l'ordonnance Pontificale & Royale. Jetais de propos delibéré les noms des Religieux qui ont esté employez en cette action, & plusieurs particularitez qui s'y sont passées, pour n'en faire durer la memoire plus long temps que la persecution; à laquelle j'espere que le temps & la misericorde de Dieu mettront bien tost la fin, & que ceux qui l'ont excitée y auront regret. Mais d'autant que les Peres Carmes ont publié qu'ils auoient permission du Pape pour establir ce Monastere, & que j'ay dit cy dessus que non seulement ils n'en auoient point, mais aussi qu'il y auoit or-

dré contraire , & du Pape , & du Roy , & mesmes que cette entreprise estoit encore cõtre la volonté de leur propre General, & du Cardinal leur Protecteur : Je rapporteray icy ce qu'ils ont representé pour fonder le pouuoir par eux pretendu pour ce Monastere ; C'est vne coppie de requeste presentée au Pape sous le nõ des Filles de Morlaix, tendant à fin qu'il pleust à sa Sainteté commander au General des Carmes de les receuoir sous son obeïssance, & leur enuoyer des Religieuses pour les enseigner en la Religion. Au bas de laquelle Requeste il n'y a ny decret ny respõse du Pape, ny d'aucun de sa part, mais seulement vne declaration faite par le Pere Dominique de *Iesus Maria*, preposé General des Freres Descalcez , de la Congregation de saint Helie , dattée du 26. Avril

1619. par laquelle il atteste que le 3.
du mesme mois le Pape luy a donné
de viue voix la faculté d'instituer vn
Monastere de Religieuses à Mor-
laix, receuoir ces Filles sous son
obeissance, & leur enuoyer des
Religieuses pour les instruire, & par
le mesme Acte il mande au Prouin-
cial de cét Ordre en France de faire
tout ce qui est à propos pour cette
fondation.

Cette piece est la seule qu'ils ont
iusques icy représentée pour mon-
strer qu'ils auoient pouuoir d'esta-
blir ce Monastere, & ne merite pas
response : car outre que cette ma-
niere est nouuelle & extraordinai-
re, mesmes pour la France, cette
mission n'a preuue que de la bou-
che de ceux qui se disent estre en-
uoyez, & se rendent tesmoignage
à eux mesmes : Ce que nostre Sei-
gneur I E S V S - C H R I S T n'a pas

voulu faire pour soy-mesme. Mais outre cela , ie dis qu'il paroist du contraire; car par lettres de Monsieur le Cardinal Millini leur Protecteur, escrites à Messieurs les Cardinal de la Rochefoucault, & de Rets, toutes deux dattées à Rome le 26. Octobre 1619. il leur mède ces propres termes. *Je n'ay pas manqué de représenter au P. General des Carmes Deschaussez ce qu'il vous a pleu me faire entendre du particulier du Monastere de Morlaix, & est demeuré d'accord avec moy d'ordonner que l'on ne face aucune nouveauté, & que l'õ ne passe point plus avant en cette affaire; comme aussi est l'intention de sa Sainteté qu'il se face.* Ces seules lettres originales iustificient clairement que ce n'estoit point de la volonté du General des Carmes , de Monsieur le Cardinal Millini leur Protecteur, ny du Pape, que lesdits Religieux au mois de

Decembre ensuiuant entreprirent de mener des Religieuses à Morlaix, & y establir vn Monastere, & s'il est raisonnable (comme il l'est certainement) de croire le tesmoignage d'un Cardinal de si grãde reputation, plustost que celuy de la partie mesme en son propre fait; la Cómmissiõ cy dessus mëtionée, outre sa nullité manifeste, est renduë bien suspecte & bien aneantie par ces lettres. C'estoit aussi contre la volonté du Roy; car par ses lettres escrites à Monsieur de Treguier le 20. May 1619. il est porté que sa Majesté a bien agreable l'creation de ce Monastere, pourueu que ce soit aux conditions portées par le Bref du Pape.

Par autres lettres de sa Majesté escrites aux habitans de Morlaix, le 10. iour de l'auier 1620. elle leur ordonne de favoriser l'establissement

du Monastere qui fera fait par Monsieur l'Euesque de Treguier, des Religieuses prises des autres Monasteres du Royaume, & le mande encores plus exprellément par lettres patentes du mois d'Auril ensuiuant.

L'obmets au discours de cette affaire vn grand nombre de particularitez bien remarquables, & rapporte seulement pour euitier la longueur, ce qui est necessaire pour monstrier le trouble excité en cet Ordre, & les entreprises faites sur le gouuernement des Monasteres d'iceluy.

L'ay rapporté cy deuant en la page 46. le trouble fait à tout l'Ordre par la Requeste présentée au Conseil du Roy sous le nom des Religieux pour auoir le gouuernement des Monasteres des Religieuses. Il reste à parler de celuy qui a esté fait par quelques Mona-

stères du mesme Ordre, que ie remets au Chapitre suiuant.

Du trouble excité en l'Ordre par aucunes des Religieuses d'iceluy, & du procesz intenté par elles pardenant le S. Siege Apostolique iusques au iugement rendu par le feu Pape Paul V. d'heureuse memoire.

CHAPITRE IX.

NL n'y a point encores eu d'Ordre en l'Eglise, auquel l'esprit malin n'aye excité des troubles & diuisions, que Dieu permet pour les exercer & esprouuer, pour cribler les esprits, & apprédre à faire iugement des vns & des autres. L'esprit malin se sert ordinairement pour cela des ames zelées en apparence, qui font contenance & demonstration de grande vertu, & ne par-

lent que de zele, de reformation, de Regles & Constitutions. Il y a tousiours, à leur dire, force desordres & déreglemens, & se plaignēt ordinairement de ceux qui ont autorité & creance dans les Ordres. Ces plaintes leur donnent entrée dans les esprits, & se coulant insensiblement sous ces pretextes specieux, infectent les ames vertueuses & simples d'un subtil & secret dégoust des Superieurs : De sorte que l'on s'apperçoit à la fin par le dommage & la cheute des ames, du rauage que ce mal a fait, minant peu à peu le fondement & le rempart de l'obeïssance, qui est la reuerēce enuers ceux à qui elle est due. Mais tout le desordre est en l'amour du sens particulier, & à la difficulté que les ames secretement orgueilleuses ont de soumettre leur jugement. Cela leur fait trouuer à

repandre par tout, par vne tromperie d'autant plus secrette & plus irremediable, qu'elle s'attache à des choses apparentes, & se couure tousiours de zeile & d'obseruance. Mais le plus grand mal est en la peine qu'elles ont à l'obeïssance Religieuse, & si elles ne se fussent point lassées d'obeïr, il n'y auroit point de desordre. Tous les autres Ordres l'ont esprouué; ils scauent tous quels sont les pretextes & les voyes de ces esprits, & cōbien il y a à souffrir d'eux. L'Ordre des Religieuses Carmelines est maintenant à son tour dās cēt exercice. Le pretexte est de demander les Peres Carmes pour Superieurs, & les secrettes menées qui ont esté de long tēps faites pour y paruenir, ont en fin éclaté en cette maniere.

Le vingtiesme iour de May 1620.
fut presentée Requête à Monsieur

le Cardinal de Sourdis, Archeuesque de Bordeaux, par vn petit nombre de Religieuses de deux Conuens de cét Ordre à Bordeaux: sur laquelle, sans ouir les Supérieurs qui estoient en paisible possession de gouuernement de l'Ordre depuis 17. ans, il donna sa Sentence, par laquelle il declara que ces deux Monastetes de Bordeaux estoient soubmis au General des Carmes Deschauffez, & en attendant que ledit General en prist la charge, les prenoit sous sa conduite, direction & iurisdiction.

Enuiron le mesme temps, le 17. Iuillet ensuiuant, les Religieuses du mesme Ordre à Bourges, presentent aussi Requeste à monsieur l'Archeuesque de Bourges qui estoit lors, lequel sur leur Requeste donna sa Sentence, par laquelle, sur ce que lesdites Religieuses luy auoient

dien'auoir point de Visiteur, il ordonna qu'elles se retireroient pardeuers sa Saincteté, & les Supérieurs de leur Ordre, afin de leur estre pourueu de Visiteur, & iusques à ce prit le Conuent sous sa iurisdiction & conduite ; & par autre Sentence du 28. Aoust ensuiuant, il fit defenses tant ausdits Supérieurs qu'au General des Carmes Deschauffez, & autres Peres de cét Ordre, d'entreprédre aucun droict de Superiorité, direction ou administration sur lesdites Religieuses, iusques à ce qu'il eust esté autrement ordonné par nostre Sainct Pere, pardeuers lequel il ordonna aux parties de se pouruoir.

Les Supérieurs ayans eu connoissance de la Sentence donnée par ledit Sieur Cardinal de Sourdis, en interietterent appel par Acte passé pardeuant Maistre Thomas

Gallot Notaire Apostolique à Paris, le 14. Iuillet 1620. sur lequel appel il se pourueurent en Cour de Rome: Et cependant ayant représenté au Roy cette Sentence & appel, & que ledit Sieur Cardinal ne laissoit pas de mettre sa Sentence en execution, Sa Majesté decerna ses lettres patentes sous son grand Sceau, données à Brissac le 16. Aoust, audit an 1620. par lesquelles il permit ausdits Superieurs de signifier ledit Acte d'appel, tant audit Sieur Cardinal de Sourdis, qu'aux Religieuses, & aux Carmes Deschaussez, à tous lesquels sa Majesté fait defenses d'attenter au prejudice dudit appel, ny innouer aucune chose au gouvernement & conduite des Monasteres, voulant qu'ils demeurassent au mesme estat qu'ils estoient lors & auparauant ladite Sentence, iusques à ce qu'au-

trement parties ouïes en eust esté ordonné. Ce qui toutesfois ne seruit de rien : car commel'entreprise estoit faite d'auctorité priuée , l'execution suiuit le mesme stile. De sorte qu'eneores que le Pape mesme eust escrit depuis à mondit sieur le Cardinal de Sourdis pour surseoir l'execution de sa Sentence, ainsi que i'ay appris par les lettres de Monsieur le Cardinal Burghese à Monsieur le Cardinal Bentiuglio, lors Nonce du Pape Paul V. en Frâce, du 13. Septembre 1620. cela n'eut non plus d'effect, & a tousiours passé outre à l'execution nonobstant l'appel, & toutes ces defenses.

En mesme temps que ces choses se passent les Religieuses de Bordeaux deputent vn Procureur pour aller à Rome , nommé Maistre Adrian Smit Prestre Flamand, le-

quel passa par Xaintes & par Bourges, où il y auoit des Conuens du meſme Ordre, eſtablis depuis peu de temps, les Religieules deſquels luy baillerent auſſi leurs procurations: & les Religieules Flamandes que i'ay dit eſtre venuës à Morlaix enuoyerent auſſi leur procuration à Rome à vn Preſtre Eſpagnol, nommé Toriuio de Mançanas, nepueu de la Prieure du Monaftere des Carmelines d'Anuers. Et depuis celles de Limoges enuoyerent auſſi leur procuration audit Maistre Adrian Smit. Toutes leſquelles demandoient d'eſtre ſoubmiſes à la conduite & Superiorité des Peres Carmes Deſchaufſez.

Ce Procureur apres auoir eſté quelque temps à Rome pour decouurir ce qui ſe paſſoit, en fin le iour de ſainct Laurens 10. Aouſt

1620. il presenta sa Requête ou Memorial au Pape prenant qualité de Procureur de toutes les Religieuses Carmelines de France. Par cette Requête il demande la reuocation du Bref qui establit le General del'Oratoire Visiteur des Religieuses de cét Ordre, il dit qu'elles doiuent estre soubmises à l'obedience & gouuernement des Carmes Deschauffez , propose plusieurs choses contre le R. P. de Berule, & conclud en cette maniere.

Conclusion
des Religieu-
ses plaignan-
tes deuant
nostre S. Pe-
re.

Partant, tres-Sainct Pere, les Carmelines Deschauffées du Royaume de France, prosternées aux pieds de vostre Sainteté, la supplient par les entrailles de IESVS-CHRIST, en l'honneur de sa tres-saincte Mere, qu'il luy plaise leur octroyer de viure selon leur premiere Institution, Regles & Constitutions, & les ordonnances de leur bienheureuse Fondatrice, ou à tout le moins
que

que cette cause estant renuoyée à la sacrée Congregation des Reguliers, elles puissent user du droit des Gens, & estre ouïyes en cette affaire.

Voila les propres mots de la Requête, tendant à faire iuger le différend, ou par le Pape mesme, ou qu'il fust renuoyé à la Congregation des Reguliers. Sur cette Requête le Pape Paul V. qui en considéra l'importance, & qu'il estoit question du gouuernemét de tout vn Ordre en la France, voulut en cognoistre par luy mesme en sa propre personne, & non pas la renuoyer à la Congregation des Reguliers. Il commit à cette fin Monsieur le Cardinal Millini Protecteur des Carmes Deschaüsses, & Monsieur le Cardinal de sainte Suzanne pour instruire cette affaire, voir le Bref dont on se plaignoit, ouïr les parties, & luy en faire rap-

port, & fit mettre au dos du Memorial selon la façon de Rome, la responce qui ensuit.

Renuoyé à Messieurs les Cardinaux Millini & sainte Suzanne pour s'en instruire, & en parler à sa Sainteté, & cependant que l'on trouue le Bref.

Il appert de ladite Commission par la coppie dudit Memorial, & responce au dos d'iceluy, & par l'original des lettres de Monsieur le Cardinal de sainte Suzanne, du 24. Aoust 1620. esquelles entre autres choses sont ces mots :

La resolution del negotio dipende d'alla volonta di nostro S. il quale lo ha commesso all' Illustrissimo Signor Cardinale Milini & moy :

Et le Pere Balthasar Iesuite, assistant pour la France près le General de l'Ordre, escriuant à vn de ses amys, dit ces mots :

J'entens que toute cette affaire est és

mains de deux Cardinaux, qui en cette Cour sont en tres-grande reputation de preud'homme & de iustice.

La Requête présentée par ledit Smit fut par l'ordonnance de Messieurs les Cardinaux Commissaires, communiquée au sieur Lorenzo Marcello Docteur és Droicts, & Procureur en Cour de Rome, lequel a occupé en cette cause tant pour le P. de Berule que pour les autres Superieurs, & les Monasteres qui sont demeurez au corps de l'Ordre.

Marcello voyant que par cette Requête ledit Smit prenoit qualité pour toutes les Religieuses Carmelines de France, s'en plaignit, & demanda communication des memoires de plainte, & des procurations dōt ledit Smit estoit porteur, & qu'il eust à reformer sa qualité suiuant ses procurations & pouuoirs

Messieurs les Commissaires trouuerent la demande raisonnable, ordonnerent au Procureur Smit de mettre entre leurs mains lesdites Procurations, & les memoires de plaintes, & autres pieces iustificatiues du contenu en icelles, & coter les difficultez qu'il disoit estre en la Bulle & aux Brefs. A quoy il satisfist à plusieurs & diuerses fois : il communiqua premierement les Procurations des Religieuses de Xaintes, & de Bourges seulement, on le pressa de dire s'il n'en auoit point d'autres, quelques iours apres il en bail la deux autres, l'une de quatre Religieuses du Conuent de saint Ioseph de Bordeaux, l'autre de six Religieuses du Conuent de l'Assomption de la mesme ville, & quelque temps apres il en rapporta vne de celles de Limoges; en fin il dressa sa production avec toutes les for-

mes qu'il mit entre les mains de Monsieur le Cardinal Millini, comme le plus ancien, par les mains duquel ledit Marcello en eut communication. Ladite production consistoit en plusieurs pieces, la premiere desquelles est vn aduertissement & inuentaie contenant les raisons & moyens desdites Religieuses, & l'inductiõ de leurs pieces, dont le tiltre est adressant audit sieur Cardinal Millini en cette maniere.

Aduertissement & inuentaie des Religieuses de Bordeaux & conforrs.

*Tres-Illustre & tres-Reuerend
Seigneur.*

Les Religieuses Carmelines de France tres-humbles oratrices de vostre tres-Illustre Seigneurie, auant que venir à l'expedition de leur cause, vous prient de considerer deux poincts, le premier que ne pretendant sinon la conseruation de leur premier institut & esprit, elles n'ont pas voulu interposer les faueurs

K iij

humaines en vne affaire sacrée, & encores moins auoir recours aux Iuges seculiers. Le second, qu'en tout rescript du Pape il faut plustost auoir égard à l'intention du saint Siege qu'à la lettre, pource que le saint Siege ne veut iamais faire iniure à vne partie contre son sceu & son gré.

Ces choses supposées, elles disent qu'elles ne peuuent ny doiuent pour tout estre excluses du gouvernement des Peres de leur Ordre, & soubmises à perpetuité au General de la Congregation de l'Oratoire en France.

Poinct contesté en la cause, & sur lequel a esté prononcé par le iugement de deux Papes.

Après suit le discours de leurs raisons, consistant principalement en ces Chefs.

Il forme des difficultez sur le pouuoir des trois Superieurs établis par la Bulle de Clement VIII Il dit que le Bref de Paul V. les a reuoquez.

Il dit apres que leur pouuoir ne

s'estendoit que sur le Monastere de Paris, & non sur les autres.

Il soustient que les Carmes Deschauffez doiuent auoir le gouuernement & la Superiorité des Religieuses, tant par ladite Bulle, que par les Cōstitutions de sainte Terese, & les autres moyens qu'il allegue meslez de plusieurs calomnies. Et par tout le discours il fait les inductions des pieces produites en la cause, cottées par les lettres de l'Alphabet, & chacune d'icelles par pages & par distinctions, marquées en forme de paragraphes.

Plus il produit plusieurs depositions d'aucunes Religieuses.

La premiere est du 2. Feurier 1620. signée de cinq Religieuses du Conuent de l'Assomption à Bordeaux. Production
des Reli-
gieuses.

La deuxiesme est du 28. Nouembre 1619. de quatre Religieuses du

Conuent de saint Ioseph à Bordeaux.

La troisieme est du 26. Octobre 1619. signée de sept Religieuses du Conuent dudit Ordre à Xaintes.

La quatrieme du 18. Feurier 1620. est vne addition faite par la Supérieure du Conuent de saint Ioseph de Bordeaux, à sa deposition cy dessus.

La cinquiesme du 20. Feurier 1620. est vne autre addition de deposition faite par la Supérieure du Monastere de Xaintes.

La sixiesme du 26. Feurier 1620. est encores vne autre addition à la troisieme deposition par deux Religieuses dudit Monastere de Xaintes.

Après suit la production contenant les coppies de plusieurs pieces, partie en Latin, & partie en Italien.

A sçauoir vne Procuration portât auoir esté passée par les Religieuses du Conuent de l'Assomption à Bordeaux, le 20. Feurier 1620. & signée de six d'être elles seules.

Plus vne autre procuración qui porte auoir esté passée par les Religieuses du Conuent de saint Ioseph à Bordeaux ledit iour 20. Feurier 1620. & signée de quatre seulement.

Plus vne autre Procuration aussi en Latin, & rapportée auoir esté passée à Xaintes le 26. Feurier 1620. signée de six Religieuses, au mesme Procureur, & à mesme fin.

Plus vne autre Procuration aussi en Latin rapportée auoir esté passée le 19. Iuillet 1620. à Bourges & signée de sept Religieuses, donnât pouuoir à Maistre Adrian Smit Prestre, Docteur en Theologie, pour aller à Rome poursuiure par-

deuant la Saincteté l'enterinement
de leur Requête, & que leurs con-
clusions y inferées leurs soient ac-
cordées.

Plus la Bulle de Clement VIII.
de l'an 1603.

Les Sentences de Monsieur le
Cardinal de Sourdis & de Monsieur
Fremyot Archeuesque de Bourges,
du 20. May, & 17. Iuillet 1620.

Les Constitutions & le liure des
fondations de sainte Terese.

Plus quatre extraicts de diuerſes
lettres miſſiues d'un des Superieurs
del'Ordre.

Plus vn extraict des Constitu-
tions del'Ordre, imprimées à Dole
chez Anthoine Dominique, l'an
1616.

Plus cinq extraicts de diuerſes
miſſiues de trois Religieuses de
l'Ordre.

Plus vn autre extraict d'une lettre

missive d'un autre des Superieurs.

Plus vne formule de deuotion & offrande, en forme de vœu à nostre Seigneur IESVS-CHRIST, & à la glorieuse Vierge Marie sa Mere.

Voila ce que contient la Production faite par Maistre Adrian Smit, Procureur de ce petit nombre de Religieuses, qui prenoit neantmoins qualité pour tout l'Ordre.

Lorenzo Marcello ayant eu communication de cette Production; fit remarquer à Messieurs les Cardinaux Commissaires, le petit nombre duquel ledit Smit estoit Procureur, & des Conuens les plus petits & les derniers fondez, mesmes qu'ès Monasteres dont il se disoit Procureur, il y auoit plusieurs Religieuses qui demeuroient fermes en l'obeyssance des Superieurs, qu'il y auoit vingt Monasteres qui ne demandoient point de changement,

& s'oppofoient fortement à cette Requeſte, auſquels il y auoit plus de trois cens cinquante Religieufes, ſans comprendre celles qui aux Conuens ſeparez n'adheroient pas à celles qui ſe ſeparoient.

Et pour l'inſtruction du procez il produiſit ſes reſponces aux moyens des demanderelles, avec la Bulle de 1603. & les Breſs de 1614. & 1620. contenant l'eſtabliſſement de l'Ordre, & le pouuoir du Viſiteur & des Superieurs d'iceluy mentionnés cy deuant aux premier & cinqieſme Chapitre.

Plus la Bulle de l'erection & inſtitution de la Congregation d'Italie, ou ſainct Helie des Carmes Deſchauffez, du 13. iour de Nouembre 1600. rapportée cy deſſus page 26.

Plus vn Acte paſſé à Paris le 2. Feurier 1611. dont il eſt parlé cy deſſus

lus en la page 29. & 30. & quelques autres pieces.

Monsieur le Cardinal Millini communiqua audit Smit la response dudit Marcello, à laquelle il replica & informa plusieurs fois Messieurs les Cardinaux de ses raisons, & avec luy sollicitoient ledit Toriuio de Mançanas, & le Procureur General des Carmes Deschaufsez à Rome, lequel n'a rien oublié en la poursuite de cette affaire, ainsi qu'il le tesmoigne luy mesme par vne lettre écrite de Rome à vne Religieuse de Bordeaux, dattée du 27. Feurier 1621. Signée, *Vostre indigne seruiteur, Frere Sebastien de S. François Procureur General*: par laquelle entre autres choses il dit : *Pour ce qui concerne mon particulier, elle me trouuera tousiours disposé à tout ce qui sera de sa cōsolation & service; ce que ie luy tesmoigneray par effect, pouruoyãt*

à Monsieur Smit de l'argent autant qu'il en aura besoin ainsi qu'elle le desire. Et peu apres: l'auray soin que rien de necessaire ne luy defaille: iusques icy les affaires qui concernent vos RR. semblent marcher d'assez bon pied, & promettre assez bon succez. Je n'y espargne rien du mien pour tout le soin & diligence que i'y puis apporter. Je puis presenter encores d'autres lettres des Peres demeurans lors à Paris, lesquelles ie supprime pour l'amour d'eux, sçachât bien qu'ils y ont plus trauaillé par l'autorité des Supérieurs qu'ils auoient lors, que par leur propre inclination, ioint qu'il suffit de voir tout le corps de leur Ordre en la personne de son Procureur General, employé à la sollicitation de cette affaire, pour croire que les particuliers n'y ont rien oublié.

En fin les parties ayant escrit &

produict tout ce que bon leur a
semble, & Messieurs les Cardinaux
Commissaires estant pleinement
informez : Le 12. iour d'Octobre
1620. le Pape Paul V. estant en
Consistoire, ils luy firent le rapport
de l'instance, Monsieur le Cardi-
nal Millini, comme le plus ancien,
portant la parole, en presence de
Monsieur le Cardinal de Sainte
Suzanne ; & sa Sainteté ayant oüy
leur rapport & les aduis, prononça
son Arrest, & ordonna que le Bref
donné au General de l'Oratoire se-
roit obserué, qu'il ne seroit rien in-
noué au gouvernement & à la con-
duite des Religieuses ; enioignant
aux Religieuses d'obeïr au Pere de
Berule, & aux deux autres comme
leurs Superieurs. Commanda à Mõ-
sieur le Cardinal Millini de le dire
de sa part au General des Carmes,
& audit Smit, & qu'on l'escriuist à

Monfieur le Nonce en Frâce, pour le faire entendre à tous les Monafteres de cét Ordre. Et fur ce, Monfieur le Cardinal Burghefe en efcrit à Monfieur le Cardinal Bentiuele lors Nonce de fa Saincteté en ce Royaume, par les lettres du 17. Octobre 1620. dont la coppie en ce qui regarde ce fait, collationnée & attestée par ledit Sieur Cardinal Bentiuele, sous son feing, & de son Auditeur, sous son sceau, & pardeuant Maistre Thomas Gallot

I Notaire Apostolique, est transcrite à la fin de ce discours, par lesquelles lettres il appert du iugement rendu par ledit feu Pape Paul V. outre ce qui en est rapporté par l'Arrest donné sur le mefme differend par fa Saincteté à present feant du 20. Mars 1621.


Il en appert encores par l'original des lettres que ledit Sieur Cardinal Burghese

Burghese en escriuit au sieur du Val le mesme iour 17. Octobre 1620. (aussi trāsrites cy apres) pour res-
 ponse à celles que ledit sieur du Val
 en auoit escrites à sa Saincteté com-
 me vne partie à son Iuge: mais les
 diuers incidens formez apres ce iu-
 gement prononcé, pour en empes-
 chier l'expedition, ou pour le rendre
 inutile, trainerent l'affaire iusques
 au deceds du Pape Paul V. de sorte
 que le sceau ou Anneau du Pes-
 cheur n'y peut estre apposé, & fallut
 solliciter tout de nouueau l'audien-
 ce & le rapport du procez, ainsi que
 ie diray au Chapitre suiuant:

L

Des empeschemens formez à l'expedition du iugement donné par le Pape Paul V. de son deceds, election de nostre Sainct Pere Gregoire XV. & du iugement par luy rendu en ceste cause.

CHAPITRE X.

E iugemēt ainsi donné, & l'aduis d'iceluy enuoyé à Monsieur le Cardinal Bentiuole, Nonce de la Saincteté, faisoit croire queles differends seroient arrestez, queles Religieuses separées sereüniroient en l'obeïssance de leurs Superieurs, & queles Peres Carmes cesseroient leurs poursuites : de fait lesdits Peres en ayant eu aduis firent contenance de grande ioye, disans qu'ils estoient bien cyfes que le Pape

l'auoit iugé, & qu'ils en estoient deschargez, qu'ils auoient poursuiuy cette affaire croyant y estre obligez : mais puis que le Pape l'auoit iugé autrement, qu'ils receuoient vne tres-bonne nouuelle. Je l'ay ainsi appris de la bouche de Monsieur le Cardinal Bentiuole, lequel me dit en outre qu'ils luy auoient dit qu'aucuns d'eux auoient esté d'aduis qu'on en chantast vn *Te Deum*. Toutesfois cette ioye ne dura gueres, car il ne passa pas deux iours qu'ils commencerent à changer de langage, & dire que ce iugement n'estoit rien, que c'estoit vne simple declaration verbale de sa Sainteté, & qu'il ne seroit rien deliuré par escrit. Ce changement venoit vray-semblablement d'un aduis à eux donné par leurs Peres de Rome, où sous vne couleur specieuse on essaya d'aneantir ce iuge-

mēt, disant que puis que sa Saincteté auoit declaré son intention, il n'y auroit plus de differend, que cela suffisoit, & qu'il n'estoit pas besoin de dauantage.

Mais le sieur Marcello remonstra pour les Superieurs que cette controuerse ayant esté meüe depuis les Brefs, qu'il y auoit eu deux Sentences prononcées en France contre lesdits Brefs, qu'en la Cour de Parlement de Rennes il y auoit eu opposition à l'execution du Bref confirmé par le Bref dernier, & que ladite Cour par son Arrest auoit renuoyé les parties pour se pouruoir où elles verroient bon estre: en fin que la resolution de sa Saincteté ne pouuoit estre efficace, s'il n'y en auoit vne expedition authentique. Ce qu'ayant esté représenté à sa Saincteté par Messieurs les Cardinaux deputez, elle ordonna que l'on en fist vn Bref, & com-

manda à Monsieur le Cardinal de sainte Susanne Prefect de la Secretairerie des Brefs, & l'un des Commissaires, de l'expedier.

Mais voicy aussitost deux nouvelles difficultez excitées par le sieur Smit avec les Carmes Deschaussez, qui tendoient tousiours à mesme dessein de rendre ce iugement inutile. La premiere fut pour empêcher que dans le Bref l'on ne fist aucune mention de toute cette contestation, disant que cela donneroit vne note aux Religieux & Religieuses, & à ceux qui auoient attenté contre les Brefs: mais en effet la difficulté se faisoit pour auoir pretexte de dire en France que le Bref estoit subreptice, & donné sans auoir ouïy les parties, & prendre vn moyen pour couvrir la desobeyssance. C'est pourquoy il fallut encores recourir à sa Sainteté, la-

quelle se souuenant de tout ce qui
 s'estoit passé en cette affaire, & que
 c'estoit la verité qu'elle l'auoit iugé
 sur le rapport que luy en auoient
 fait Messieurs les Cardinaux Com-
 missaires, qui en auoient esté pleine-
 ment informez, oüy les raisons, &
 veu les productions des parties, or-
 donna que dans le Bref la conte-
 station fust mentionnée. Cela est
 clairement verifié par la lettre
 que feu Monsieur le Cardinal de
 Bonzy prit la peine de m'en escrire,
 apres en auoir parlé à sa Sainte-
 té. l'estime que ceux qui liront
 cecy trouueront bien estranges tou-
 tes ces fuites : mais Dieu a permis
 que cela se passast en cette maniere
 pour affermir dauantage la verité
 des choses, & elider les subterfuges
 & exceptions que l'on meditoit,
 pour s'opposer à ce iugement, &
 chercher couleur pour dire que

les parties n'auoient pas esté oüyes,
 veu mesmes que nonobstant que
 la verité paroisse en tant de manie-
 res, ou ne laisse pas de le dire. Voi-
 cy la teneur des lettres de ce bon
 Cardinal. *Je ne feray longue responce
 à la lettre qu'il vous a pleu m'escrire du
 second Decembre, sçachant que l'on
 vous escrit particulierement tout ce qui
 s'est passé touchant les Religieuses Car-
 melines, pour lesquelles i'ay parlé à sa
 Saincteté, comme ie croy vous auoir
 desia escrit, sa Saincteté m'ayant accor-
 dé qu'il estoit raisonnable & conforme
 à la Iustice que le Bref fist mention du
 differend qui auoit esté pour le regard
 du gouuernement desdites Religieuses,
 entre les Peres dudit Ordre, & les Su-
 perieurs desdites Religieuses, afin qu'il
 paroisse que ledit differend a esté deci-
 dé par sadite Saincteté avec connoissan-
 ce de cause. I'en ay parlé depuis avec
 Messieurs les Cardinaux deputez, les-*

quels ne manqueront d'exprimer suffisamment tout ce qui est necessaire pour fermer la bouche aux Religieux dudit Ordre, & M^osieur le Cardinal Milini commandera de la part de la Saincteté comme Protecteur du mesme Ordre ausdits Religieux, par le moyen de leur General, d'acquiescer à la volonté de sadite Saincteté, &c. Et au dessous, Vostre tres-affectiōné à vous faire service, I. Cardinal de Bonzy. Et à costé, le 1. Iannier 1621.

L'autre difficulté formée par le-dit Smit fut en suite de ce qu'il auoit proposé en ses escritures au procez, tendant tousiours à tenir l'expédition du Bref en longueur, ce qui fut en cette sorte.

Il auoit mis en auant que le pouoir des trois Superieurs establis par la Bulle de Clemēt VIII. estoit reuoqué par les Brefs qui constituēt le General de l'Oratoire Superieur

& Visiteur. Il disoit encores que les trois Superieurs en vertu de la Bulle de Clement VIII. n'auoient pouuoir que sur le Conuent de Paris, & qu'ils auoient excédé leur pouuoir, exerçant leur Iurisdiction sur les autres. Or comme ce poinct estoit de grande consequence, & importoit de beaucoup au repos des Religieuses, il fallut informer de nouveau Messieurs les Cardinaux, & par escrit & de viue voix, pour leur faire connoistre le peu de fondement qu'il y auoit en cette subtilité, & que pour oster à l'aduenir tout subiect de trouble parmy les Religieuses, il estoit necessaire de declarer en quelque maniere le pouuoir desdits trois Superieurs, afin que tout le monde conneust qu'il n'estoit ny reuoqué, ny reduit au seul Conuent de Paris, mais qu'il s'estendoit par tout l'Ordre; ce que

Messieurs les Commissaires représenterent à sa Sainteté, laquelle ordonna qu'il fust ainsi fait.

Toutes ces difficultez estant résolues avec tant de cōtestations, qu'il s'y passa trois mois de temps apres la resolution principale de l'affaire prise le 12. d'Octobre, la minute du Bref fut dressée & arrestée: & comme l'on le mettoit en forme, sa Sainteté tomba malade si grièvement qu'on ne luy parla plus d'affaire, & en fin deceda le 28. Janvier 1621. tellement que le Bref ne peut estre seellé de l'Anneau du Pescheur, qui est ce qui luy donne auctorité; & ainsi la resolution & le iugemēt de ce grand Pape ne peut estre mise en execution. Cette mort releua l'esperance du sieur Smit, & des Carmes Deschaussez, se promettans qu'au changemēt du Souverain Pontife de l'Eglise ils pour-

roient obtenir vne resolution contraire à la precedente, veu que le Bref n'estoit pas expédié, & que l'expedition dependroit absolument de celuy qui succederoit au Saint Siege.

Gregoire quinziésme ayant esté esleu, & couronné le 26. Feurier 1621. luy fut presétée vne Requête de la part des Superieurs & des Monasteres vnis sous leur obeïssance, par laquelle luy exposant l'estat de l'affaire, & la resolutiõ prise par son predecesseur sur le rapport que luy en auoient fait Messieurs les Cardinaux Millini & Sainte Suzanne, on le supplia de commander à Messieurs les Commissaires de luy en faire derechef rapport, afin d'y interposer son iugement, & terminer ce procez. Sa Saincteté ayant égard à cette Requête, ordonna à Messieurs les Cardinaux de luy faire

le rapport de cette instance, & sur iceluy elle prononça son Arrest, par lequel se conformant au iugement du Pape Paul V. son predecesseur, elle cōfirma le pouuoir du Visiteur & des Superieurs de cēt Ordre, cōmāda aux Religieuses de leur obeir, fit defences aux Peres Carmes d'y contreuenir, & ordonna que le Bref en fust expedié cōme il est rapporté cy apres. Pendant que les affaires se passent en cette maniere, le sieur Smit Procureur des demandresses, & les Peres Carmes s'aduiserēt d'un nouuel artifice, & presenterent vne Requête au Pape, faisant fort simplement mention d'un differēd des Religieuses Carmelines, avec le General de l'Oratoire, sans exprimer ny les Cardinaux deputez, ny la resolution prise sur l'affaire, demandant que l'affaire fust mise à la Congregation des Reguliers: & sur cet-

te Requête ils trouuerent moyen d'obtenir par surprise vn renuoy à la Congregation.

Le Procureur des Superieurs & des Monasteres vnis en leur obeissance, ayant aduis de cette surprise, eut communication de la Requête dudit sieur Smit, & en presenta vne autre, en laquelle il insera l'autre de mot à mot, & le rescrit de sa Saincteté mis sur icelle, contenant le renuoy à la Congregation des Reguliers, remontrant à sa Saincteté que cette affaire estoit terminée, qu'elle en auoit prononcé l'Arrest, & ne restoit que l'expedition du Bref, suppliant sa Saincteté que nonobstant la susdite remise à la Congregation des Reguliers, il luy pleust commander que le Bref fust expédié. Surquoy sa Saincteté se remettant facilement en memoire le iugement

qu'elle auoit rendu en cette cause, pource qu'il n'y auoit pas long temps, ordonna par son rescript mis sur cette Requête, que le Bref fust expédié, comme il a esté du 20. iour de Mars 1621. Voicy les termes auxquels il parle par sondit Bref, rapportant & attestât le iugement donné par le feu Pape son predecesseur, & y adioustant le sien.

Le Pape par son Bref repete ce que le Pape Paul V. auoit ordonné, & en dit autant sur le mesme rapport.

Ledit PAVL ayant esté informé de ce qui estoit allegué par les Religieuses en leur faueur, & des droicts pretendus par lesdits Religieux, selon que les choses ont esté exposées par le Procureur d'icelles, & deduites pardeuant nos bien-amez fils les Cardinaux, lesquels il auoit commis pour oüyr l'affaire, & luy en faire le rapport, & ledit rapport à luy fait il auoit ordonné que lesdites lettres seroient obseruées en la forme & maniere cy apres mentionnée: mais son deceds estant suruenü, les lettres n'en auoient

pas esté expediées. Nous &c. ayant
 aussi esté informé en la maniere cy
 dessus dite de routes & chacunes les cho-
 ses susdites alleguées & pretenduës, cō-
 me dit est: Nous approuuons & confir-
 mons par ces presentes les susdites let-
 tres, & toutes & chacunes les choses
 contenues en icelles. Commandons en
 vertu de la sainte obeyssance aux Reli-
 gieux, & à toutes & chacunes les Ab-
 beses, ou Prieures & Religieuses Des-
 chauffées dudit Ordre, qu'ils n'ayent
 à oser ou presumer venir en quelque sor-
 te que ce soit contre le contenu ausdites
 lettres: mais au contraire que toutes &
 chacunes lesdites Abbesses ou Prieures
 & Religieuses, obeyssent & entendent
 selon le contenu ausdites lettres, audit
 Pierre, present Superieur General de
 ladite Congregation de l'Oratoire, &
 à ses successeurs en ladite charge, &
 aux deux autres susdits, comme à leurs
 Superieurs. Et par le moyen de cette

Ces lettres
 qu'il approu-
 ue, c'est le
 Bref prece-
 dent conte-
 nant le pou-
 uoir du Visi-
 teur, sur le-
 quel estoit
 formée la
 contestation
 du procez.

expedition, l'affaire fut terminée,
& la surprise du renuoy à ladite
Congregation réparée.

*Diuers empeschemens formez à la de-
liurance du Bref, moyens pratiquez
tant à Rome qu'en France pour l'a-
neantir, & pour en empescher l'e-
xecution.*

CHAPITRE XI.

LE Bref de la Saincteté
contenant le iugement
du procez ayant esté ex-
pedié, ne fut pas deliuré
aux parties, ainsi qu'il est accoustu-
mé, d'autât que ledit Smit & les PP.
Carmes faisoient entédre à la Sain-
cteté, que le Roy n'auoit pas ag-
greable la poursuite desdits Supe-
rieurs & Monasteres, & qu'il ne se-
roit point executé en France: Mais
la Saincteté voulant pouruoir à la
dignité

dignité du Sainct Siege, & que l'on ne dist pas que son Bref fust extorqué ou surpris, comanda pour plus grande assurance qu'il fust mis es mains de Monsieur Corsino Archevesque de Tharse, lequel elle enuoyoit son Nonce en France, afin qu'il informast sa Majesté de la iustice d'iceluy, & de l'ordre tenu en l'expedition de cette cause, le deliurast avec son consentement, & sceust si en cas d'opposition sa Majesté auroit agreable d'employer son auctorité pour le faire executer : mais les parties aduerses se voyant condamnées firent tous efforts pour empescher qu'il ne fust deliuré & executé.

Premierement Monsieur le Cardinal de Sourdis qui arriua en mesme temps à Rome, sçachant que le Bref estoit deliuré à Monsieur le Nonce, & qu'il estoit party, fit tant

M

enuers M^r le Cardinal Ludouifio, qu'il obtint de luy vne lettre du 3. May 1621. adressante à mondit sieur le Nôce, à ce qu'il ne deliurast point encores le Bref iusques à ce qu'il eüst autre commandement de sa Saincteté.

Le Procureur des Superieurs ayant eu aduis de cette surseance, en fit plainte à sa Saincteté le premier de Iuillet 1621. luy representant cōme l'affaire auoit esté longuement debatüe, puis terminée par le Pape Paul V. & par apres par sa Saincteté mesme, que cette surseance estoit obtenüe par vne pure surprise, & que l'on ne pouuoit pas reuoquer en doute la iustice des decrets du S. Siege émanez avec tant de deliberation & de connoissance, ny remettre sur le Bureau vne affaire iugée si solemnellement. Sa Saincteté trouua cette Requête raisonnable,

& fit écrire à Monsieur le Nonce qu'il eust à suiure l'ordre qui luy auoit esté donné à son parlement, lors que le Bref luy fut consigné, sans auoir esgard à cette lettre de surseance.

Mais le Procureur des Religieuses separées, & ceux qui les supportent, voyant ce premier artifice annullé par cette derniere ordonnance, & qu'ils ne pouuoient pas empescher que le Bref ne fust deliuré, s'aduiserent de nouvelles inuentions pour en empescher l'exécution, ou plustost pour l'aneantir s'ils pouuoient, & remettre les affaires à leur commencement, comme s'il n'y auoit point eu d'Arrest, & pour y paruenir ils employerent deux moyens, l'un à Rome, l'autre en France.

A Rome ce Procureur s'efforça derechef de faire proposer & enga-

ger l'affaire en la Congregation des Reguliers, afin que sous ce pretexte on peust s'opposer au Bref, & dire que le differét n'estoit pas terminé, puis qu'il se traittoit de nouveau en la Congregation des Reguliers.

En France on fait des plaintes au Roy, & par vne estrange supposition l'on luy fait entendre qu'avec l'employ de son nom l'on auoit opprimé la Iustice à Rome, & extorqué des mains de sa Sainteté, ce Bref dont est question, que Messieurs les Cardinaux deputez auoient esté violentez, & n'auoient pas eu la liberté de iuger de cette affaire selon leur conscience: Et partant que le Roy en bonne conscience ne pouuoit pas consentir ny auctoriser l'exécution de ce Bref, ny que Monsieur le Nonce le deliurast. La providence de Dieu auoit bien secu que l'on vseroit de ces artifices, &

auoit de bonne heure remparé l'affaire de tant de circonstances & de formalitez contraires à cette suppositiō, qu'il n'en pouuoit reüssir que de la honte à ceux qui la propoisoient.

Contre le premier moien il falut recourir à sa Saincteté, à laquelle par vn Memorial présenté le quatorzième de May 1621. l'on exposa, qu'encores que le renuoy fait à la Congregation des Reguliers, par la surprise que i'ay raportée cy deuant fust reuoké par l'expedition du Bref, & deliurée d'iceluy és mains de Monsieur le Nôce pour l'appor-
ter en France, neantmoins que cette reuocation n'ayant esté signifiée à la Congregation des Reguliers, cela pourroit embrouiller l'affaire en France, Suppliant tres-humblement sa Saincteté qu'il luy pleust faire entendre sa volonté à ladi-

te Congregation. Sur ce memorial la Saincteté ordonna à Monsieur Vlpio Secrétaire de la Congregation de luy en parler, ce qu'il fit, & la Saincteté luy fit defense de proposer cette affaire en la Congregation. Mais nonobstant cela la subtilité du Procureur Smit & son artifice trouua encores entrée à vne autre surprise, & par le moien de Monsieur le Cardinal de Sourdis qui estoit de ladicte Congregation il y fit preséter vn Memorial, sur lequel la Congregation non informée de l'estat de l'affaire commit Monsieur le Cardinal de Nazareth, duquel ce Procureur obtint vn decret pour appeller le Procureur des Supérieurs & du corps le l'Ordre, pour venir contester tout de nouveau sur ce diferend, & sur cette question, si l'Ordre des Religieuses Carmelines de Frâce seroit soumis

au General des Carmes Deschauf-
sez, tout ainsi que s'il n'en auoit ia-
mais esté parlé, si c'estoit le premier
iour de leur demande, & leur pre-
mier Acte, sans faire aucune men-
tion de tout ce qui s'estoit passé.

C'estoit vne surprise manifeste,
& des plus subtiles, pour remettre
sus en la Congregation vne affaire
iugée par le Pape mesme, & rendre
par ce moien le iugement de sa
Sainteté nul & de nul effect. C'est
pourquoy le Procureur des Supe-
rieurs en estant aduertý presenta re-
queste à la Sainteté de premier iour
de Iuillet 1621. le mesme iour qu'il
luy fit plainte de l'autre surprise cy
deuant mentionnée pour sursoir la
deliurance du Bref, & luy remon-
stra que nonobstant que cette af-
faire eust esté iugée & terminée si
solennellement par son Arrest,
nonobstant les defences faites par

la Saincteté à la Congrégation des
 Reguliers en la personne dudit sieur
 Alpio secretaire d'icelle, nonobstât
 la deliurancce du Bref, la Congre-
 gation n'auoit pas laissé d'en pren-
 dre connoissance, & auoit deputé
 Monsieur le Cardinal de Nazareth
 pour cüyir les parties, & en faire ra-
 port. Sa Saincteté renuoya cette Re-
 queste à M^r. le Cardinal de S. Su-
 sanne avec ordre exprés de s'infor-
 mer quel estoit l'estat de cette affai-
 re, ledit sieur Cardinal s'en estat in-
 formé en fit le rapport à sa Saincteté,
 laquelle par son Rescript donné sur
 un autre Memorial le douziésme du
 mesmes mois, ordonna audit Sieur
 Cardinal de Nazareth de ne passer
 plus outre en cette affaire, & de ne
 rien faire sans en auoir parlé à sa
 Saincteté, qui estoit luy imposer si-
 lence. Voicy les termes du decret
 de sa Saincteté, mis laudos dudit

Memorial : Soit aduerty le Cardinal de Nazareth de ne faire aucune chose, sans en parler premierement à sa Sainteté.

En ce temps fut substitué au sieur Smit pour la sollicitation de cette affaire le sieur Moisset Prestre & Chanoine de Bordeaux, lequel voyant que par ces defenses le chemin estoit couppé à leurs surprises, fit vn nouuel effort pour les faire lever, & presenta vne nouvelle Requête à sa Sainteté, pour ordonner audit Sieur Cardinal de Nazareth qu'il continuast l'affaire, & la rapportast en Congregation. Sur cette Requête le 22. Iuillet sa Sainteté respondit que *l'affaire estoit terminée, & que le rapport luy en auoit esté fait.* C'est ce que l'on dit en France *Neant*, pour ce que le procez est iugé. Cette response deuoit arrester toutes les poursuites, s'il y eust

en esprit de soumission & d'obeis-
 sance au saint Siege. Mais sur ce
 qu'en ce temps arriua la depesche
 du Roy donnée au Camp deuant
 S. Iean, qui estoit la responce du
 Courrier depesché par Monsieur le
 Cardinal de Sourdis, dōt il est parlé
 cy apres pa. 190. traitāt de ce qui s'est
 fait en France: Cette depesche rele-
 ua les esperances dudit sieur Mois-
 set, & aussi tost il presenta vn autre
 memorial à sa Sainteté, par le moyē
 de Monsieur le Cardinal de Sour-
 dis, tendant afin d'obtenir licence
 à Monsieur le Cardinal de Naza-
 reth d'ouyr les parties de nouveau,
 & faire son raport en la Congrega-
 tion des Reguliers. Sa Sainteté res-
 pondit sur ce Memorial à la fin de
 Iuillet. *Soit dit au Cardinal de Naza-*
reth qu'il en parle à nostre saint Pere.
 Ce qu'il fit, & sa Sainteté luy or-
 donna d'ouyr sommairement les

parties, & de reconnoistre sur quoy les parties condamnées par le Bref fondoient leurs plaintes d'injustice. Sur cela le sieur Moisset fit citer le Procureur de l'Ordre & des Superieurs pour informer la Congregation des Reguliers, comme si l'affaire y eust esté remise, ce qu'il fit de son mouuement, sans aucune charge ny adueu, ne cherchant autre chose que d'engager l'affaire en ladite Congregation, tant pour la reduire en des extremes longueurs, que pour abolir par ce moyen le Iugemēt que le Pape en auoit donné & pronôcé, & il reitera la citation iustiques à trois fois. Le Procureur de l'Ordre & des Superieurs ne māqua pas d'aller trouuer Monsieur le Cardinal de Nazareth pour sçauoir l'ordre qu'il auoit de sa Saincteté sur cette affaire, lequel luy dit, qu'il n'auoit aucune charge de proposer

l'affaire en la Congregation : mais bien (si on le vouloit informer en son particulier) de rapporter l'affaire à sa Sainteté, afin de la terminer promptement, & qu'il l'auoit ainsi déclaré au sieur Moisset, qui le pressoit de traiter cette affaire en la Congregation des Reguliers.

Le sieur Moisset ne voulut pas prendre ce chemin sçachât qu'il ne luy pouuoit pas reüssir, pource que quelques iours auparauant s'estant trouué en la presence dudit sieur Cardinal avec le sieur Melchior Lotterio son Procureur, & le sieur Lorenzo Marcello Procureur des Superieurs sur cette affaire, le dit Melchior Lotterio son Procureur recogneut en presence dudit Seigneur Cardinal, que le Bref dont est question estoit legitime & vallable, & qu'on ne pouuoit douter ny de l'intention

du Pape ny de ses paroles : & Monsieur le Cardinal de Nazareth ayant ouy les raisons dudit Marcello , tesmoigna qu'il en estoit fort satisfait : De sorte que ledit sieur Moisset se retira, & ne fit plus d'instâce de l'informer, mais s'employa à solliciter en cachette quelques decrets pour réuoyer de bonnes Religieuses que les Superieurs auoient enuoyées à Bordeaux pour l'vrgente necessité des Monasteres de cet Ordre. Aussi estoit-ce vne surprise claire & manifeste de vouloir remettre cette affaire à ladite Congregation , tant pour ce que le procez estoit iugé, ce que l'on taisoit à escient , & pour ce que desia dès l'entrée du procez ils auoient esté deboutez de cette demande de faire iuger l'affaire à la Congregation des Reguliers : & encores plus d'autant que ladite Congregation n'est pas pour iuger les

Vt controuersis, dubitationibus, consultationibusque propositis respondeant.

Sixt. V. II.

May 1588. at.
2. & 3.

Si pars corā Congregatione conuentu noluerit in illā consentire, et noluerit causam à Congregatione terminari, tūc ad Iudicem competentem remittatur.

causes contentieuses, mais seulement pour respondre aux controuerses, doutes & consultations qui leur sont proposées, comme il est porté par la Bulle de son establissement fait par le Pape Sixte V. du 22. Ianuier 1587. le iugement de laquelle personne ne peut estre forcé de subir. I'ay peine à rapporter tout cecy, mais il sert à faire voir les surprises de ceux qui en accusent les autres, & quelle peine il y a à se garder de leurs subtilitez.

L'autre voye pratiquée en France pour tenir tousiours l'affaire indecise, fut qu'en suite de ce que i'en ay dit cy deuant en la pag. 180. M^r. le Cardinal de Sourdis depescha vn Courrier exprés au Roy estant lors au siege de S. lean, & taisant à la Majesté que l'affaire fust iugée; mais au contraire, disant qu'elle estoit pendante & indecise à la Congregation

des Reguliers, que l'on vouloit iuger sans oüyr les parties, que l'on auoit employé l'auctorité de son nom pour empescher que la Iustice ne fust rendue, & plusieurs semblables discours pour mettre en l'esprit du Roy que sa cōscience & sa reputation y estoïent engagées, & en tirer quelque depesche qui donast moyé de renuerser tout ce qui auoit esté fait. Par ce Courrier il obtint que le 27. Iuin 1621. sa Majesté escriuit à Mōsieur le Marquis de Cœuure son Ambassadeur, & à luy mesme vne depesche, contenant que sa Majesté n'auoit point entendu par ses recommandatiōs estouffer le droit des parties, ny empescher que leurs raisons ne fussēt oüyes & representées, soit à la Congregation des Reguliers ou telle autre, ou il plairoit à sa Saincteté renuoyer cette affaire, luy mandant qu'il le declare ainsi de

sa part au Pape. Ce sont les propres termes de ladite depesche : A la reception de laquelle le sieur Moisset assisté de l'autorité de Monsieur le Cardinal de Sourdis , prit sujet de faire nouuel effort , & presenter le nouveau memorial dont ie viens de parler.

Enuiron le mesme temps, le Roy estant à Barbesieux le 6. iour de Iuliet dernier , vne Requeste est présentée à sa Majesté qui porte en qualité le nom des Religieuses dudit Ordre establies aux villes de Bourges, Limoges, Xaintes, & Bourdeaux, laquelle toutesfois n'est signée que de la Prieure & Sous-prieure du Monastere de Bourges, & expose le mesme que la depesche cy-dessus enuoyée de Rome à sa Majesté, que l'affaire est pendante à la Congregation des Reguliers, que le Pere de Berule arreste le cours

cours de la Iustice, & empesche le iugement du procez : Conclud à ce qu'il plaise à sa Majesté les maintenir en l'estroite, pure, & sincere obseruance de leurs Regles, disant que cela ne peut estre que sous les Carmes, & declarer que son intention est que cette affaire soit traitée selon le cours de la Iustice, sans qu'il y soit apporté empeschement. Cette requelte calomnieuse supposant des faicts honteux, incroyables & impossibles, supposant qu'il y eust procez pendant à la Congregation des Reguliers, ce qui n'estoit pas, raisant que le procez estoit terminé, & qu'il y auoit Arrest. Cette requelte, dis-je, est respondue par sa Majesté en ces mots : *Le Roy sur semblables remonstrances qui luy ont esté faites a renuoyé les parties à Rome, pour y estre pourueu par nostre S. Pere le Pape. Fait à Barbesieux le 6,*

N

sa part au Pape. Ce sont les propres termes de ladite depesche : A la reception de laquelle le sieur Moisset assisté de l'autorité de Monsieur le Cardinal de Sourdis , prit sujet de faire nouuel effort , & presenter le nouveau memorial dont ie viens de parler.

Enuiron le mesme temps, le Roy estant à Barbesieux le 6. iour de Iuliet dernier , vne Requête est présentée à sa Majesté qui porte en qualité le nom des Religieuses dudit Ordre establies aux villes de Bourges, Limoges, Xaintes, & Bordeaux, laquelle toutesfois n'est signée que de la Prieure & Sous-prieure du Monastere de Bourges, & expose le mesme que la depesche cy-dessus enuoyée de Rome à sa Majesté, que l'affaire est pendante à la Congregation des Reguliers, que le Pere de Berule arreste le cours

cours de la Iustice, & empesche le iugement du procez : Conclud à ce qu'il plaise à sa Majesté les maintenir en l'estroite, pure, & sincere obseruance de leurs Regles, disant que cela ne peut estre que sous les Carmes, & declarer que son intention est que cette affaire soit traitée selon le cours de la Iustice, sans qu'il y soit apporté empeschement. Cette requeste calomnieuse supposant des faicts honteux, incroyables & impossibles, supposant qu'il y eust procez pendant à la Congregation des Reguliers, ce qui n'estoit pas, taisant que le procez estoit terminé, & qu'il y auoit Arrest. Cette requeste, dis-je, est respondue par sa Majesté en ces mots : *Le Roy sur semblables remonstrances qui luy ont esté faites a renuoyé les parties à Rome, pour y estre pourueu par nostre S. Pere le Pape. Fait à Barbesieux le 6,*

jour de Juillet 1621. Les Superieurs ayant esté aduertis de cette depeſche, que l'on auoit fait entendre au Roy que l'affaire n'estoit pas iugée, & les autres discours cy dessus rap- portez, firent représenter à sa Maje- sté l'estat de l'affaire au vray, & com- me les choses s'estoient passées. En ce mesme temps aussi arriua près du Roy Monsieur le Nonce, lequel rapporta à sa Majesté ce qui en estoit, & comme l'affaire auoit esté iugée par le Pape avec connoissance de cause, & ce que sa Sainteté luy auoit commandé d'en faire entendre à sa Majesté. Sur cela sadite Maieſté fit faire vne nouuelle dépeiche à Ro- me, & commanda à Monsieur le Cardinal de Retz & au R. P. Ar- noux lors son Confesseur d'en es- crire pour estre plus pleinement in- formé del'estat de cette affaire, & ce qui s'estoit passé pour icelle.

Mondit sieur le Nonce en escriuit
aussi.

Sur toutes ces depesches Monsieur le Cardinal Ludouifio ayant receu le commandement de sa Sainteté, fit responce tant à Monsieur le Cardinal de Retz qu'à Monsieur le Nonce & au R. P. Arnoux. La lettre à Monsieur le Cardinal de Retz porte, que sa Sainteté sera tres aise d'entendre que le Bref qu'il a donné sur cette affaire soit executé, qu'il en escrit à Monsieur le Nonce, & au P. Arnoux. Et que sa Sainteté a fait en cela ce qu'elle a estimé estre de Iustice, & du seruice des Religieuses, sans auoir esgard à autre chose qu'à leur bien & repos, & faire cesser les scandales, & qu'elle desire que ce qu'elle en a arresté soit mis sans plus de remise à execution. Cette lettre est du 9. de Septembre 1621. Et la lettre écrite au R. P. Arnoux le

porte encorés plus expressement, comme il appert par la teneur d'icelle qui ensuit.

Reuerend Pere en Iesus-Christ, i'ay representé au Pape ce que par vostre lettre & le memoire vous m'auex fait entendre, de la sainte affection du Roy sur l'affaire des Carmelines, en sorte que sa Sainteté n'a pas moins entendu que loüé extremement la tres-bonne intention de sa Maiesté. Et d'autant plus confirmé les loüanges que l'on luy en auoit dit cy-deuant. Sa Sainteté ne doutoit point que le Roy despoüillant toute partialité & affection prinée, a eu seulement égard à oster les dissensions & les scandales qui pouuoient naistre entre les Religieux de son Royaume, & introduire entre eux la vraye paix & tranquillité. Et pour celle a avec la mesme intention commis l'affaire à la Congregation des Cardinaux, afin qu'ils la considerassent selō la Iustice, & apres auoir

ouy leurs aduis, sadiete Saincteté l'a terminée selon qu'elle l'a iugé meilleur pour la droicteure, pour le service de Dieu & de ces bonnes Religieuses, & en a fait expedier les Brefs enuoyez à Monsieur le Nonce, & par luy mis és mains des executeurs d'iceux. C'est pourquoy reiettant tous les doutes qui pouuoient naistre pour raison de la conscience & de la reputation de sa Maiesté, de laquelle la pieté & la prudence en ce fait est grandement recommandable, l'on peut faire executer les Brefs, ainsi que par le commandement de sa Saincteté i'en. escriu audit Seigneur Nonce, &c.

A Rome le 8. de Septembre 1621.

Le Roy ayant par ces dépesches & par le dernier rapport de Monsieur le Nonce appris que ce Iugement auoit esté donné avec toutes les formes, & pleine connoissance de cause, & plus encores qu'elles ne sont exprimées par le narré, trouua

bon qu'il fust deliuré à Monsieur le
 Cardinal de Retz , l'un des execu-
 teurs d'iceluy nommez par nostre
 S. Pere, lequel estoit lors près de sa
 Majesté , afin de pourvoir à ce qui
 seroit besoin pour le mettre à exe-
 cution, suivant le pouvoir qu'il en
 auoit de sa Sainteté. Je diray au
 Chapitre prochain ce qui a esté fait
 pour ce regard : & auant que mettre
 fin à celuy-cy , ie prie ceux qui le li-
 ront, de remarquer l'estat des pro-
 cedures tenues en Cour de Rome
 pour paruenir à ce Iugement , que
 les parties y ont escrit & produit
 tout ce que bon leur a semblé, n'ont
 rien oublié pour l'instruction, pour-
 suite & sollicitation de la cause,
 que rien ne manque pour rendre ce
 Iugement solennel, & donné avec
 vne pleine & entiere connoissance
 du droit & raisons de toutes les par-
 ties , & combien sont blasmables

ceux qui persuadent aux Religieuses qu'elles ne sont pas tenues d'y obeyr, & qui leur ont suggeré les causes & moyés d'opposition qu'elles ont alleguées, & que l'on allegue en leur faueur pour les engager plus auant en la desobeïssance.

*De l'execution faite en France du Iugement & Arrest de nostre S. Pere
le Pape contenu en son Bref
du 20. Mars 1621.*

CHAPITRE XII.

Monsieur le Cardinal de Retz ayant receu le Bref des mains de Monsieur le Nonce, suiuant la volonté du Roy, apres l'auoir considéré, & reconnu par iceluy que c'estoit vn iugement donné avec les

N iiij

parties, qu'elles y auoient esté ouyes, desduit leurs raisons & moyens, & que le Pape auoit esté pleinement informé des droits & interets respectiuelement pretendus : en sorte qu'il ne consistoit plus qu'en execution : Sur la remonstrance qui luy fut faite, que les Religieuses Flamandes qui se vouloient establir à Morlaix, combien qu'elles n'eussent aucune permission de ce faire, ainsi qu'il a esté dit, estoient neantmoins passées si auant qu'elles auoient receu des filles pour estre Religieuses, leur auoient donné l'habit de la Religion, & pretendoient les receuoir à la Profession, le suppliant de le leur defendre & interdire, pour eui-
 ter au désordre de la nullité de ces professions, & au scandale qui en pouuoit ensuiure. Mondit sieur le Cardinal decerna sa commission donnée au Camp deuant Montau-

ban le 27. Aoust. 1621. A Messire Estiéne Louÿtre Docteur en Theologie de l'Vniuersité de Paris, & Doyen de l'Eglise de Nantes, pour faire defenses aux Prieure & Religieuses du Monastere de Morlaix, de receuoir aucune fille ou femme à l'habit de la Religion, ny à la profession aucune de celles qu'elles pourroient auoir receuës auparauant, sous peine de nullité des vœux & autres y contenues.

Le 23. iour de Septembre ensuiuant lescdites defenses furent signifiées par ledit sieur Louÿtre à la Prieure desdites Religieuses de Morlaix en leur Maison sise aux Fauxbourgs de S. Martin, qui est du diocèse de Leon en ladite ville de Morlaix, avec toutes les formalitez requises en pareil cas. Les Religieuses se voyant arrestées par ces defenses en intercederent appel à

Rome, à fin de pouuoir par cette occasion obtenir secretemēt quelque Commission, par le moyen de laquelle l'on peust mettre en nouvelle contestation le differend des parties: De fait ayāt enuoyé les memoires à Rome, leur Solliciteur ne manqua pas de surprendre vne commission adressante à trois de Messieurs les Euesques de France, pour connoistre de cēt appel. Ceste commission estant sur le point d'estre deliurée le Procureur des Superieurs en fut aduertty, & s'y opposa, & falut en venir pardeuāt Monsieur le Cardinal Barberin qui a cete iurisdiction, lequel apres auoir ouy les parties, & reconnu que Monsieur le Cardinal de Rets estoit en cela Commissaire & non pas Iuge, que son ordonnance ne contenant qu'une simple execution de la volonté du Pape n'estoit suiette à

appel, ordonna que cette Commission seroit retenue, & ne pourroit estre deliurée sans appeller le sieur Marchant expeditionnaire François, qui lors occupa pour les Superieurs, comme il est porté par l'ordonnance du sieur de Raymondis Auditeur de mōdit sieur le Cardinal Barberin du 23. Novembre 1621. deliurée au sieur Darcy Commis du sieur Hierosme Grimaldi Maistre des Brefs Apostoliques. Les Procureurs des Religieuses desobeissantes à Rome sont si actifs à pratiquer tousiours quelque surprise qu'il faut continuellement veiller sur leurs artifices pour s'en garendir. Ainsi fut pour cette fois remedié à celle qu'ils pretendoient faire pour le Monastere de Morlaix, lequel demeure par ce moyen sans pouuoir, comme il estoit auparauant.

Et quant aux autres Monasteres establis dedans l'Ordre, pour raison desquels il estoit besoin d'excuter le Jugement de nostre S. Pere, & y reestabli l'obeissance des vrayes Superieurs, mondit sieur le Cardinal de Retz fit expedier vne autre commission plus ample, donnée au mesme Camp deuant Montauban le 4. iour de Nouembre ensuiuant, sur laquelle & sur le Bref du Pape, sa Majesté fit pareillement expedier ses lettres patentes sous son grand Seau, & signées de sa main du 5. du mesme mois, adressées au premier de Messieurs les Maistres des Requestes pour auctoriser l'execution du Jugement de nostre S. Pere, & de l'ordonnance de mondit sieur le Cardinal de Retz, & y prester main forte. D'autre part aussi Monsieur le Cardinal de la Rochefoucault commis par le mesme Bref, decerna sur

iceluy pareille ordonnance le 22. dudit mois de Novembre, sur laquelle sa Majesté fit expedier ses lettres semblables aux precedentes du 15. iour de Ianuier 1622.

La Commission & ordonnance de mondit sieur le Cardinal de Retz sur le Bref, & les lettres parentes de sa Majesté estant expediees avant que proceder à l'executiō, ceux qui auoient le soin de cette affaire firent rechercher les Religieuses des deux Conuents de Bordeaux, de la reduction desquelles il s'agissoit, de se soumettre & rendre l'obeissance qu'elles deuoient au chef de l'Eglise, suiuant leurs precedentes & frequentes protestations; mais tout cela ne seruit de rien, & fut necessaire de faire proceder à ladite execution. A cette fin le Bref, l'ordonnance & les lettres furent le 18. Nouembre 1621. premierement

misés mains de Messire Antoine de
 Cosaiges Prestre Docteurés droits,
 grand Archidiacre en l'Eglise me-
 tropolitaine, & Chancelier del'V-
 niuersité de Bordeaux, pourà la re-
 queste des Superieurs del'Ordre les
 mettre à execution. Ledit sieur de
 Cosaiges apres les citations, signifi-
 catiós & solemnitez requises & or-
 dinaires faites tant au Conuét de S:
 Ioseph, qu'en celuy de l'Assomptiós,
 proceda à l'execution & publicatió
 du Bref, enioignant aux Religieu-
 ses de ces Monasteres d'obeyr à leur
 Visiteur & Superieurs, & les recon-
 noistre suiuant ledit Bref, avec les
 comminations & declarations de
 censures portées par iceluy. Mais le
 tout se passa aux portes exterieures
 de ces Monasteres par affiches, & à la
 personne de Maistre Iean Maruc
 Procureur en la Cour de Parle-
 ment de Bordeaux, parlant pour les-

dites Religieuses, comme il est por-
 té bien au long par le procez verbal
 dudit sieur de Cosaiges, des 18. 19.
 24. & 20. Novembre, & 1. Decem-
 bre 1621. par lequel il appert des
 remonstrances, oppositions, & ap-
 pellations desdites Religieuses fai-
 tes par ledit Maruc, & que nonob-
 stant icelles le Commissaire passa
 outre, d'autant que par les lettres &
 par le Bref il est porté que l'execu-
 tion sera faite nonobstant l'appel.
 Je laisse les raisons alleguées par
 lesdites Religieuses, tant par leur
 Procureur, que par les actes de leur
 appel inserez audit procez verbal,
 ensemble celles qu'elles ont repre-
 sentées lors de l'exécution réelle du-
 dit Bref faite au Conuent de saint
 Ioseph, & les autres qui ont esté
 publiées en leur faueur, pour fon-
 der & colorer leur desobeissance
 par les libelles que l'on a fait courir,

me reſervant à les deduire & examiner, apres que i'auray rapporté ſommairement ce qui s'eſt paſſé en ladicte execution.

Mais il faut remarquer que les actes del'appel des Religieuſes dattez du 16. & 18. du meſme mois de Nouembre, & ſignifiez audit ſieur de Coſaiges le 19. enſuiuant portent que leſdites Religieuſes ont fait entrer dans leur Conuent & Chapitre pour aſſiſter à la deliberation de ces actes, à ſçauoir, au Conuent de S. Ioseph vn Eueſque, vn Diacre, vn Eſcolier, & vn Praticien pour teſmoins, avec le Notaire. Et au Conuent de l'Affomption, deux Chanoines de l'Egliſe de Bordeaux, vn Prieur, vn habitant & le Notaire: au lieu que ces Actes ont couſtume de ſe paſſer à la grille du parloir, n'eſtant ny permis ny neceſſaire de faire entrer pour ce ſujet aucune perſonne

sonne dans le Monastere. Mais tout est permis à celles qui reprennent les autres.

En mesme temps pour n'obmettre aucun moyen de resistance à la volonté du S. Pere, fut publiée par toutes les Eglises, & affichée par tous les carrefours à Bordeaux, vne declaration faite par quelques personnes qui se disoient le conseil de Monsieur le Cardinal de Sourdis, contenant que les Religieuses de ces deux Monasteres n'estoiēt point tenues d'obeyr au Bref du Pape pour les raisons qu'il leur pleut alleguer, dont nous parlerōs cy apres, & fut publiée en telle maniere que l'on n'obmettoit aucune exaggeration pour exciter le peuple allent contre de cette execution qu'ils voyoient bien ne pouvoir euitier. Ils eurent aussi recours à la Cour de Parlement de Bordeaux, à laquelle fut

présentée vne Requête sous le nom des Religieuses le 19. du mesme mois pour empescher l'exécution du Bref & Lettres, & par leur Requête elles reconnoissent que ladite Cour en auoit permis l'exécution par autre Arrest. Neantmoins les faueurs furēt telles que sans deferer à cet Arrest, il fut ordonné le mesme iour que la Commission & l'Arrest seroiēt rapportez, & cependant fait inhibitions & defenses de les mettre à execution à peine de dix mille liures. Ce qu'ayant esté représenté à sa Majesté estant lors à Nerac, elle ordonna par Arrest de son Conseil du 27. du mesme mois, que sans auoir esgard à l'Arrest de la Cour de Parlement de Bordeaux, ses Lettres patentes du 5. du mesme mois seroient executées selon leur forme & teneur par le Commissaire qui à ce faire seroit deputé par sa Majesté,

les Jugemens & ordonnances duquel seroient executées, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles, la connoissance desquelles sa Majesté reseruoit à soy & à son Conseil, & l'interdisoit à ladite Cour de Parlement de Bordeaux, & tous autres Iuges, à peine de nullité & cassation de procedures.

Les choses estant en cét Estat, & sa Majesté estant arriuée à Bordeaux, elle commanda de sa propre bouche à Monsieur de Machaut Conseiller en son Conseil, & Maistre des Requestes ordinaire de son Hostel, d'assister de son autorité Royale, & tenir main-forte à Maistre Iean Bourineau, Prestre Bachelier en Theologie, Vicair General, & commis par mondit sieur le Cardinal de Retz aux fins de l'exécution dudit Bref.

Le Roy commande de sa bouche que le Bref du Pape soit executé.

Ainsi pour donner commencement à l'exécution de la volonté du Pape & du Roy , & d'un Arrest rendu avec toutes les parties, & elles pleinement ouïes, le 23. iour de Decembre 1621. lesdits sieurs de Machaut & Boutineau Commissaires, se transporterent au Conuent de saint Ioseph de Bordeaux, assistez du sieur de Rely Lieutenant en la Preuosté de l'Hostel, qui auoit aussi receu commandement du Roy de ce faire, avec aucuns des Archers de ladite Preuosté, du sieur d'Urbe Iurat ou Escheuin de Bordeaux, & quelques Archers de ladite ville. A l'abord du Monastere ils trouuerēt vne si grāde assemblée de peuple, que l'assistance qu'ils auoient de Magistrats & de force, leur fut bien necessaire pour estre preseruez de danger. Ils trouuerent toutes les portes fermées, mesmes celles de la rue, &

leur fut rapporté qu'il y auoit plus de trois semaines qu'elles n'ouuroient point, à cause (ce disoit-on) de leur venue, tellement qu'après auoir frappé à ladite porte par plusieurs fois, & par vn long espace de temps, sans que personne la vinst ouurir, (encore que dans la premiere court il y eust trois Ecclesiastiques & deux Tourieres,) il fut nécessaire que le bras seculier imploré par l'Eglise, fist faire ouuerture de cette premiere porte, par le moyen de laquelle estant entrez en la premiere court, & y ayans trouué les trois Ecclesiastiques & deux Tourieres, ils les sommerent de les faire parler aux Religieuses : Mais ou ils ne voulurent où ils ne peurēt le faire, ny mesme leur bailler les clefs du Tour & du Parloir, que les Tourieres disoient auoir esté emportées par quelques seculiers, de sorte qu'a-

pres auoir par plusieurs & diuerfes
 fois heurté à la porte que l'on leur
 dit estre la premiere pour entrer
 au Conuent, sans que personne re-
 spondist, voyant qu'ils ne pouuoient
 autrement parler à aucune des Re-
 ligieuses, la mesme necessité les ob-
 ligea de faire faire ouuerture, non
 seulement de ladite porte, mais de
 toutes les autres, par lesquelles il fut
 besoin de passer pour executer avec
 effect le iugement de nostre S. Pere,
 & reestabli en ce Conuent l'obeis-
 sance & l'autorité des vrayes Supe-
 rieurs. Toutesfois auant que faire
 faire ouuerture de la seconde por-
 te qu'ils trouuerent encores fer-
 mée, & par laquelle seule ils pou-
 uoient entrer au Conuent, apres y
 auoir heurté long temps, vin-
 drent parler à eux à trauers ladite
 porte huit Religieuses lesquelles
 leur firent entendre qu'elles e-

estoient obeyssantes aux Superieurs,
 & n'auoient point adheré à la diui-
 sion des autres, leur remonstrant la
 misere & captiuité en laquelle elles
 estoient detenues, & les priant de
 faire rendre l'obeïssance au Pape &
 à leurs Superieurs. Ce qui don-
 na subiet à Messieurs les Commis-
 saires d'enuoyer appeller par elles
 les autres Religieuses, pour leur fai-
 re entendre la volonté du Pape &
 de sa Majesté : Mais ce fut en vain,
 mesmes apres en auoir esté requi-
 ses par plusieurs fois. Quoy voyant
 ledit sieur Boutineau, s'estant en-
 quis plus particulierement, tant
 du nom desdites Religieuses, que
 des autres particularitez qu'il eut
 besoin de sçauoir, il commit pour
 Superieure dudit Monastere l'vne
 desdites Religieuses obeyssantes,
 nommée Sœur Marie de Iesus
 Christ, pour le conduire & gouuer-

Q uij

ner, attendant qu'il y eust moyen de faire election, suspendant tous les autres offices de la Maison : & à cette fin luy mit entre les mains par vne ouuerture de ladite secôde porte vne obediëce de ses Superieurs du 15. Octobre precedent, contenant sa Commission, & la suspension desdictes charges, & offices. Et voyant que pour passer outre à ladite execution, & mettre ladite Supérieure en possession de ladite charge à elle commise, il estoit necessaire d'aller iusques où estoient les Religieuses qui s'opposoient à icelle, ausquelles on ne pouuoit parler autrement, & qui ne tenoient compte d'obeyr aux cōmandemens qui leur estoient faits, ledit sieur de Machaut ce requerant ledit sieur Boutineau, fit encôres faire ouuerture de ladite seconde porte pour entrer au Monastere, auquel entrerent seulement



Messieurs les Commissaires, leur Greffier, le Lieutenant de la Preuosté de l'Hostel, le Jurat ou Escheuin, celuy qui poursuiuoit l'execution, deux Archers & vn Serrurier, & estât entrez iusques au tour de dedans, ils y trouuerent les Religieuses opposantes, auxquelles ledit sieur Boutineau Commissaire Ecclesiastique signifia le Bref du Pape, leur leut & expliqua en François, & leur enjoignit d'y satisfaire & obeyr, aux peines y contenues: ce qu'elles refuserent de faire, & au contraire s'y opposerent, & luy baillerent par escrit leurs causes & moyens d'opposition, inferées au procez verbal de Messieurs les Cômmissaires, desquelles ie parleray cy apres. Et ayant lesdits sieurs Commissaires iugé que suiuant ledit Bref & Lettres patentes, l'execution deuoit estre faite nonobstant oppositions & appel-

lations quelconques , ils arresto-
 sterent de passer outre , sans s'ar-
 rester à leurs remonstrances. A cette
 fin il fut necessaire de faire ouuer-
 ture des autres offices du Mo-
 nasterre , d'autant que lescdites Re-
 ligieuses opposantes ne voulu-
 rent bailler aucunes clefs. Et à tout
 ce que dessus lescdits sieurs Cômif-
 saires procederēt avec tant de dou-
 ceur & de patience , que la journée
 entiere y fut employée , fors deux
 ou trois heures d'interualle , durant
 lesquelles ils se retirerent du Mona-
 stere , pour donner loisir à toutes les
 Religieuses de prendre leur repas. Et
 attendant au lendemain à don-
 ner l'ordre necessaire pour establir
 quelque paix en la maison , & faire
 rendre par effect l'obeïssance deüe
 aux Superieurs de l'Ordre , & à la Su-
 perieure par eux cômise , Messieurs

les Commissaires assignerent à chascune troupe desdites Religieuses obeïssantes & opposantes, diuerse demeure dans ledit Monastere, & firent retirer les opposantes en deux grandes Chambres d'infirmierie, où leur ayant fait pourvoir de tout ce qui fut besoin pour le souper, & la nuit, ils en fermerent les portes pour éuiter qu'il n'arriuaſt quelque inconuenient pendant la nuit. Le lendemain 24. du mois Monsieur du Bernet President de la Cour de Parlement de Bordeaux, frere de la Superieure des Religieuses opposantes au Conuent de saint Ioseph, assisté des parens & amis des autres Religieuses du mesme party, demanda audience au Roy, qui la luy accorda benignemét & fauorablement; & cômme il est d'un esprit rare & tres-eloquent, il deduisit bié au long & avec l'art d'un bon Ora-

L'opposition
à l'execution
ingée par le
Roy parties
ouyes.

teur, toutes les plaintes desdites Religieuses, & les causes & moyens de leurs oppositions & appellations: Suppliant sa Majesté de ne permettre pas que ledit Bref fust executé, ou du moins qu'il luy pleust leur accorder vne surseance de 4. mois, apres lesquels elles promettoient d'obeyr, si dans ce temps elles ne rapportoient vn Bref reuocatoire de celuy dont il s'agissoit, ajoustant qu'elles estoient tres-bien assésurées, que le Pape l'auoit reuocé. Sa Majesté entendit fort patiemment toutes ces remonstrances, puis apres commanda à Monsieur de Machaut de luy faire le rapport de l'affaire, & de ce qui s'estoit passé le iour precedét: ce qu'il fit fort particulièrement, mesmes comme il auoit esté necessité de faire ouurir les portes par vn ferrurier & autres ouuriers, & entrer au Monastere. Et apres cela sa Majesté

prit aduis des Seigneurs de son Cō-
 seil, qui estoient à l'entour de sa per-
 sonne, & puis pronôça de sa bouche
 qu'il vouloit que l'executiō fust pa-
 racheuée, & en donna derechef le
 commandement audit sieur de Ma-
 chaut. Toutela matinée de ce iour
 fut employée en cette audience, &
 apres le midy Messieurs les Com-
 missaires estant retournez pour pa-
 racheuer l'execution dudit Bref, ils
 rencontrerent près le Monastere de
 S. Ioseph ledit sieur President du
 Bernet, avec vn grand nombre de
 personnes de qualité, lequel les pria
 de permettre qu'il parlât à sa sœur,
 & les autres à leurs filles, niepces &
 parentes afin (disoit-il) d'essayer de
 les disposer à l'obeïssance. Mes-
 sieurs les Commissaires accorde-
 rent fort volontiers cette requē-
 ste, & pour ce faire estant ledit
 sieur President & sa compagnie

entrez au Tour de dehors , ils par-
 lerent par iceluy fort long temps
 ausdites Religieuses , & apres ledit
 sieur du Bernet rapporta à Messieurs
 les Commissaires, que sadite sœur &
 les autres de sa suite requeroient
 estre conduites au Monastere de
 l'Assomption , promettant neant-
 moins suiuant la parole portée au
 Roy , au cas que ledit Bref ne fust
 reuoqué, ou que dans ledit temps de
 quatre mois elles n'en obtinssent
 vn contraire , qu'elles rendroient
 l'obeyssance audit Bref, dont Mes-
 sieurs les Commissaires ayant con-
 feré avec Monsieur le Cardinal de
 Retz & Monsieur le Nonce, fut au-
 sé de leur accorder cette requeste , à
 la charge aussi de tirer dudit Mona-
 stere de l'Assomption celles qui n'a-
 dheroiēt pas à la diuision, & estoieēt
 demeurées dans l'obeyssance de
 leurs Superieurs. Ce qui fut fait &

executé avec toute la reuerence & modestie que l'on peut desirer , & en la presence des parens desdites Religieuses, lesquelles furent conduites dans des Carosses clos sans estre veuës d'aucun. A sçauoir dix sorties du Monastere de S. Ioseph, pour aller en celuy de l'Assomptiõ, fors vne qui en sortant se r'auisa, & voulut obeyr à ses Superieurs, & trois sorties du Conuent de l'Assomption pour venir en celuy de S. Ioseph, viure en l'obeïssãce de mesmes Superieurs , en laquelle elles auoient perseueré; & de ces trois la Sousprieure estoit l'vne. Je remarqueray en passant qu'en tout le progres de ladite execution, il y a esté gardé par Messieurs les Cõmissaires, & tous ceux qui les assistoiẽt tant de respect à la profession & habit religieux , que toutes les Religieuses ont tousiours esté voilées, iamais

vne seule n'a esté veüe en face, & n'a esté tirée ny poussée, nō pas du bout du doigt seulement, & ne leur a esté fait force ny violence ou irreuerence quelconque, comme il est plus au long contenu au procès verbal de Messieurs les Commissaires.

Il faut encores remarquer qu'il n'a esté rien fait en ladite execution, que ce qui estoit plus conuenable de faire, quand mesmes il n'y auroit point eu de Bref, d'autant qu'il y auoit en chacun des Conuens quelques vnes des Religieuses obeyssantes aux Superieurs, & d'autres qui ne leur obeyssioient pas; ce qui causoit de grands troubles & inquietudes entre elles: Or par le moyen de cette execution, l'on a mis au Monastere de S. Ioseph toutes celles qui obeyssent à leurs Superieurs, lesquelles par ce moyen viuant en vne fort grande paix ensemble,

semble, & en celuy de l'Assom-
ption l'on a mis toutes celles qui
refuyent ladite obeïssance, avec la
surseance des quatre mois qu'elles
ont demandée. Apres laquelle exe-
cution la Majesté non contente d'a-
voir ordonné qu'elle fust faite, d'a-
voir par son Arrest confirmé les
actes de la premiere iournée, voulut
encores que tout ce qui auoit esté
fait luy fust rapporté en son Conseil,
auquel par Arrest du 27. du mesme
mois de Decembre, le procès verbal
de ladite execution ayant esté veu,
tout le contenu en iceluy a esté co-
firmé, & approuué par la Majesté,
avec interdiction à tous les Iuges
de la connoissance des oppositions
& appellations, & icelle reservée
en sondit Conseil. Mais pour tes-
moigner dauantage que cette exe-
cution estoit selon la volonté du
Pape, M^{rsieur} son Nonce qui scait

les secrets de ses intentions comme les Ambassadeurs celles de leurs Maistres, alla visiter les Religieuses dudit Conuent de saint Ioseph, y dit publiquement la Messe, leur donna à toutes la sainte Communion & sa benediction, signe & marque de celle de nostre saint Pere sur elles.

Des causes & moyens de l'opposition formée par les Religieuses opposantes à l'execution du Bref, & Arrest de nostre saint Pere le Pape, alleguées en leur faueur, & semées dans les libelles que leurs amis ont fait courir sur ce sujet, & pour blasmer ladite execution.

CHAPITRE XIII.



Il y auoit en la terre quelque ordre qui peust arrester le cours de l'opiniastreté, & retenir les

esprits dans l'obeïssance des Loix & des Arrests, la societé humaine en receuroit vn soulagement admirable. Les loix & les ordonnances ont bié prescript certaines formes pour les actions, & desiny les cas auxquels elles sont receuës ou déniées: mais la fertilité des entendemens humains arrosée de l'inflexibilité du sens particulier, qui ne se peut soumettre, produit & reiette tant d'inuentions, que les loix se trouuent foibles à leur donner des bornes, & empescher les déguisemés & la pertinacité de leurs plaintes. Nous l'esprouuons icy en vn sujet pitoyable, & par les troubles que l'esprit malin excite en vn saint Ordre.

Il ne sembloit pas qu'il y eust apparence de craindre que ces troubles ne fussent appaisez, veu la maniere obseruée en toutes les circôstances de l'affaire. C'est vne Requeste pre-

sentée au Pape, vn procès intété deuant sa Saincteté, pour l'Instruction duquel ont esté commis des Cardinaux tres-celebres, & d'une singuliere reputation de probité & de Iustice, les parties y ont amplement escrit & produit, le rapport du procès a esté fait solennellement, sa Saincteté a prononcé son Arrest.

Le Bref contenant cet Arrest n'a pas esté deliuré aux parties, mais a esté mis entre les mains du Nonce du Pape, pour estre apporté en France, & présenté au Roy, Dieu le permettant ainsi, afin que l'on ne peust pas dire qu'il eust esté surpris ou extorqué.

Sa Majesté auant que d'ordonner que ce Bref fust deliuré, a voulu estre informé fort particulièrement de quelle maniere il auoit esté donné: Il a ouy les plaintes de ceux qui s'y pretendoient interessez:

il en a fait escrire à Rome; il en a receu vn entier esclarcissement de toutes les formalitez & circonstances obseruées pour vne exacte iustice. Il a ordonné qu'il fust de iuré; Il a voulu qu'il fust executé, à l'exécution il y a eu opposition, sa Majesté a ouy les parties sur les moyes de leur opposition, lesquels luy ont esté representez amplement, à loisir, & avec vne eloquence singuliere. Il a iugé nonobstant cela que l'executiō seroit paracheuée. Neantmoins on trouue encores de la resistance, on repete les mesmes raisons condamnées & reietées, on en fait courir des libelles, & on entretient tousiours ces pauvres ames dans l'endurcissement de leur desobeissance, ie ne sçay pas s'il s'est iamais veu vne obstination plus grande, & vne rebellion plus qualifiée. Et quand i'auray rapporté les moyens de leur

opposition, & ce que l'on dit contre l'exécution, i'estime que cela paroitra encores plus clairement.

Ces moyens sont, que le Bref est obtenu par surprise, qu'elles n'ont pas esté ouïyes, qu'il estoit suspendu & reuouqué, qu'elles estoient appelantes de l'exécution d'iceluy, qu'elles ne demandoient qu'une surseance de quatre mois, dans lesquels elles promettoient d'obeyr, que l'affaire auoit esté renuoyée à la congregation des Reguliers depuis l'expédition du Bref: & partant qu'elle estoit encores indecise.

Que l'on a rompu leurs portes, & profané le Monastere par l'entrée des Seculiers.

Que l'on a démis de charge vne Prieure legitiment esleuë, & au lieu d'elle estably sans election vne qui n'estoit que comme hostesse au Monastere.

Que l'on a transporté des Religieuses hors de leur Monastere contre les SS. Canons , & disposé du Conuent entre les mains de personnes qui n'y auoient point de droit: & sur cela l'on parle encores de l'en-uoey qui a esté fait cy denât de quelques Religieuses en ce Monastere. Que le Pape a blasmé cette execution, & a baillé pouuoir à Monsieur le Cardinal de Sourdis d'absoudre d'excommunication les Religieuses qui sont sorties de leur Conuent, & ceux qui y sont entrez lors de cette execution.

Il y a outre cela plusieurs raisons concernant le fonds de la cause que ie ne repeteray point, pource que le progres yroit à l'infiny, & qu'elles ont esté iugées par l'Arrest donné sur le different à Rome.

Ie ne repeteray nom plus les autres moyens calomnieux & iniurieux

que l'on a tant publicz, auxquels ie ne pretens pas respondre, mais bien à ces moyens d'opposition, le plus sommairement qu'il me sera possible.

Ils disent que le Bref est donné par surprise, & que les Religieuses n'ont pas esté ouyes, d'autres fois ils disent qu'elles n'ont pas esté legitimemēt ouyes, & autres termes inuêtez pour faire vaciller la foy & l'autorité de cet Arrest. Je respons que la seule lecture monstre le contraire, & que le Pape a esté bien informé de toutes leurs raisons, qu'elles ont esté pleinement ouyes, & que toutes les formes necessaires pour auoir vne entiere connoissance d'une affaire, & y donner iugement ont esté gardées, comme il paroist par le Bref. Mais c'est le stile ordinaire de ceux qui ne se peuuent rendre, ny démordre de leurs pretentions. Ils disent

toujours que leur cause n'a pas esté
 entendue, que l'on ne les a pas bien
 ouys, que leurs procès n'ont pas
 esté bien veuz, tous ceux qui ne trou-
 vent pas leur cause bonne leur sont
 suspects, en fin il n'y aura jamais
 bon juge pour eux, sinon celuy qui
 dira qu'ils ont raison. Ils diront pos-
 sible qu'il n'y a pas eu d'appointe-
 ment en droit, de contredits & sal-
 uations & autres formalitez de l'in-
 struction des procès aux Cours or-
 dinaires de la France : mais cela est
 sans apparence, d'autant qu'il a esté
 monstre cy dessus qu'il y a eu des
 Commissaires deputez sur leur re-
 queste, qu'ils ont ouy les parties,
 qu'ils leur ont communiqué respec-
 tivement leurs moyens & respon-
 ses, qu'ils leur ont ordonné de pro-
 duire, ont communiqué les produ-
 ctions, les parties y ont contredit &
 repliqué, non possible avec les for-

mes d'un Parlement, mais en effect
 & en verité. Quand les Princes Sou-
 uerains prennent connoissance d'une
 affaire pour la iuger eux-mes-
 mes, ils gardent tousiours cette for-
 me. Ils commandent à quelques-
 uns de leur Conseil d'ouyr les par-
 ties, connoistre leur droict, & leur
 en faire le rapport, sur lequel ils iu-
 gēt avec le Cōseil qu'il leur plaist de
 choisir. Cela se pratique par tout,
 & par la Saincteté mesmes es causes
 quelle veut iuger par soy-mesme,
 leurs Arrests sont souuerains, termi-
 nēt les affaires, & n'y en a point cōtre
 lesquels l'ō puisse moins se pourvoir;
 & si quelquesfois on y est receu, ce
 ne fut iamais par le defect des for-
 malitez, lesquelles ne s'obseruēt pas
 telles en ces lieux-là, & en la persōne
 du Prince qu'es Tribunaux & Sieges
 par luy establis pour distribuer la
 Iustice aux sujets, il suffit que la cau-

se ayt esté bien connue & entendue, comme il est iustificié cy deuant qu'elle a esté, & neantmoins toutes les formalitez essentielles s'y trouvent exactement obseruées, ce qui rend ce moyen sans apparence.

Quant à leur appel il ne peut pas empescher l'exécution d'un Arrest, qui par sa nature seule, est executoire nonobstant toutes oppositions ou appellations: mais outre ce il y a clause expresse par le Bref, & par les Lettres du Roy pour passer outre nonobstant l'appel: Et ce qui ferme la bouche à tout le monde en ce moyen, c'est que le Roy l'a iugé contradictoiremēt. Il a ouy les parties sur les oppositions & appellations, & a ordonné qu'il seroit passé outre non-obstant icelles, comme j'ay dit au Chapitre precedent. Le mesme est pour la surseance laquelle rendoit tousiours à arrester

l'exécution de l'Arrest par vne autre voye. Mais le secret de leur dessein en toutes ces promesses d'obeir après les quatre mois, estoit pour donner couleur à la demande de la surseance, & cependant faire perdre l'occasio de la presence du Roy sans laquelle les factions qui estoient dans la ville eussent facilement empesché cette execution. Pour la suspension & renuocation du Bref, & le renuoy allegué à la Congregation des Reguliers qui a esté le fondement de toute leur resistance, cela n'est point, & n'ont jamais fait apparoir d'aucun acte qui le iustificast: mais ont dit que Monsieur le Cardinal de Sourdis les auoit assurees par les lettres que cela estoit, & le mesme langage a esté tenu par les officiers de modit sieur le Cardinal, & imprimé dans les libelles publicz en cette affaire.

A quoy ie respons que ny la suspension ny la reuocation d'un Bref, ny le renuoy d'une affaire en la Cōgregation des Reguliers, ne se peuvent prouuer que par actes desquels il faut faire apparoir, & non pas par tesmoignages, & que s'il n'en appert par actes on ne le doit pas croire. Quāt aux tesmoignages, ils ne sont pas receuables en ce fait là : mais quand ils le seroient Monsieur le Cardinal de Sourdis me permettra de dire que le sien ne doit pas faire foy en cette cause, ce qui me semble necessaire à remarquer, d'autant qu'il y a plusieurs choses importantes mises en auant sur ce seul fondement, & qui n'ont point d'autre preuue que celle là. I'honore ce Seigneur là, tant pour sa dignité que pour les bonnes qualitez qui sont en luy, & il m'a tousiours fait l'honneur de me tenir pour son

tres-humble seruiteur. Je diray avec la reuerence que ie luy dois, sans vouloir douter de la verité de ce qu'il luy plaist de dire, que d'autant que sans ouyr les parties, & sans estre fondé de iurisdiction, il a donné vne Sentence, de laquelle il a esté interietté appel, qui est venu à sa connoissance, à celle du Roy & du Pape, son tesmoignage en cette cause ne doit pas faire foy, non pas par la consideration s'il est veritable ou non, mais parce que toutes les loix & les formalitez de la Iustice le rendent reprochable en ce fait. En quoy l'eminence de sa dignité ne reçoit aucun preiudice, nomplus que le Roy François premier ne s'offensa pas quand les Iuges ne voulurent point deferer à son tesmoignage; nó pour ne le croire pas, mais pource que les formalitez de la Iustice ne pouuoient

permettre que l'on y adjoustaft foy
 pour y fonderiugement. Cette di-
 gression ne fera pas defagreable. Vn
 des grands du Royaume fous le re-
 gne de ce Roy fut accusé de quel-
 ques fautes & crimes, & son procès
 luy fut fait, en l'instruction duquel
 le Roy François voulut bien estre
 ouy en tesmoignage, & par sa de-
 position il chargea l'accusé de faits
 enormes & dignes de mort, neant-
 moins les Iuges ne le condamne-
 rent pas à mort. Apres l'Arrest pro-
 noncé le Roy parla à celuy qui y a-
 uoit presidé, s'estonnant comment
 on n'auoit pas condamné à mort
 cet accusé, veu que les faits dont il a-
 uoit depofé estoient dignes de mort,
 & luy demanda si on auoit douté
 de la verité de ses paroles. Ce Pre-
 sident luy respondit; Nous n'auons
 point douté, Sire, de la verité de tout
 ce qu'il a pleu à vostre Maiefté de

dire, mais d'autant qu'elle s'est bien voulu abaisser iusques à estre tesmoin, son tesmoignage estant unique & singulier, les loix ne nous permettent pas d'y adiouster foy pour y fonder vn iugement. Cette responce contenta le Roy, qui voulut bien rendre cét honneur aux formes de la Iustice. I'espere aussi que Monsieur le Cardinal de Sourdis en vsera de mesme, & trouuera bon que ie die que s'il n'appert de reuocation, ou suspésion par actes, nous ne le pouuons croire, & tant s'en faut que le Pape ayt reuouqué ce Bref, qu'il a continuellement fait escrire que son intentiõ estoit qu'il fust executé.

Le sçay bien qu'il a esté obtenu vn Bref du quatorzième Ianuier mil six cens vingt deux, que l'on a dit auoir esté accordé dès auât Noel mil six cens vingtvn, & n'auoir peu estre

estre expedie plus tost; mais d'autant
 que ce Bref merite bien vn Chapi-
 tre à part pour faire entendre ce
 qui en est, & ce qui s'est passé pour
 ce regard, ie l'obmets à present, &
 à l'occasion d'iceluy ie monstrey
 qu'il n'y a eu ny reuocation ny
 renuoy à la Cõgregation des Regu-
 liers, & n'y a eu nulle suspension, si-
 non pour le regard du Monastere
 del'Assomption. Il reste doncques
 à dire quelque chose pour respon-
 dre à ce que l'on objecte contre
 l'execution du Bref de 1621.

On se plaint de quoy on a rōpū les
 portes du Monastere pour y entrer:
 si en faisant cette plainte on disoit
 qu'il y auoit vn autre moyen d'ex-
 cuter le iugement de sa Sainteté,
 & de luy faire rendre l'obeissance,
 elle pourroit auoir de l'apparence:
 mais posé ce fondement de l'obeis-
 sance deuë au Pape, & l'execution

Q

non seulement du Jugement & Arrest de sa Sainteté donné & prononcé avec toutes les circonstances, & examiné en toutes les manieres que j'ay dites, mais aussi de tout autre Arrest d'un Iuge souverain, cette voye a esté nécessaire, d'autant que les Arrests sont inutiles, & tous les travaux employez pour les obtenir sont perdus sans l'exécution. Car il n'y a point d'autre moyé pour mettre en paix la société humaine parmi les esprits contentieux, que de faire executer les Arrests qui ont décidé les differends.

Mais outre que le Roy l'a veu & sceu, l'a approuvé & confirmé, que Monsieur le Nonce l'a jugé inevitable, il faut considerer que l'Eglise n'a pas besoin du bras seculier, si ce n'est pour faire effort & violence à ceux qui autrement n'obeyroient pas. Les exemples en sont frequens

en la pratique ordinaire. le me contenteray d'un seul, qui est fort conforme au cas particulier duquel il s'agit.

Vn Pere Minime Visiteur General de son Ordre, auoit estably à Abbeuille vn Monastere de Religieuses Minimes, les auoit voilées avec les ceremonies Ecclesiastiques, mises en closture, posé le saint Sacrement sur l'Autel de leur Chapelle, & rendu par ce moyen le Monastere accomply. Les autres Peres avec le Prouincial se sont opposez à cét establissement, & la cause meüe deuant le General de l'Ordre, par sa Sentence entre autres choses il a cassé & annulé cét establissement, a ordonné audit Visiteur, ou en son absence aux deux Prouinciaux ancien & present d'oster le voile & l'habit ausdites pretenduës Religieuses. A l'executio de laquelle Sen-

Qij

tées les deux Prouvinciaux ont vou-
 lu procéder ; mais la rebellion des
 Religieuses les en a empeschez, de
 sorte qu'ils ont esté cōtraints d'im-
 plorer le bras séculier pour y appor-
 ter la force, & presenter leur Re-
 quesse à la Cour de Parlement de
 Paris, tendant afin qu'il fust mandé
 aux Officiers du Roy sur les lieux de
 leur prester main forte, afin que la
 sentence de leur General fust execu-
 tée de point en point, & faire faire
 ouverture du lieu où demeuroient
 lesdites Religieuses. Sur laquelle Re-
 quesse la Cour de Parlement n'a re-
 gardé autre chose sinó qu'il y auoit
 vn Iugement rendu par le General
 de l'Ordre, & qu'il estoit raisonna-
 ble & iuste qu'il fust mis à execu-
 tion, & par Arrest du 4. Mars 1622.
 a ordonné Commission adressante
 aux Officiers & Gens tenás le Siege
 Presidial à Abbeville, pour donner

cófort & ayde ausdits Prouvinciaux,
& faire en sorte que la Sentence du
General de l'Ordre des Minimes
fust executée selon sa forme & te-
neur, & enioint au Substitut du
Procureur General de sa Majesté
sur les lieux, de tenir la main à l'ex-
ecution de l'Arrest.

En vertu de cet Arrest le Lieute-
nant General d'Abbeville avec le
Procureur de sa Majesté sur les lieux,
estant requis par le Prouvincial &
Correcteur des Minimes, s'est tras-
porté audit Monastere, auquel il a
fait faire ouverture des portes d'ice-
luy, & donné entrée aux Religieux
qui ont osté le voile ausdites Reli-
gieuses, & accóply le surplus du cõ-
tenu en la Sentence de leur Gene-
ral : ce qu'ils n'eussent sçeu faire sans
l'ayde du bras seculier, lequel, com-
me j'ay dit, n'est iamais imploré que
pour pourvoir à la desobeissance,

& faire effort. Car autrement les iugemens de la puissance Ecclesiastique demeureroient inutiles.

Pour le regard de l'entrée des Se- culiers, elle vient en consequence de l'article precedant, à cause de l'extreme coutumace des Religieuses desobeissantes, lesquelles n'ont voulu bailler vne seule clef, ny venir parler à Messieurs les Commissaires, & a esté necessaire d'aller à elles: Pour ce qui est de l'accompagnement avec lequel ils sont entrez, il y ont esté obligez par vne necessité beaucoup plus importante: ils scauoient les menées faictes dans la ville, les émotions excitées parmy le peuple, contre l'execution du Bref de sa Sainteté, les publications, les Placars affichez, les assemblées de peuple aux environs du Monastere, alors & au mesme temps de l'execution: on leur

donnoit plusieurs aduis secrets de
 prédre garde à eux, & que l'on auoit
 delibéré de leur faire iniure. Ils sca-
 uoient aussi que ceux qui auoient à
 contrecœur leur action eussent esté
 bien-aïses qu'ils fust arriué quelque
 scandale pour le leur imputer: & ils
 estoient bien aduertis de toutes ces
 particularitez, & du danger auquel
 ils estoient, s'ils ne pouruoyent à
 leur seureté: de sorte qu'ils furent
 obligez, soit pour la conseruation
 de leurs personnes, soit pour em-
 pescher qu'il n'arriuaist scandale au
 Monastere, de faire entrer avec eux
 ces deux Magistrats, à sçauoir le
 Lieutenant de la Preuosté de l'Ho-
 stel, le lurat ou Escheuin de la ville,
 & deux Archers, (car tous les autres
 y estoient necessaires) & laisser le sur-
 plus des Archers à la porte du Mo-
 nastere pour le garder. Ce qui fut
 neantmoins conduit par eux avec

Q iij

ant de prudence, que ceux qui en-
 tierent se comporterent tousiours
 fort modestement. Jamais il ne pa-
 rut aucune action ou parole irre-
 uerente ou moins respectueuse. Je
 ne puis excuser ceux qui ont for-
 mé le bruit qu'il y estoit en ces forces
 soldats, car la verité est au con-
 traire: & ceux qui l'ont dit, ou ils
 ont creu de leger aux calomnies, ou
 ils les ont faites eux mesmes. Je re-
 presente la verité naïfue des choses
 en la façon qu'elles se sont passées,
 & que le contient le procès verbal
 de Messieurs les Commissaires.

Quant à ce qui regarde la de-
 mission de la Prieure, & l'establis-
 sement d'une Superieure, attendant
 de temps & la commodité de faire
 election en vn estat plus tranquille,
 la plainte est mal fondée: car sans
 parler de l'election de celle qui se di-
 soit Prieure, & ne le pouuoit estre

ayant esté esleuë durant le trouble, & au prejudice de l'appel, contre les defenses faites par le Roy d'in-
 nouer aucune chose en l'estat de la
 Maison, contre la surseance ordon-
 née par le Pape de l'execution de la
 Sentence de Monsieur le Cardinal
 de Sourdis, laquelle par sa propre
 nature ne pouuoit ny deuoit estre
 executée, sans parler, dis-je, de la nul-
 lité de cette election. Quand c'eust
 esté vne Prieuré ancienne, la depo-
 sition estoit necessaire. Car puis qu'il
 falloit restablir la puissance & l'au-
 thorité des Superieurs, il n'y falloit
 pas laisser pour Superieure vne Re-
 ligieuse qui s'y opposoit, & qui ne
 les reconnoissoit pas. Quand vn Ar-
 rest ordonne de mettre quelqu'un
 en possession, il porte par mesme
 moyen la faculté & la necessité d'en
 oster ceux qui maintiennent vne
 possession contraire. Mais en ce fait

particulier il est bien estrange que l'ô allegue ce moyen, d'autât que ce sont les Religieuses mesmes qui ont demandé à sortir, & ont mieux aymé sortir du Monastere que d'obeyr: on les pouuoit contraindre d'y demeurer & se soumettre, ce que l'on n'a pas voulu faire, l'on s'est accommodé favorablement à ce qu'elles ont demandé, & maintenant on reproche comme defaut la douceur de laquelle l'ô a usé. Ce qu'ils disēt apres que l'on a disposé du Monastere, & que l'ô l'a mis entre les mains d'une qui n'y estoit que cōme hostesse, cela est sans apparence, la disposition des maisons, & la cōstitution des familles dans vn Ordre est en la main des Superieurs, & n'en doiuent rendre compte qu'au Pape, Les Religieuses des Maisons particulieres non dependantes d'Ordre ont stabilité dans leurs Monasteres : mais

dans les Ordres, les Religieuses ont
 stabilité en l'Ordre, & non pas aux
 Monasteres, leur demeure est aux
 Monasteres où elles sont enuoyees
 selon les necessitez de l'Ordre, elles
 ne sont hostesses ny estrangeres en
 aucun Monastere, mais sont de
 toutes les familles où elles se trou-
 uent; tel est l'vsage de tous les autres
 Ordres, & la pratique de toute l'E-
 glise. Ce qui respond aussi à ce que
 l'on a voulu dire touchant l'enuoy
 qui se fait quelquesfois des Reli-
 gieuses d'un Monastere en vn au-
 tre, pour les offices & necessitez des
 Monasteres & des personnes aus-
 quelles il faut pourvoir. Car outre
 la raison qu'il y en a pour secourir
 mutuellement les Maisons, & tirer
 ayde l'une de l'autre: Outre l'vsage
 ancien surpassant la memoire des
 hommes de plusieurs siecles, l'au-
 thorité y est encores par la Bulle du

Pape Urbain IV. du 18. Octob. 1263.
 par laquelle il approuue que l'on
 puisse enuoyer des Religieuses d'un
 Monastere en autre pour fonder,
 pour reformer, pour gouuernement,
 pour correction, & autres considera-
 tions veritables & raisonnables,
 que les Docteurs ont tirées tant du
 texte qu'en consequence de cette
 Bulle, laquelle est encores en sa plei-
 ne vigueur.

Quant à cet autre point que le
 Pape a donné pouuoir à Monsieur
 le Cardinal de Sourdis, d'absoudre
 d'excommunication les Religieu-
 ses qui sont sorties, & les Seculiers
 qui sont entrez au Monastere, celuy
 qui l'a écrit n'en peut estre aduoié:
 & tant s'en faut que cela soit, que le
 Pape a commandé plusieurs fois à
 Monsieur le Nonce qu'il tint la
 main, à ce que l'execution du Bref
 fust paracheuée aux Monasteres où

elle reste à estre faite, ainfi que ie diray au Chapitre fuiuant, auquel il y aura sujet d'en parler, & fais fin à celuy-cy, estimant auoir suffisammēt monstté la nullité de tous les moyens d'opposition, & raisons de blafme alleguées contrel'execution du Bref, & Arrest de nostre S. Pere le Pape , & que la desobeiffance à iceluy est inexcusable.

Des nouveaux moyens recherchez tant à Rome qu'en France, pour rendre sans effect le Bref de sa Sainteté, voyant que le Roy l'auoit faict deliurer, nonobstant tous les artifices que l'on auoit apportez pour l'empescher, & que l'on commengoit à l'executer.

CHAPITRE XIV.

LEs Agens des Religieuses desobeyssantes sollicitas leurs affaires à Rome, ont eu vn soin continuel de les maintenir tousiours dans la resistance, de sorte qu'ils les entretenoient continuellement d'esperances & de promesses du bon succez de leurs affaires, mesmes lors qu'elles estoient condamnées : & comme leur dessein estoit de faire en sorte que ce differend ne fust ia-

mais vuidé, afin qu'elles peussent auoir quelque couleur de continuer en la desobeyssance, ils essayoient tantost de surprendre quelque suspension de l'execution du Bref, tantost quelque renuoy à la Congregation des Reguliers, & se promettoient d'obtenir, tout ce qu'ils proieettoient: de sorte qu'ils en escriuoiēt à ces pauures filles cōme d'une chose faite, & suyuant cela si tost qu'ils sceurent que le Bref estoit deliuré pour estre mis à execution, ils firent que Monsieur le Cardinal de Sourdis escriuit à Bordeaux, qu'il estoit suspendu & reuoqué, que le Pape auoit renuoyé l'affaire à la Congregation des Reguliers, & que si on se presentoit pour executer le Bref, que l'on s'y opposast fortement. Ce commandement trouua des Ministres bien disposez pour le suiure, ainsi que j'ay monstré au douzième

Chapitre. Et dès aussi tost que les Religieuses eurent commencé de refuser ouuertement au Bref par les Actes des 16. & 18. Nouembre 1621. elles escriuirent à mondit Sieur le Cardinal de Sourdis, qu'elles auoient refusé l'obeyssance au Bref, sur ce qu'il leur auoit escrit qu'il estoit suspendu. A quoy le Sieur Moisset leur Solliciteur se trouuant bien empesché, d'autant qu'il ne pouuoit faire apparoir d'aucune suspension, il fit dessein de tenter derechef d'obtenir quelque renuoy de l'affaire à la Congregation des Reguliers. Mais sçachant que Monsieur le Cardinal de Nazareth (dont i'ay parlé cy-deuant, & qui depuis est decedé) l'empescheroit, comme il auoit fait auparauant, suiuant l'ordre qu'il auoit de sa Saincteté, il pensa qu'il l'obtiendrait plus facilement en déguisant l'affaire, & pour y paruenir il fit

vnc

vne nouuelle Requête, par laquelle il changea l'estat de la cause, exposant que les Religieuses pour lesquelles il auoit charge ne vouloient plus auoir aucun Superieur ny regulier ny seculier, mais demandoient à estre sous les Euesques. Il representa encores que le Bref n'auoit peu estre executé en France pour les difficultez qui s'y estoient rencontrées. Cette Requête fut présentée par Monsieur le Cardinal de Sourdis à Monsieur le Cardinal Ludouisi, le suppliant tres-instamment que sa Saincteté la renuoyast à la Congregation des Reguliers. Ce qu'il obtint, mais non pas simplement, ains seulement pour donner aduis. Mais tout aussi tost le Procureur des Superieurs & de l'Ordre ayant représenté cette surprise, & l'estat de l'affaire à sa Saincteté, elle reuoqua ce rescrit & ordonna que

Alla Congregatione de Regulari che dia il suo parere.

R

les choses demeurassent és termes du Bref. Et suiuant cela sadite Sainteté fit escrire à Monsieur le Nonce le 12. iour de Ianuier 1622. qu'il tint la main à ce que l'execution du Bref fust faite en tous les Monasteres auxquels il n'estoit pas executé.

En ce mesme temps arriuerent à Monsieur le Cardinal de Sourdis les nouuelles de l'execution qui auoit esté faite au Conuent de S. Ioseph à Bordeaux, & auant que cela fust publié à Rome, il fit nouvelle instance enuers sa Sainteté au nom des deux Monasteres de Bordeaux, exposant que les Religieuses d'iceux demandoient d'estre plus amplement ouïyes par elle, & qu'il luy pleust les mettre cependant sous sa iurisdiction, selon qu'il disoit qu'elles le demandoient. Il employa encorés pour cette affaire la sollicitation & recommandation du P. Dominique

Carme, & avec l'autorité de la charge qu'il auoit lors pour les affaires du Roy à Rome, n'y ayât aucun Ambassadeur, il pressa tellement sa Sainteté qu'il en eut vn Bref du 14. Ianuier dernier cōforme à sa demande, par lequel sa Sainteté en outre suspendoit le pouuoir du General de l'Oratoire & des Carmes Deschaufsez sur lesdits Monasteres. Mais d'autant que nostre saint Pere auoit ouy quelque vent de l'execution de son Bref, il voulut que ce dernier Bref fust enuoyé à Mōsieur le Nōce, pour (auant que le deliurer) informer sa Sainteté de l'estat auquel estoient les affaires en Frâce. Mais mōdit S^r. le Cardinal de Sourdis qui scauoit bien que par ce moyen le Bref ne seruiroit de rien, & que sa Sainteté venant à scauoir que son premier Bref s'executoit en France avec la permission du Roy, ne permet-

troit iamais que cette suspension eust lieu, fist instancer toute nouuelle & plus forte que deuant fondée sur sa dignité, & que c'estoit luy faire iniure qu'estant Cardinal sa Sainteté adressast vne expedition particuliere de son Diocese à Monsieur le Nonce, & non pas à luy. Si bien qu'en fin il obtint de sa Sainteté que ce Bref luy fust mis entre les mains. Mais ce fut avec condition expresse de ne s'en point seruir contre les Religieuses qui auoient obey au premier Bref, & ne refusoient pas de reconnoistre le General de l'Oratoire pour Visiteur, ainsi qu'il est verifié cy-apres.

Ce Bref fut aussi tost enuoyé à Bordeaux aux officiers de Monsieur le Cardinal de Sourdis, qui dès l'instant donnerent Sentence cõtre les Religieuses de saint Ioseph, pour ordonner qu'elles obeyroient, & se

sousmettroient à la iurisdiction de l'Archeuesque, ils firent trois citatiōs en vn mesme moment; & tout d'un coup voilà les Religieuses excommuniees, le Monastere interdit, on le fait publier partoutes les Parroisses, aux Profnes, aux Sermons, par significations reiterées, par affiches, en fin c'estoient des tonnerres tombans plus dru que gresle, espouuantant tout le monde, & empeschant avec telle violence que personne n'assistast ces pauvres filles, que depuis le quatorzieme Feurier iusques au 21. May personne n'y a osé dire la Messe, les confesser ny communier, & si Dieu ne les eust secourues par quelque moyen, rare toutes-fois & extraordinaire, elles en eussent esté priuées durant tout ce temps là: mais elles le souffroient en patience, pourcé que l'iniustice y estoit toute manifeste, que c'estoient

des actes de persecution , qu'elles estoient assurees que tout ce qui se faisoit contre elles estoit contre l'intention & la volonté du Pape , & qu'elles n'estoient ny pouuoient estre excommuniées.

Les raisons qu'elles auoient de cette assurance sont :

Que le Bref du 14. Ianuier 1622. en vertu duquel on les vouloit contraindre de se soumettre à la iurisdiction de l'Archeuesque , portoit qu'il estoit donné à la supplication des Religieuses des deux Conuens de S. Ioseph & de l'Assomption; ce qui n'estoit pas, car elles qui estoient au Monastere de saint Ioseph ne le demandoient pas , & ne l'auoient point demandé.

Qu'il auoit esté teu à sa Sainteté. que son premier Bref estoit executé en ce Monastere-là.

Elles voyoient que le Bref ne

portoit point de commission ny de pouuoir de les presser nonobstant l'appel, neantmoins qu'au preiudice de leur appel interjetté dès le commencement & auant l'excommunication, l'on passoit outre.

Que par ce Bref la puissance de leurs Superieurs ordinaires n'estoit point suspendue; & partant qu'elle demeuroid tousiours en sa force & autorité sur elles, & elles avec la mesme obligation de les reconnoistre qu' auparauant.

Elles firent sur cela consulter Messieurs les Docteurs de la Sorbonne à Paris, lesquels apres auoir veu les Sentences d'excommunication, & interdiction prononcées contre elles & leur Monastere, en vertu de ce Bref du 14. Ianuier, ensemble ledit Bref, & les autres actes mentionnez en leur auis iugerent qu'elles estoient nulles, & n'auoient

R. iiii

L aucun effect, & qu'en vertu de ces Sentences les Religieuses n'estoient point valablement priuées ny empeschées de la reception des Sacrements, ny mesme les Prestres & Predicateurs d'y dire & celebrer la Messe, & y faire les Predications, comme il est porté par leur Aduis du 17. Feurier 1622. signé de neuf des plus anciens, entre lesquels sont les Professeurs publics.

D'autre part Monsieur le Nonce aduertty de ces procedures escriuit au P. Dom Marc Antoine de saint Bernard, Prieur des Feuillans à Bordeaux le 26. du mesme mois de Feurier, que le Pape luy auoit fait mander qu'il auoit concedé ce Bref, à condition de ne s'en point seruir es lieux, ausquels le premier auoit esté executé, que la procedure faite contre ces Religieuses estoit precipitée, qu'il meist leurs esprits en

paix leur faisant connoistre iufques où se doit estendre la crainte d'une excommunication fulminée contre l'intention certaine de sa Sainteté.

Depuis encor par autres lettres du 6. Mars ensuiuant, Monsieur le Cardinal Ludouifio escriuit à Monsieur le Nonce par commandement du Pape, qu'ayant sçeu que le Roy non seulement n'auoit pas eu desagrecable l'exécution du premier Bref, ainsi que l'on luy auoit fait entendre, mais aussi qu'il auoit trouué fort bon qu'il fust executé, & en auoit fauorisé l'exécution par le seul desir de faire accomplir ce que sa Sainteté auoit ordonné, il luy mandoit que nonobstant les dernieres lettres, il fist aller auant l'exécution des premieres aux Monasteres où elles n'auoient pas esté effectuées.

En fin nostre S. Pere ayant receu nouvelle plainte de ces excómunions & interdictions, pour faire connoistre à tout le monde qu'elles estoiet contre sa volóté & intentiõ, en decerna vn Bref exprés du 13. Mars 1622. lendemain de la Canonisation de saincte Terese, laquelle pour donner à ses filles plus grande ioye de cette solemnité, & pour premices de ses faueurs apres son entrée en ce tres-auguste Catalogue, leur impetra la liberté qui leur est donnée par ce Bref.

Par ledit Bref celuy du 14. Ianuier est transcript, & à la fin d'iceluy nostre saint Pere ajousté ces mots: *Or cõme ainsi soit selon que nous auons appris que pour auoir interpreté nosdites lettres contre nostre intention, il s'est ensuiuy plusieurs incommoditez à l'occasion de l'execution d'icelles, & des perturbations de consciences : A ces causes*

voulant par nostre office pastoral apporter remede à ces maux: De nostre propre mouuement, & de nos certaine science, & meure deliberation, de l'auctorité Apostolique par la teneur des presentes. Nous declaronz que nostre volonté & intention a esté & est que nosdittes lettres ne soient point executées contre les Religieuses de cét Ordre, lesquelles auoient obey à nostre premier Bref, lors que lesdites dernieres lettres leur ont esté presentées, & ne refusoient pas le soin, visite, correction & superiorité du General de l'Oratoire. Ce sont les propres paroles du Bref du Pape, par lequel en outre sa Saincteté mande à Messieurs les Cardinaux de la Rochefoucault & de Retz Commissaires deputez pour l'execution du premier Bref, qu'entant que besoin seroit, ils absoluent lesdites Religieuses de toutes les censures que l'on auroit données ou declarées contre

elles, à faute d'auoir obey audit Bref du 14. Ianuier.

Ce dernier Bref manifestant de plus en plus l'intention de sa Sainteté, a descouuert plus clairement l'iniustice de ces excommunicatiōs & interdictiōs, a confirmé & consolé ces pauures Religieuses, & iustificié les aduis precedens, par lesquels elles auoient esté fortifiées à souffrir en patience la plus dure persecution dont il y ait memoire, entre personnes, & par personnes de cette condition.

En vertu de ce dernier Bref, mondit sieur le Cardinal de Retz a decerné son ordonnance donnée au camp deuât Royan le 10. May 1612. & sur icelle & ledit Bref sa Majesté a fait expedier ses lettres patentes du 14. ensuiuant pour la signification & execution tant dudit Bref que de ladite ordonnance, & le 20. du mes-

me mois l'un & l'autre furent signifiés aux officiers de mondit sieur le Cardinal de Sourdis, qui auoient donné & fulminé les excommunications, & encores affichez par la ville, afin de faire sçauoir à tout le peuple, que la liberté de ces pauvres Religieuses du Monastere de saint Ioseph auoit esté iniustement opprimée, & leur estoit renduë.

Et pour faire voir à toute la ville, qu'il n'y auoit ny excommunication ny interdiction, mondit sieur le Nonce qui se trouua lors à Bordeaux dit publiquement la Messe en l'Eglise dudit Monastere de S. Ioseph, communia les Religieuses & plusieurs personnes seculieres.

Par ce moyen la liberté a esté renduë à ces pauvres affligées apres vne si longue & si dure captiuité. Mais la mauuaise volonté n'en est pas diminuée, d'autant que les mesmes offi-

ciers ont fait ſecretement & ſous main defendre à tous les Eccleſiaſtiques d'aſſiſter leſdites Religieuſes, tellemēt qu'elles y ont encores mille difficultez, à la faueur des Religieuſes oppoſantes, leſquelles ont leurs parēs dans les premiers offices de la ville, qui font de cette cauſe vne affaire de faction, les maintiennent contre tout droit, & hazardent grādemēt l'eſtat de leurs parentes. Il faut laiſſer le ſurplus à la grace & puiſſance de Dieu, qui mettra fin à cette tempeſte quand il luy plaira.

Je reſpōdray maintenant à deux conſequences que les Religieuſes oppoſantes, & ceux qui ont fait imprimer des libelles en leur faueur, ont pretendu tirer de ce Bref du 14. Ianuier.

La premiere eſt que pour colorer leur deſobeiſſance au Bref & Arreſt contenant le Iugement du procès,

elles ont dit qu'il auoit esté suspendu, & le libelle intitulé Veritable Narration imprimé en leur faueur a ajousté, que ce Bref du 14. Ianuier auoit esté accordé dès le 23. & 24. Decemb. 1621. sur l'appel que dès le 16. Nouemb. auparauât elles auoient interjetté de l'exécution du 1. Bref: mais cela ne peut auoir lieu. Premièrement il n'appert point & iusques icy n'a paru par aucun acte qu'il eust esté accordé dès ce téps-là: aussi celui qui l'a escrit en son libelle n'en apporte point d'autre preuue, que ce qu'il dit en auoir esté mādé par mondit sieur le Cardinal de Sourdis, dont il ne produit rien: & quād il en produiroit quelque chose, i'ay dit au Chapitre precedēt les raisons, pour lesquelles mondit sieur le Cardinal ne s'offensera pas, quel'on n'y ajouste point de foy pour y fonder vne preuue. En second lieu i'ay dit cy-

deuant que Monsieur le Nonce auoit receu par lettres du 12. Ianuier commandement de la Sainteté de tenir la main à ce que le premier Bref fust executé par tout : ce qu'elle n'auroit pas fait si dès le mois de Decembre precedent elle en eust suspendu l'execution.

L'autre consequence que le mesme libelle a voulu tirer de ce Bref, a esté pour prouuer que l'affaire estoit renuoyée à la Congregation des Reguliers, disant que par ledit Bref le Pape auoit donné toute superiorité & tout gouuernement de ces deux Conuens à Monsieur le Cardinal de Sourdis, iusques à ce que les differens fussent vuidéz en la sacrée Congregation, où il auoit renuoyé les parties. Mais pour toute responce ieluy diray, qu'il lise encores vne fois ce Bref, auquel il n'en trouuera vn seul mot, & n'y est parlé

en

en façon quelconque de renuoy à
 ladite Congregation, ny autre. Ce
 que ie prie le Lecteur de remarquer
 & avec quelle hardiesse parlét ceux
 qui fauorisent cette desobeïssance.
 Il y auroit plusieurs autres choses à
 rapporter examinât les circonstan-
 ces & actes particuliers de l'opinia-
 streté & de la persecution. Mais ou-
 tre que cela causeroit trop de lon-
 gueur, ie les passe volontiers pour
 sortir plustost de ces aigreur, & en
 imprimer moins la memoire. La
 suite de ce Bref du 14. Ianuier m'a
 fait passer l'exécution du premier
 Bref faite au Monastere de Xaintes
 à la fin du mois de Feurier, pour n'in-
 terrompre le fil de l'histoire. Mais ie
 la reprendray au Chapitre suiuant.

*De l'execution du Bref de nostre saint
Pere le Pape faite au Monastere
de cét Ordre à Xaintes,*

CHAPITRE XV.

L'Exemple de la rebellion, & resistance rendue par les Religieuses du Monastere de S. Ioseph à Bordeaux opposantes à l'execution du Bref de nostre saint Pere le Pape, deuoit toucher celles qui au Monastere du mesme Ordre à Xaintes auoient adheré à leur diuision, voyant que leur refus & desobeyssance auoient obligé le Roy à ioindre son autorité pour prester main forte à l'Eglise, & faire executer en son Royaume le iugement de sa Saincteté, & que l'opiniastreté n'auoit seruy qu'à donner

du scandale, & les reduire par force à ce à quoy la conscience & leur condition les deuoit obliger sans effort : mais il y auoit peu de disposition pour en bien vser, d'autant que celles qui en ce Monastere fomentoient la diuision de l'Ordre, ont plus hardiment & plus ouuertement secoüé le ioug del'obeyssance que toutes les autres. Elles ont de leur propre autorité sans aucun iugement ny Sentence, denyé l'obeyssance à leurs Superieurs, Elles ont de leur seule volóté changé la forme des professiós dans leur Monastere. Elles se sont données elles mesmes la loy, & l'autorité de faire & former leur cõduite, & leur dependance, comme il leur venoit en l'esprit, deferant tantost à Monsieur l'Euesque de Xaintes tantost à Monsieur le Cardinal de Sourdis, selon qu'el les trouuoient les dispo-

strions plus cōformes à leur dessein,
 n'ayant pour tout cela Regle quel-
 conque, sinon celle de leur propre
 choix. C'est pourquoy il ne faut pas
 s'estonner, si l'on voit en ce Mona-
 stere plus d'actiuité, plus d'inuē-
 tions, plus d'opiniastrété pour resi-
 ster, & se maintenir dans la diuisiō,
 que l'on n'a veu en celles de Bor-
 deaux, & que l'on ne pourroit pas
 s'imaginer en personnes Religieu-
 ses; car au lieu de faire profit de l'ex-
 emple de ce qui s'estoit passé à Bor-
 deaux, pour ne se roidir si fermemēt
 contre l'obeyssance, elles s'en sont
 seruies pour encherir pardessus la
 resistance des autres, & obseruant
 tout ce qui s'y estoit passé se sont ap-
 pliquées à trouuer les moyēs de s'en
 garentir, & empescher que l'on ne
 peust entrer dans leur Conuent, ny
 en oster aucune Religieuse, & spe-
 cialement la Superieure, disposant

à cette fin le secours de leurs amis,
& de leur industrie en plusieurs manieres, tant dedans que dehors le Monastere.

Premierement pour y pouruoir par le dehors, elles penserent que l'autorité de la Cour de Parlement de Bordeaux leur seroit fort vrile, & y presenterent plusieurs Requestes pour en obtenir, comme elles firēt, des Arrests fulminans, dressez pour espouuanter les Commissaires qui pourroient estre chargez de cette execution, ensemble les ouuriers & artisans desquels ils auroient besoin de se seruir, leur faisant defenses d'ouurir & rompre leurs portes, tirer ny mettre hors du Conuēt aucunes Religieuses, à peine de dix mil liures, enioignant aux officiers du Roy d'y tenir la main, comme il est plus au long porté par les Arrests des 29. Ianuier, 5. & 15. Feurier der-

nier, donnez sans puissance & sans autorité, au mépris de l'interdiction & de la defense que le Roy leur auoit faite, de connoistre de ces affaires, laquelle auoit esté signifiée à Monsieur le Procureur General, ainsi qu'il l'a déclaré luy mesme à la Cour, & qu'il est porté par ledit Arrest du 29. Ianuier, qui est vne nullité euidente en tous lesdits Arrests. Mais cōme à Bordeaux, la Superieure du Conuent de saint Ioseph estoit sœur d'un de Messieurs les Presidens de la Cour, à Xaintes aussi celle qui estoit Superieure du Monastere auoit en la mesme Cour vn frere Conseiller, & en la ville sa mere vesue d'un Conseiller, & plusieurs parens tant au Parlement qu'ailleurs : Toutes ces parentez & alliances ont produit vne faction si puissante, que le dessein d'empescher cette executiō à quelque prix

que ce fust à passé par dessus toute sorte de considérations.

Ayant doncques les Religieuses ainsi préparé ces premiers empeschemens par l'autorité de ladite Cour, elles en prattiquerent d'autres pour y remedier par la voye de fait, & pour y paruenir quelques personnes disposées par elles travaillerent parmy les habitans de la ville de Xaintes pour les esmouuoir à les defendre, allant de maison en maison semant des plaintes & des calomnies, sans espargner honneur, reputation ny verité, excitant l'indignation d'un costé, & de l'autre la compassion par des faits supposés, & firent si bien qu'en peu de temps toute la ville en fut remplie, & tous les iours venoient trente ou quarante femmes pour se tenir près la porte exterieure du Monastere preparées pour en empescher l'ou-

ueriture de fait & de force.

Vn autre moyen, fut d'auoir des personnes attitrées pour intimider les ouuriers qu'ils pourroient descouvrir auoir esté preparez pour seruir à l'exécution. Et defait le 10. iour de Feurier dernier, Messieurs les Commissaires ayant fait estat de traualler à l'exécution du Bref, estât à cette fin accôpagnez des ouuriers & artisans qui leur estoient necessaires, ceux qui estoient ordonnez pour les intimider, le firent si dextrement, qu'en vn instant ils disparurent tous, & falut remettre l'exécution à vn autre iour.

Ces choses ainsi preparées par le dehors, il restoit à disposer le dedans de la Maison, en sorte que les Commissaires y trouuassent encores plus d'empeschement : pour ce faire elles eurent deux moyens, l'vn de faire en sorte que l'on ne peust

entrer dans le Monastere, l'autre que si l'on y entroit on ne peult en faire sortir la Superieure, & deux ou trois qui luy adheroient principalement,

Pour le premier ce fut de barricader la porte du Monastere, en sorte qu'il fust impossible de l'ouurir, elles mirent à cette fin des futailles remplies de terre & de pierres, & vne grande quantité de buches rangées cōtre ladite porte, en telle maniere que ceux qui l'ont veu ont esté estonnez que cela soit entré en l'esprit des personnes de cette condition.

Pour l'autre la Superieure du Monastere pouruoiant à se conseruer en charge dans iceluy, & n'en pouuoir estre ostée, suscita sa mere, & son frere Conseiller en la Cour de Parlement de Bordeaux, comme i'ay dit cy-deuant, de contribuer de

leur part ce qu'ils pourroient pour l'y maintenir : A cette fin ils passerent procuration à Bordeaux le 12. iour du mesme mois de Feurier pardeuant Briffon Notaire, pour empescher que ladite Superieure leur fille & sœur ne fust transferée hors ledit Monastere , *et si besoin estoit y opposer la force.* On auroit peine à croire que dans vne ville celebre, par des personnes de qualité, pour empescher l'execution de la volôté du Pape & du Roy, en fait de religio, vn acte de cette sorte eust peu estre passé. Cela môstre & l'esprit qui anime ce soulleuement , & la faction qui le soustient. D'autre part la mesme Superieure ayant pris authorité sur le reste de la famille, sçachant bien qu'une bonne partie des Religieuses n'estoient pas pour s'opiniasttrer à l'extremité, les engagea si bien qu'elle les fit resoudre (au cas

que l'on entraſt dans le Monastere) de se lier toutes ensemble, en sorte qu'il fut impossible de les emmener sans leur faire quelque grand effort & violence, ce qu'elles ſçauoient bien quel'on n'attenteroit pas, eſperant que par ce moyen elle demeureroit dans la maison. Et de fait elle emprunta des cheſnes de demy-cent d'argent, avec lesquelles elles ſe lierent hui& l'une à l'autre, & ſe rangerent côme cela en vne Chambre haute de la maison, lors que les Commissaires y entrerent pour ex-cuter le Bref.

Mais comme toutes ces actions estoient pour s'opposer à l'ordon-nance du Pape, & pour reſiſter d'a-uantage à leurs Superieurs, la con-science ne leur pouuoit donner re-pos ny assurance en tout ce qu'el-les faisoient, si bien qu'elles auoiet recours à toutes sortes de moyens.

La Superieure incertaine de l'euenement, & ne ſçachant ſi on la retiendroir par force dans la maiſon, ou ſi on l'en oſteroit, & croyant biẽ que ſi on la retenoit en la maiſon ce ne ſeroit pas avec charge & autorité, pourueut à faire que ſans licence de celle qui y ſeroit Superieure elle peult auoir liberté de tout ce qu'elle deſireroit, & fit faire par vn Serrurier de Xaintes nommé Claude Cintin des doubles clefs des principales ſerrures de la maiſon qui reſpondent au dehors, comme il appert par la quittance qu'en a paſſé ledit Serrurier par deuant Boüyer Notaire à Xaintes le 2. Auril dernier: & au cas qu'elle fortiſt du Monaftere elle pourueut à l'emporter avec elle ſi elle pouuoit, ou au moins tout ce qui eſtoit dedans. Elle mit dehors tous les titres, contracts & papiers, tous les meubles, tant ceux

qui seruoient à l'Eglise & Sacristie, que ceux qui estoient pour le dortoir, reſectoir & autres offices, laissant seulement ce qui estoit pour la necessité apparente, & la nuit mesme dont elles sortirét le lendemain, elles passerent par vne fenestre qui respôdoit au dehors plusieurs couuertes & autres meubles, tellemēt que quand elles partirent de Xaintes pour aller à Bordeaux, ainsi que ie diray cy-apres, elles firent emmener vn plein chariot de meubles. Voilà l'estat & la disposition de ces pauures ames, au lieu de se porter à l'obeïſſance & à la recognoïſſance, se reünir ſuiuant la volonté du Pape, & obeyr à l'Arreſt donné par la Saincteté ſur leur propre Requeſte, à leur poursuite & instance. Il reſte maintenant à rapporter ce qui s'eſt paſſé en l'execution, & faire voir la continuation de la deſobeyſſance,

& obstination de ces pauvres ames
aveugles.

Le Bref de nostre S. Pere le Pape
& l'ordonnance de Monsieur le Car-
dinal de Retz pour l'exécution d'i-
celuy furent au commencement de
Janvier 1622. mises mains de Mefsi-
re Philippes Aubert Prestre Bache-
lier en Theologie, Prieur de Mar-
cilly, afin de les signifier & publier,
& faire executer sur le Monastere
des Religieuses Carmelines à Xain-
tes, & y faire rendre l'obeyssance à sa
Sainteté & aux Supérieurs.

Ledit sieur Aubert fit diligence
de pouvoir parler aux Religieuses
pour leur faire sçavoir ledit Bref, &
sa commission ; mais les portes du
Monastere furent toujours fermées
depuis l'aduis de l'exécution faite à
Bordeaux, tellement qu'il ne peut
parler à elles pour les signifier à leurs
personnes : mais il le fit en parlant

à deux Tourieres, au sieur de Suberville Chanoine en l'Eglise de Xaintes leur Confesseur, & à M. Jean Picard leur Procureur le dixiesme du mois de lanuier dernier.

Le mesme iour Monsieur de Perne Gouverneur de la ville & citadelle de Xaintes, & le Reuerend Pere Recteur des Iesuites se mirent en deuoir d'exhorter lesdites Religieuses à se soumettre, & sur tous Monsieur l'Euesque de Xaintes voyant leur desobeyssance, & le tort qu'elles se faisoient, prit la peine d'aller luy mesme au Monastere, & ayant fait venir toutes les Religieuses au Parloir; leur remonstra qu'elles deuoient deferer au iugement de nostre S. Pere: mais ce fut en vain, ny les raisons, ny les remonstrances, ny l'entremise de ces personnes si considérables, ny l'autorité du Prelat, ne peurent amolir leur dureté, au moyen de-

quoy ledit sieur Aubert Commis-
 saire Ecclesiastique reitera les signi-
 fications le 24. du mesme mois, ce
 qu'il fit encores le 28. ensuiuant: Et
 ce mesme iour ledit sieur Eues-
 que de Xaintes par vne charité tres-
 particuliere & exemplaire s'efforça
 derechef de ramener lesdites Reli-
 gieuses à leur deuoir, il y enuoya
 pour cét effect son Aumosnier en la
 compagnie dudit sieur de Suberuill-
 le se disant leur Superieur, pour les
 persuader, & admonester de sa part
 de deferer audit Bref: mais la porte
 leur fut refusée, ce qui donna occa-
 sion audit sieur Euesque des'y trans-
 porter luy mesme reuestu de son
 rochet, estimant qu'en cét estat il
 pourroit assurement parler ausdi-
 tes Religieuses: mais quelque lan-
 gage qu'il peust tenir, iamais il ne
 fut en la puissance de parler à elles,
 monstrant vne contumace opinia-
 stre

stre & vne irreuerence sans exemple:
à raison dequoy ledit sieur Aubert
voyant par tous ces refus, qu'il n'y
auoit aucune esperance de les pou-
voir reduire, ny traiter par raison
auec elles, il reitera les significatiōs
auec intermination des censures, &
qu'il seroit contraint d'implorer
l'ayde du bras seculier.

Suiuant cela le 10. du mois de Fe-
urier ensuiuant accompagné de ce-
luy qui auoit charge de pourfuiure
ladite execution, il se retira par de-
uers Monsieur d'Autry Conseiller
du Roy en son Conseil d'Estat, Me-
des Requestes ordinaire de son Ho-
stel, & Intendant de la Iustice en
Xaintonge, auquel il fit entendre le
contenu audit Bref & sa commissiō,
les actes & exploits par luy faits &
reiterer pour le signifier ausdites
Religieuses, & leur enjoindre d'y
obeyr, leur refus auec les circōstan-

ces que j'ay dittes, & que les portes de l'accès dudit Monastere estoient continuellement fermées, luy requerant que selon l'autorité de sa charge il luy pleust luy donner main forte, adjoindre l'autorité Royale afin qu'il eust moyen de faire exécuter le Bref, & faire faire l'ouverture des portes dudit Monastere. A cette fin le Procureur des Supérieurs de l'Ordre luy mit entre les mains la commission que sa Maïesté en avoit fait expedier le 1. Nouemb. précédés adressante au premier de Messieurs les Maîtres des Requestes de s^{on} Hostel. A quoy ledit sieur d'Autry obtemperât se transporta le même jour audit Monastere, accompagné dudit sieur Aubert Commissaire Ecclesiastique, du Procureur des Supérieurs, & de quelques artisans pour faire ce qui seroit de Justice. Arrivant audit Monastere, il y

trouua vne grãde quãtité de peuple amassé, comme enuiron deux cens tant hommes que femmes menaçants de tumulte. Mais sur ce que ledit sieur d'Autry portant en sa personne l'autorité Royale, monstra qu'il n'auoit aucun estonnement de leurs contenance, les personnes attirées pour intimider les artisans, ayant trouué moyen de les aborder, les épouuanterent tellement des menaces qu'ils leur firent de les faire pendre, qu'ils disparurent tous sans que Messieurs les Commissaires s'en aperceussent: Au moyen de quoy il fut necessaire de differer l'execution à vne autre fois. Cependant les opposans continuent leurs diligences & poursuites, font signifier aux officiers du Roy sur les lieux les Arrests de la Cour de Parlement de Bordeaux, les menacent s'ils ne tiennent la main à empêcher cette

execution, appellent, recusent, n'o-
 mettent rien, il n'y auoit presque
 iour qui ne produisist plusieurs
 actes. En fin le 22. du mesme mois
 ledit sieur d'Autry sollicité par le
 Commissaire Ecclesiastique de luy
 donner main forte, se transporta
 audit Monastere, duquel il trouua
 toutes les portes fermées, avec vn
 grand nombre de peuple amassé,
 faisant tumulte pour empescher la-
 dite execution. Pour à quoy reme-
 dier ledit sieur d'Autry manda le
 Grand Preuost de l'armée que M^o-
 sieur le Duc d'Espernon comman-
 doit deuant la Rochelle, & ses Ar-
 chers, estant lors à Xaintes, afin
 qu'ils vinssent l'assister, & empes-
 cher ladite émotion. Ce fait es-
 tant requis par ledit sieur Aubere
 de luy donner entrée pour pouuoir
 faire sa charge, & parler ausdites
 Religieuses, voyant la cōtinuation

des refus, il fit faire ouuerture de la premiere porte du Monastere, & estant arriué à la seconde qui entroit au Conuent, ayant reconnu qu'elle estoit barricadée, comme i'ay dit cy-dessus, il fit faire ouuerture par le Tour de la Maison (ce qui fut fait aisément en leuant quelques planches) & par ce moyen eurent entrée dans le Monastere.

Messieurs les Commissaires & leur Greffier, ledit Sieur de Suberville Confesseur & Superieur desdites Religieuses, le Procureur poursuivant l'exécution, & ledit Preuost entrèrent dans le Monastere, mais nō aucun des Archers, lesquels furent laissez hors la porte. Estant entrez, il fut encores impossible d'arriuer où estoient les Religieuses, sinon en faisant ouurir trois autres portes: ils trouuerent en allant en vne des offices du Monastere trois Religieu-

les qui leur dirent qu'elles estoient
 obeyssantes à leurs Superieurs, &
 n'adheroient pas aux autres, & pas-
 sant outre ils arriuerēt à vne cham-
 bre au haut du logis, où ils trouue-
 rent ladite Superieure, & sept Reli-
 gieuses, auxquelles ledit S^r Aubert
 continuant les significations prece-
 dentes signifia ledit Bref, & fit en-
 tendre le contenu en iceluy, leur en-
 ioignant d'y obeyr, dont elles firent
 refus, declarant qu'elles s'opposoiēt
 à l'execution dudit Bref, qu'elles re-
 cusoient Messieurs les Commissai-
 res, estoient appellantes de la-
 dite execution, & protestoient de
 se pourvoir contre la procedure,
 & le Bref, disant qu'il estoit sus-
 pendu; car c'estoit là le mot don-
 né pour la resistance. Quoy voy-
 ant ledit sieur Aubert, non-ob-
 stant, & sans preiudice de toutes
 ces raisons, passant outre à ladite ex-

ecution , il signifia à la Supérieure dudit Monastere vne ordonnance de ses Supérieurs , en vertu de laquelle il la deposa de sa charge , & institua en icelle vne autre Religieuse obeyssante , l'une des trois dessusdites nommée sœur Marie du S. Sacrement, attendant qu'il y eult moyen de faire élection : & à cette fin luy mit entre les mains ladite ordonnance. Et d'autant que ladite Supérieure déposée , & les sept autres Religieuses qui luy adheroient, exhortées de se ranger dans leurs cellules, bailler les clefs & reconnoistre ladite sœur Marie du saint Sacrement pour Supérieure , n'en voulurent rien faire, non pas mesme promettre de se contenir paisiblement audit lieu , (ce qui est à remarquer) Messieurs les Commissaires voyant les factions & assemblées de la ville, la passion desdites

Religieuses, & la iuste crainte qu'il y auoit qu'elles n'entreprissent quelque violence quand ils seroient dehors, veu mesmes qu'ils auoient trouué plusieurs ferremens propres à forcer des portes, cachez sous vne aumoire, il firent porter dans ladite chambre tout ce qui estoit necessaire pour lesdites huit Religieuses, & les y enfermerét pour cette nuit, leur laissant ladite chambre & huit cellules qui estoient au bout d'icelle, pour leur appartement. Mais voyant que les Religieuses obeyssantes n'estoient pas en si grand nombre que les autres, & qu'elles craignoient, non sans raison, quelque effort de leur part, ils firent entrer dans le Monastere pour les assister deux filles vertueuses, l'une desquelles a depuis pris l'habit de la Religion, & l'autre est demeurée pour le seruice d'icelle au Tour de de-

hors. Ce fait apres auoir remis toutes les portes du Monastere en bonne closture, ils se retirerēt pour ce iour, laissant au dehors du Monastere quelques Archers pour la garde d'iceluy, toutes les filles du dehors s'estant retirées.

Le lendemain 23. iour dudit mois de Feurier, les affaires demeurerēt en cēt estat, & ne fut fait autre chose sinon que les parens de la Superieure deposée, & de quelques autres Religieuses demanderent permission à Messieurs les Cómmissaires de parler à elles, pour essayer à les porter à quelque accommodement. Et d'autant que Messieurs les Commissaires estoient resolu de faire transporter au Monastere du mesme Ordre en la ville de Tours, la Superieure & trois autres Religieuses, suiuant l'obedience qui en auoit esté expediee par les Superieurs, leurs parens

tendoiet à les persuader de sortir volontairement dudit Conuent pour aller plustost en celuy del'Assomption à Bordeaux, puis qu'elles ne vouloient pas obeyr, & qu'elles ne pouuoient euer l'execution dudit Bref: mais leur conference fut sans effect, d'autant que ladite Superieure & les trois autres ayant comme j'ay dit engagé les autres à ne se point separer, elles dirent qu'elles ne vouloient point sortir que toutes ensemble.

Le 24. dudit mois iour de S. Mathias leur fut laissé libre, sans auancer aucune chose en ladite execution.

Le 25. ledit Sieur Aubert Commissaire Ecclesiastique visita de rechef lesdites Religieuses, spécialement les quatre contenues en l'obedience des Superieurs pour estre transportées à Tours, & les exhorta

d'abondant à se resoudre de viure en paix dans ledit Monastere, & par prouision, & sans preiudice de leur appel, reconnoistre ladite Mere Marie du S. Sacrement pour Superieure, & qu'en ce faisant il ne les transporterait point hors dudit Monastere. La response qu'elles firent témoigne le mesme esprit que les circonstances precedentes; elles dirent qu'elles le consentiroient pourueu qu'elles peussent aller aux Grilles, & Parloirs, & bailler & receuoir des lettres sans congé, & choisir tel Confesseur qu'elles voudroient: à quoy encores celle qui auoit esté Superieure ajouta vne autre condition, qu'elle ne se trouuast point à la Communauté, ny aux lieux où il y auroit preference, mais qu'elle consentoit que ladite M. Marie eust les clefs du Conuent. C'estoit vn consentement captieux, comme il a esté

reconneu depuis, quand on a sçeu qu'elle auoit fait faire les doubles clefs dont il est parlé au commencement de ce Chapitre. Messieurs les Commissaires voyant ces dispositions, que l'exécution du Bref ne pouuoit estre faite sans transporter lesdites quatre Religieuses suiuant ladite obediencce, & qu'autrement ils ne pouuoient laisser ordre ny paix au Monastere, ils aduiserent de l'exécuter: mais sur ce lesdites quatre Religieuses demâderent d'estre conduites à Bordeaux au Monastere de l'Assomption, & les autres quatre qui leur adheroient le demanderent pareillement, & avec elles leurs parens & amis en firent telle instance que lesdits sieurs Commissaires craignans quelque autre accident s'y accómoderent: à quoy ils furent fortifiez par deux raisons, l'une que lesdictes huit Religieu-

ses s'estoient liées l'une à l'autre par
 des chaines d'argēt, en sorte qu'el-
 les ne pouuoient estre separées sans
 leur faire effort, ce qu'ils vouloient
 euitier: l'autre qu'en condescendant
 à leur demande, l'exécution s'en ré-
 droit plus facile. Et pour executer
 cette resolution ledit sieur de Su-
 beruille offrit de vuider de sa mai-
 son, & la laisser entiere ausdites Re-
 ligieuses pour y demeurer en clo-
 sture, iusques à tant qu'elles fussent
 transportées audit Conuent de l'As-
 somption à Bordeaux, ce que leurs
 propres parens promirent de faire,
 & accomplir dans trois sepmaines
 par acte passé pardeuant Notaires,
 par lequel aussi ils reconneurent que
 Messieurs les Commissaires auoient
 à leur Requête consenty que lesdi-
 tes Religieuses fussēt menées à Bor-
 deaux. Les choses ainsi résolues &
 accordées, lesdites huit Religieu-

ses descendirent de ladite chambre.
 Mais la crainte qu'on les separast
 estoit telle , qu'elles demeurèrent
 rousiours liées & enchainées l'une
 avec l'autre , iusques à ce qu'elles
 fussent hors le Monastere proches
 d'entrer au Carrosse qui les atten-
 doit à la porte d'iceluy , & lors elles
 se detacherent elles mesmes de leur
 bon gré , pource qu'elles ne pou-
 uoient autrement entrer au carros-
 se. Elles y entrerent seules, & furent
 cōduites au logis dudit sieur de Su-
 beruille, auquel elles ont demeuré
 iusques au dixiesme iour de Mars
 qu'elles furent cōduites à Bordeaux
 avecvn plain chariot des meubles
 du Conuent, cōme i'ay dit: & au lieu
 d'entrer audit Conuent del'Assom-
 ption, suiuant ce qui leur auoit esté
 accordé, & à quoy leurs parens s'e-
 stoient sousmis, elles furēt mises en
 vne maison particuliere de Bordeaux.

preparée à cette fin pour leur demeure & exercice ; par vn dessein formé par tout le corps de cette rebellion, pensant se fortifier davan- tage, & rédre la reünio plus difficile: Ainsi fut le Bref de nostre S. Pere executé au Monastere des Carmeli- nes en la ville de Xaintes, & l'Ordre remis en la possessio d'iceluy. I'ob- mets vn grand nombre de particu- laritez du progrez de cette executio (dót le recit seroit lóg & ennuyeux) hors mis ce point digne de remar- que, qu'encores que les preparatifs des opposantes fussét disposez pour faire vne tresgráde resistáce, en sorte que l'execution ne peust estre faite sans violence, Dieu a tellement dissipé leurs Conseils, qu'il n'a esté fait aucun effort à leurs personnes, ne leur a esté touché ny fait aucune action qui eust la moindre odeur d'irreuerence. I'obmets aussi ce qui

s'est passé depuis sur le sujet de ce
nouuel establissement fait à Bor-
deaux, pour les mesmes raisons que
j'ay dites cy-deuant sur pareil sujet.
Je ne respons point aux calom-
nies que l'on a mises en auant, qu'il
estoit entré grand nombre de sol-
dats, & des femmes de mauuaise vie
dās ledit Couuent de Xaintes: que
l'on auoit traisné les Religieuses par
force, & que l'on leur auoit fait de
grandes violences & indignitez,
pource que toutes ces choses sont
tresfaulses, que la verité de tout ce
qui s'y est passé est naifvement rap-
portée par le procez verbal de Mes-
sieurs les Commissaires, dont j'ay
tiré ce que ie rapporte, auxquels par
route sorte de raison, & de bonne
coustume l'on est obligé de donner
plus de créace qu'à toute autre per-
sonne; & par consequent beaucoup
plus qu'aux bruits apostez, & aux
disfa-

diffamations des personnes passionnées, dont l'indignation paroist par les actes. Monsieur l'Euesque de Xaintes & Monsieur le Duc d'Espernon lors presens en la ville, scauent & rendent tesmoignage de la modestie & reuerence à la condition Religieuse, qui a esté gardée en toute cette procedure. Et sa Majesté ayant ouï le rapport du procez verbal dudit sieur d'Autry, bien informée de ce qui s'y estoit passé, a ratifié & approuué tout ce qu'il auoit fait, déclaré que le tout estoit selon son vouloir & intention, & vouloit qu'il eust lieu, comme il est plus au long porté par les Lettres patentes que sa Majesté comanda en estre expedicées le 12. Mars 1622. Mais il ne faut pas s'estonner si vne cause de cette qualité est defendue par tels moyens, si la desobeyssance se iustifie en blasmant la

Iustice, & si la rebellion accuse les effets de la puissance legitime. Les particularitez que i'ay rapportées cy-dessus des preparatifs faicts pour empescher l'execution du Bref en ce Monastere, donneront assez de sujet à ceux qui le liront, de faire iugemēt de la condition des esprits qui ont excité ces troubles, sans que ie m'estende dauantage à en parler; & si la necessité de l'histoire ne m'obligeoit à le rapporter, ie l'eusse plus volontiers supprimé, comme ie fais le surplus, esperant que le temps & la reconciliation en effaceront la memoire.

Je ne parle point des raisons alleguées par les Religieuses & leurs Procureurs, pour couvrir leur resistance, d'autant qu'elles ne sont pas autres que celles qui ont esté proposées sur le mesme sujet à Bordeaux, auxquelles i'ay respondu cy

deuant, à ſçauoir que le Bref a eſté obtenu par ſurpriſe, qu'elles n'y ont pas eſté ouïes, qu'il a eſté ſuſpendu & reuoqué, que l'affaire eſt renuoyée à la Congregatió des Reguliers, & qu'elles en ſont bien aſſeurées. Car le Bref iuſtifie tout le contraire: Elles y ont eſté bien ouïes: Il eſt donné ſur leur propre requeſte & ſur leur production: L'arreſt fait pleine foy des procedures qui y ſont enoncées, & par le ſtyle de tous les Parlemens de France, il n'y a point de plus authentique & plus forte preuue des formalitez obſeruees en l'inſtruction d'un procès, que ce qui en eſt rapporté par l'Arreſt interuenu ſur iceluy. Quant aux autres moyes de ſuſpenſiό, de reuocatiό & de renuoy, elles n'en ont iamais fait apparoir, & ne le ſçauoient faire; car cela n'eſt pas. Si en l'execution d'un Arreſt d'un Parlement, on al-

leguoit de tels moyès, il n'y a pas nō
 vn Conseiller, mais vn Huissier,
 non seulement qui y deferaist, mais
 qui ne fust blasmé & repris, s'il y
 auoit deferé; & neantmoins toute
 cette resistance est fondée sur cela:
 on crie à la force & à la violence,
 pour ce que l'on n'a pas voulu croire
 ces allegations, non seulement fri-
 uolles, & dont on ne fait point ap-
 paroïr; mais dont le contraire est
 prouué. La force a esté nécessaire, &
 ne falloit pas que l'Eglise demeurast
 chargée de cette honte, que ses or-
 donnances fussent vaincues par l'o-
 piniaistreté de trois ou quatre filles,
 qui triomphoient de l'autorité de
 l'Eglise, sans le secours de l'auto-
 rité Royale. Dieu a esté glorifié
 quand l'infirmité de ce sexe a sur-
 monté la cruauté des Tyrans; mais
 il seroit deshonoré en l'inflexibilité
 de leur resistance, si l'Eglise estoit

contrainte de leur ceder, & si le bras
 seculier ne venoit à son secours. S'il
 y a du scandale, il est causé par la re-
 sistance & par la rebellion ; car la
 force de la Iustice n'est pas à scanda-
 le, mais la nécessité d'apporter force,
 fait tomber le scandale sur celles
 qui en sont cause par leur desobeis-
 sance, l'exécution des decrets de iu-
 stice ne contient pas injure, les
 moyens d'exécuter sont differens, &
 dependent de la conduite de ceux
 qui y sont employez, & de ce qui
 est nécessaire pour faire rendre l'o-
 beyssance à qui elle appartient ; car
 il n'y a rien de si nécessaire que de
 faire que l'auctorité demeure aux
 puissances souueraines, & que l'o-
 beyssance leur soit rendue. Il y a cent
 ans que l'Ordre des Cordeliers fut
 reformé en la France : & sur l'e-
 xécution de cette Reformation à
 Tolose, il arriua que les Peres

Cordeliers refuserent l'entrée aux Commissaires deputez pour assister l'exécution de ce qui auoit esté ordonné, le canon de la Maison de ville fut tiré & braqué deuant leur porte par l'auctorité de la Cour de Parlement, la porte fut forcée, l'ordonnance executée, & soixante & dix Religieux rebelles furent tirez de la Maison, & mis dix à dix prisonniers en sept Conuens de la ville.

Il eust esté plus seant à des Religieuses de n'en pas venir à des resistances actuelles, & à des voyes qui conuiennent mieux à des soldats, qu'à des filles voüées à Dieu. Il leur deuoit suffire de remonstrer leurs raisons humblement & modestement, & puis ceder: car mesmes quand il y auroit de l'iniustice en l'exécution, elles seroient plus louées d'en vser ainsi, leur sexe & condition demandant d'elles cette

vertu. A plus forte raison le doiuent
 elles faire, lors qu'il est question de
 deferer à l'ordonnance de sa Sain-
 teté, auctorisée par celle du Roy,
 executée par des Magistrats, pour
 remettre les Monasteres dans leur
 Ordre, & les reünir à leurs corps.
 Mais comme l'esprit malin enuieux
 du bien qui réussit de cét Ordre à
 l'honneur de Dieu, & à l'edifica-
 tion de l'Eglise, a dés long temps
 projecté cét éclat, pour essayer de
 leruiner, il le maintient en la mes-
 me forte. Il engage & affermit les
 esprits, & les porte à ces extremités,
 plustost que de se rendre à l'obeis-
 sance. Mais Dieu par la prouidence
 duquel toutes choses se gouuernét,
 dispose tout à sa gloire, & fera reüs-
 sir ces troubles pour vn plus grand
 bien, & pour vn plus fort lien des
 ames à l'esprit de Sainte Terese, &
 à l'accomplissement des desseins de

Coppies de quelques Actes mentionnez cy deuant, lesquels i'ay estimé plus à propos de transcrire en cét endroit selon le renuoy des lettres cottées en marge, que de les inserer au discours ainsi que i'ay dit au commencement.

LA premiere est la consultation mentionnée sommairement au feuillet 113. laquelle i'eusse volontiers mise toute entiere, pource qu'elle est pleine de tres-bonne doctrine & fort iudicieuse : mais d'autant qu'elle est trop longue, ie me contenteray de rapporter seulement les responses & les signatures.

*Veu &c. Les sous-signez ont respõ- A. p. 113.
du à la premiere question que les Religieuses receuës & professes en la façon que dit*

est, ne sont pas tenuës de brusler leurs Cōstitutions vsitées iusques à present, & recevoir ces nouvelles ainsi changées, & qu'elles ne peuuent ny doiuent en façon quelconque y estre contraintes par le Chapitre General.

A la seconde nous respōdons, que les Religieuses ne peuuent pas estre punies à cette occasion, car il n'y a pas lieu à la peine lors que le peché n'a pas precedé. Or en cecy il n'a esté ny peu estre commis aucune faute par les Religieuses, d'autant qu'elles ne sont pas tenuës de brusler les Constitutions desquelles elles ont vsé iusques à present, ny recevoir & accepter ces nouvelles changées selon la Bulle de Gregoire XIV. & quiconque voudra attenter contre elles quelque chose plus seuerement, qu'il se souuienne de ce que dit saint Hierosme en l'Epistre 62. La liberté s'indigne bien tost si elle est opprimée, nul n'obtient d'auantage d'une personne libre, sinon celuy qui ne la contraint pas de seruir. Et au contraire

qu'il pense que l'on peut à bon droit dire des Religieuses, spécialement des Flamandes, ce que le mesme Auteur dit des Moines. Vous ne cherchez pas de vous assuiettir les Moines, cela fait qu'ils vous sont davantage suiers, vous leur presentez le baiser, & ils vous baissent le col. A la troisieme nous respondons aussi qu'elles ne sont pas tenuës de passer à vn autre Monastere, d'autant que cette translation est pour rendre leur condition pire, & tend à extorquer d'elles vn consentement contre leur gré, ce qui n'est pas permis à des Superieurs, comme nous auons prouué cy dessus. A la quatrieme nous respondons, que les confessions faites à ces Confesseurs extraordinaires, appelez & admis par les Prieures selon la faculté susdite, sont valables, & ne doiuent pas estre repetées; & la raison est comme nous auons monstré cy deuant, qu'ils ont Iurisdiction suffisante, qui toutesfois est le seul defect que l'on leur oppose. A quoy ils

adioustent encores plusieurs raisons. Et au bas sont ces seings.

Guillaume Fabricius Docteur en Theologie, & Censeur Apostolique des liures. Iean Paludanus Docteur & Professeur en Theologie. Guillaume Meycerus Docteur & Professeur du Roy en Theologie à Louvain. Henry Kampen Docteur & Professeur en Theologie à Louvain. Guillaume des Anges Docteur en Theologie à Louvain. Estienne Vveymys Docteur & premier Professeur en droit Ciuil & Canon. André de Vaux Docteur & Professeur esdits Droicts. Henry Zæsius Docteur & Professeur.

B. p. 123. **C**ONGREGATION & assemblée generale des nobles, bourgeois, manans & habitans de la ville de Morlaix, congregez & assemblez à son de campane en l'auditoire du Consulat, lieu accoustumé ausdits habitans de s'as-

sembler pour deliberer de leurs affaires communs, du 8 iour de Ianuier 1618. presence de monsieur le Baillif de ladite Cour, &c.

Sur la remonstrance du sieur Kerhamon, que suiuant l'aduis desdits sieurs habitans il se seroit chargé par inuentaire des ornemens, tiltres, meubles & autres choses qui appartiennent à la Chappelle de nostre Dame de la Fontaine, pour iceux conseruer iusques à l'establissement d'un Monastere en ladite Chappelle, & que neantmoins les Peres Carmelites qui se sont rendus en cette ville pour cét effet, & aussi les filles deuotes qui poursuient le-dit establissement, & qui sont logez és maisons des apparsenances de ladite Chappelle, disent auoir besoin desdits ornemens pour le seruice Diuin qui se celebre en ladite Chappelle, & desdits meubles pour leur vsage & seruice, mesmes requierent receuoir deux à trois cens liures qu'il y a des deniers bons entre les mains du der-

nier Gouverneur de ladite Chappelle, pour icelle somme employer à la reparation desdites Chappelle, maisons qui en dependent, & bastiment qu'il conuient encom-mencer.

Ont lesdits habitans aduisé que ledit sieur de Kerhamon baillera bõne & valable descharge au sieur de Kerdauer precedent Procureur de ladite Chappelle desdits ornemens, meubles, tiltres, & autres choses rapportees par ledit inuentaie: & neantmoins que ledit sieur de Kerhamon deliurera & mettra entre les mains desdits Peres Religieux & filles deuotes, ce qu'ils auront besoin desdits ornemens, meubles & vstenfilles, tant pour le seruice diuin, que pour leur vsage particulier; mesmes consentent lesdits habitans que lesdits precedens Procureur & Gouverneur de ladite Chapelle leur deliure & mette es mains telle somme qu'ils peuuent auoir appartenans à ladite Chapelle, iusques à la concurrence desdits deux ou trois

cens liures, pour icelle employer à la réparation desdites Chapelle & maisons en dependans, & aux bastimens qu'il conuient commencer aux fins dudis establissement. Signé, DERICHARD Gref-
fier.

MONSEIGNEUR, C.p. 126.
Ayant receu celle qu'il vous a plu nous escrire pour l'exécution du contenu en icelle; Nous auons veu le Pere Denys, Prouincial des Peres Carmes, auquel nous auons fait entendre que nous ne pouuions recevoir en cette ville les Dames Religieuses qu'il y a fait venir depuis trois iours, ny consentir y establir aucun Monastere, sans la permission expresse du Roy, & iusques à ce que vous soyez en vostre Euesché, pour y apporter tel ordre que vous trouuerez expedient. Surquoy le Pere nous a respondu qu'il n'a eu intention d'y faire aucun establissement, que suiuant la vo-

lonté du Roy, & iusqu'à vostre arriuée en vostre Diocese. Et que cependant les Religieuses qui estoient renduës auant la reception de la vostre, demeureront comme en maison empruntée à nostre Dame de la Fontaine, lieu destiné pour leur pretendu bastiment, sans faire aucun acte par lequel il apparaisse qu'elles veulent s'y establir en forme de Conuent, ne pouuans estre en aucun lieu en attendant, moins à charge & incommode qu'en la maison de ladite Chappelle, puis qu'elles ne peuuent se retirer si tost au lieu d'où elles sont venuës avec grandes incommoditez & dangers. Dequoy nous ayât le dit Pere asseuré, nous vous faisons, Monseigneur, cette responce, pour nous acquitter de nostre deuoir, & protester que nous ferös tout ce qui dependra de nos charges, pour empescher qu'aucune inno-uation ne soit faite en ce lieu contre la volonté de sa Maiesté, & au preiudice de ce qui vous est deu. En cette occasion &

en toute autre nous receurons avec beaucoup d'honneur vos commandemens, pour vous tesmoigner que nous sommes & desirons nous conseruer pour iamais, Monseigneur, Vos tres-humbles & obeissans seruiteurs, François Guilloufert Lieutenant de Morlaix. Vincent de Kinzerchou Procureur du Roy à Morlaix. A Morlaix le 21. Decembre 1619. Et sur la superscription est escrit, A Monseigneur, Monseigneur le Reuerend Euesque de Treguier.

IESVS MARIA.

D.p.126.

PA X Christi.

Monseigneur & Reuerendissime Pere en Dieu, Estant arriué en cette ville de Morlaix avec trois Religieuses de nostre Ordre, pour le dessein d'une fondation, &c. Estant donc arriué, & sur le poinct que ie voulois vous en bail-
ler aduis, resolu de ne passer outre en l'entier establissement, sans auoir eu de vos

nouuelles, & receu vostre Benediction,
 vne lettre des vostres est arrinée à Mes-
 sieurs les Iuges & Officiers du Roy de
 Morlaix, par laquelle vous les conuiez
 & suppliez de ne nous permettre passer
 outre audit establisement, veu qu'il est
 contre la volonté du Roy & du S. Pere,
 voire mesme contre nostre Ordre. Or
 Monsieur ie vous escrie ce mot pour ac-
 compagner la réponse de Messieurs les
 Officiers du Roy, & vous assurer avec
 eux que ledit establisement ne se parfera
 qu'il ne conste à ces Messieurs de la vo-
 lonté du Roy & du Pape, comme aussi à
 vous, que ce n'est fonction qui soit contre
 nostre Ordre, &c. Quoy attendant ie
 clorray la presente, me remettât & souf-
 mettant à vostre iugement tres-meur, &
 priant le Tout-puissant qu'il vous com-
 ble de graces & de Benedictions pour le
 bien de l'Eglise qu'il vous a commise,
 & qu'il me face la grace de vous
 rendre autant d'honneur & de seruice

que vous doit, Monseigneur, Vostre
tres-humble & obeïssant seruiteur, Fre-
re Denys de la Mere de Dieu, Prouin-
cial des Carmes DeschausseZ. Et sur
la superscription est escrit, A Mon-
seigneur, Monseigneur le Reuerendis-
sime Euesque de Treguier.

Extraict des Registres de la Maison de E.p.126.
ville de Morlaix.

CONGREGATION & assemblée
des Nobles, bourgeois & habitans
de la ville de Morlaix, congregez & as-
semblez en l'Auditoire du Consulat, lieu
accoustumé ausdits habitans de s'assem-
bler pour deliberer de leurs affaires cō-
munes. Du trentiesme iour de Decem-
bre 1619. Present Monsieur le Lieute-
nant, & Monsieur le Procureur du
Roy, &c.

Assistant, &c. Le Procureur de Vil-
le a remonstré que cy deuant sur ce que

les habitans auroient sous le plaisir du
 Roy & la permission de Monsieur
 l'Euesque, consenty à certaines Damoi-
 selles qui poursuinoient l'establissement
 d'un Conuent de l'Ordre des Carmes,
 en la Chapelle de nostre Dame de la Fõ-
 taine, pour y establir ledit Conuent, &
 dans quelque temps apres lesdites Da-
 moiselles auroient fait venir deux Peres
 dudit Ordre pour recognoistre la place,
 la commodité ou incommodité d'icelle à
 ladite fin, lesquels dès lors logerent aux
 maisons dependantes de ladite Chappel-
 le, & y auroient tout depuis demeuré &
 iusques à Dimãche au soir il y eut 8. iours
 sans le sceu dudit Procureur de Ville, les-
 dites Damoiselles rechercherent l'esta-
 blissement dudit Conuent, ensemble avec
 eux trois Religieuses se seroient rendues
 & logees esdites maisons, & que s'estant
 adressé à elles pour sçauoir en vertu de-
 quoy elles s'estoiēt logees en ladite maison,
 ont fait entendre que ce n'est que pour y

loger seulement, sans eſperance de faire
 aucun acte d'eſtabliſſemēt de Conuent au-
 dit lieu, qu'au prealable elles ne facēt con-
 ſter, tant de la volonte du Roy, Bulles de
 ſa Sainctete, & permiſſion de Monsieur
 de Treguier, requerant que l'on ait à deli-
 berer comme il ſe doit gouuerner ſur ce ſu-
 iet. Lesdits habitans donnent charge à
 leurdit Scindic d'eſcrire à Monſeigneur
 de Treguier l'eſtat touchant leſdites Reli-
 gieuſes des Carmes que l'on pretend eſta-
 blir en cette ville, & le ſupplier d'eſclair-
 cir leſdits habitans de la volonte du Roy
 & de la ſienne : & en cas qu'ils ayent a-
 greable ledit eſtabliſſement, que ce ne ſera,
 ſ'il leur plaist, qu'à la charge que ladite
 communauté ne ſera obligee contribuer
 en aucune façon au baſtiment dudit Con-
 uent, ny autres choſes procedant dudit
 eſtabliſſement, ſuiuant leurs precedens ad-
 uis & conſentemens. Signé, D E R I-
 CHARD Greſſier.

F. p. 134.

MONSIEUR l'Euesque de Treguier, ayant esté aduertiy que les habitans de ma ville de Morlaix sont en volonté d'establiſſir vn Conuent de Carmelines en icelle; ie vous eſcris cette lettre pour vous aſſeurer que i'ay bien agreable leur bonne intention, ſçachant combien la pieté & bone vie des Religieuſes dudit Ordre peut faire de fruit en ladite ville, & trouue bon qu'elle ſoit executée, pourueu que ce ſoit ſuiuant & aux conditions portées par les Breſs octroyez par noſtre Saint Pere le Pape pour l'eſtabliſſement des Conuens dudit Ordre en ce Royaume. A quoy ie deſire que vous teniez la main, priant Dieu qu'il vous ayt, Monsieur l'Euesque de Treguier, en ſa ſainte garde. Eſcrit à Amboiſe le 20. iour de May 1619. Signé LOUIS, & plus bas, POTIER. Et en la ſuſcription, A Monsieur l'Euesque de Treguier.

DE PAR LE ROY.

CHERS & bien amez le Sieur G. p. 134.
 Euesque de Treguier nous a fait
 entendre que quelques personnes affe-
 ctionnées à la pieté, & meües de la vertu
 & deuotion qui reluit en l'Ordre des
 Religieuses nostre Dame du Mont
 Carmel establies en ce Royaume, l'ont
 requis de vouloir establir en nostre ville
 de Morlaix, qui est de son Diocese, vn
 Monastere de ce mesme Ordre, confor-
 mément à ce qui en a esté fait depuis n'a-
 gueres en nostre ville de Nantes, à l'exē-
 ple de ceux de nostre ville de Paris, &
 plusieurs autres de nostre Royaume,
 nous requerant l'auoir agreable, & luy
 permettre de faire ledit establissement.
 Et d'autant que nous receuons iournelle-
 ment de tres-bons tesmoignages de cēt
 Ordre, & de la consolation & edifica-
 tion de nos suiets es lieux où il est estably,
 & que nous auons vne singuliere affe-

Et ion enuers iceluy pour les prieres continues qui s'y font pour nous, & le bien de cét Estat. Nous auons tres-volontiers agreé & permis audit sieur Euesque de Treguier, d'establir ledit Monastere de Religieuses Carmelines en nostredite ville de Morlaix, dont nous auons bien voulu vous faire sçauoir nostre volonté & intention, afin que vous apportiez pour l'aduancement d'un si bon & pieux dessein, ce qui sera en vostre puissance, receuant ceux qui se presenteront de sa part, & les Religieuses prises des autres Monasteres de ce Royaume qui y seront conduites par eux le plus fauorablemēt, & avec toute l'assistance que vous pourrez, en quoy vous nous ferez seruice tres-agreable. Donnē à Paris le 10. iour de Ianuier 1620. Signé L O V I S, & plus bas, P O T I E R, avec vn paraphe. Et au dessus est escrit, A nos chers & bien amez les Procureur des Bourgeois & habitans de nostre ville de Morlaix.

Fort

Fort illustre & tres-reuerend Sei- H. pa.
 gneur, comme frere, &c. Et sur la 142.
 fin, Par cét Ordinaire l'on escrit à M^o-
 sieur le Cardinal de Sourdis par la lettre
 cyenclose qu'il suspende l'execution de sa
 sentence, iusques à ce qu'il ayt vn autre
 Ordre d'icy, cependāt on verra ce qu'on
 pourra faire pour mettre fin à cette af-
 faire, avec la satisfaction que sa Sain-
 teté desire, & me recommande à vous
 de bon cœur. De Mondragon le 13. de
 Septembre 1620. D. V. S. Comme
 frere tres-affectionné, le Cardinal Bur-
 ghese.

J'ay estimé à propos pour l'importan- I. p. 160.
 tance de cette piece de la mettre pre-
 mierement en Italien, comme elle a
 esté escrite, & puis adiouter la tra-
 ductiō Françoisē avec l'attestation.

*Copia di litera di Monsig. Ill^{mo} Cardinale Bor-
 ghese, à Monsig. Nuntio di Francia.*

NEL negotio delle Carmelitane scal-
 ze ha ordinato N. S^{re}, che si scri-

aa à V. S. che S. S.^a vuole che si offerui il
 suo Breue, e che la cura & directione re-
 sti al Padre Berule Preposito Generale
 & à gl' altri Padri Generali della Con-
 gregatione dell' Oratorio secondo la for-
 ma dell' istesso Breue Hauēdo S. S.^a fat-
 to dire al Padre Generale de i Carme-
 litani Scalzi, ch' ordini seriam^{te} à i suoi
 Religiosi in Francia che si quietino, &
 non diano occ^{ie}: a nuoui disturbi e disor-
 dini. E l' istesso si dira ad vn Prete che ve-
 nuto con mandati d'alcuni Monasterij
 di Monache à supplicar S. S.^a che le
 lasciasse sotto la cura & administratione
 dei Padri scalzi. Di che si da parte à
 V. S. accio informata della mente di S.
 Beat^{na} procuri che si essequisca con la
 pace e quiete che conuiene. E Dio la
 prosperi. Di Mondragone alli 17.
 d'Octobre 1620.

Traduction de la mesme lettre
en François.

*Coppie d'une lettre de Monsieur le
Cardinal Burghese à Monsieur
le Nonce en France.*

POUR l'affaire des Carmelines reformées, nostre S. Pere a ordonné que l'on vous écrive que sa Sainteté veut que son Bref soit observé, & que le soin & direction demeure au P. Berule General, & autres Generaux de la Congregation de l'Oratoire, selon la forme du mesme Bref. Sa Sainteté ayant fait dire au P. General des Carmes Deschaussez qu'il ordonne serieusement à ses Religieux en France, qu'ils se mettent en paix, & ne donnent occasion à nouveaux troubles & desordres. Et le mesme sera dit à un Prestre qui est venu avec charge de quelques Monasteres de Religieuses pour supplier sa Sainteté qu'elle les laissast sous le soin & administration des Peres Deschaussez, dont.

l'on vous donne aduis, afin qu'estant informé de la volonté de sa Sainteté, vous procuriez qu'elle s'exécute avec la paix & le repos qu'il conuient. Dieu vous face prosperer. De Mondragon le 17. Octobre 1620.

Et au dessous est l'attestation dudit Seigneur Cardinal Bentiuole, Nonce de sa Sainteté, que ladite coppie est vn veritable extraict de la lettre à luy écrite par Monsieur le Cardinal Burghese, par le commandement du Pape, & que suiuant son intention il a fait sçauoir son decret & volonté à plusieurs de Messieurs les Euesques de France. Ladite attestation passée par deuant Maistre Iean Roche Docteur en Theologie, Auditeur dudit Seigneur Cardinal, & M. Thomas Galot Notaire Apostolique à Paris, le 20. Feurier 1621. & signée G. Cardinalis Bentiuolus. Ioannes Roche, & Thomas Ga-

lor, Et scellé des armes dudit Seigneur Cardinal,

ILLVSTRIS & admodum Reue- K. p. 161.
rende Domine. Sanctissimus D.
Noster, libenter legit litteras D. Vestra
Parisijs die 19. Iulij datas, ex quibus intellexit quid actum sit à Patribus Discalceatis Ordinis Carmelitani, quò ad regimen Monialium eiusdem Ordinis in Gallia iuxta reformationem Beatae Theresiae existentium. Equidem S. Sanctitas moleste tulit quae in huiusmodi negotio innouata perferuntur ab eisdem Patribus. Verùm quod in hac re S. Sanctitas constituerit D. Vestra ex Apostolico Nuncio istic commoranti accipiet. Ceterùm volo sic ipsa sibi persuadeat me ita paratũ esse ad mea studia & officia oblatris occasionibus deferenda, ut non sim umquam passurus ex me quicquam eorum posse à Vestra Dominatione desiderari,

b iij

cui diuturnam expeto vitam & salutem.
Roma 17. Octobris 1620. D. Vestrae
Studiosus S. Cardinalis Burghesius. Et
 à la superscription, *Illustri & admo-*
dum Reuerendo D. D. Andrea du Val
è Sorbona Theologo.

Cette lettre iustificiant encores la volonté du Pape sur cette affaire, & le commandement donné à Monsieur le Nonce de la faire sçauoir, meritoit bien d'estre transcrite en son original, auquel i'adjouste aussi la traduction Françoisse pour la substance d'icelle.

NO STRES. Pere a leu volontiers vos lettres escrites à Paris le 19. de Iuille, par lesquelles elle a cognece qui a esté fait par les Peres Carmes Deschaussez, touchant le gouuernement des Religieuses du mesme Ordre de la reformation de la Bien-heureuse Terese en France. Certainement sa Saincteté a eu déplaisir de ce

que l'on dit auoir esté innoué en cette affaire par lesdits Peres. Mais vous sçaurez du Nonce Apostolique residant par delà ce que sa Saincteté a ordonné en cette affaire, &c.

Auis donné par Messieurs les L. p. 264
Docteurs de la Sorbône, sur l'excommunication & interdiction fulminée contre les Religieuses & Monastere de S. Ioseph à Bordeaux, par le grand Vicaire de Monsieur le Cardinal de Sourdis : duquel auis ie transcriray seulement la conclusion, pource que c'est ce qui importe, & que la deduction des raisons ne seroit que repetition & longueur.

NOus soubs-signez Docteurs en
Theologie en l'Vniuersité de Paris.
Veu le Factum cy dessus, avec les raisons
alleguées, & aussi veu les pieces dont est
fait mention dans ledit Factum, Auons
jugé l'excommunication desdites Religieu-

ses du Cōuent de S. Ioseph, & l'interdi-
 ction dudit Monastere faite en vertu du
 Bref émané de sa Sainteté, le 14. de Ian-
 uier de cette presente année, estre nulles, &
 n'auoir aucun effect. De sorte qu'en ver-
 tu de la Sentence donnée par Maistre
 Iacques Miard, en date du Mercredy
 16. du present mois, elles ne sont point va-
 lablement priuées ny empeschées de la re-
 ception des Sacremens, ny mesmes les Pre-
 stres & Predicateurs d'y dire & celebrer
 la Messe. Fait à Paris ce 27. iour de Fe-
 urier 1622. Ledit aduis, signé de Messieurs
 Maistres Martin Girard Docteur en
 Theologie, & Curé de sainte Geneuief-
 ue à Paris : Philippes de Gamaches Do-
 cteur & Professeur du Roy en ladite Fa-
 culté. Pierre le Clerc Docteur & Lecteur
 en Theologie : Nicolas Isambert Docteur
 & Professeur du Roy en Theologie : Ieā
 Cherou Docteur en Theologie, & Theo-
 logical de l'Eglise de Beaunais : Iean de Fla-
 uigny Docteur en Theologie, & grand
 Vicai-

*Vicaire de Monsieur l'Euesque de Lus-
son: Charles Bazo: Docteur en Theolo-
gie: Antoine Martin Docteur en Theo-
logie, & sous-Penitencier en l'Eglise de
Paris: & Jean Vastin aussi Docteur en
ladite Faculté, & Curé des Sables d'O-
lonne.*



FIN.

17
10/10/1917

